

MADAGASCAR

Revue de Presse septembre 2009

SOMMAIRE

	Page
La crise politique	01
01/09/09 : tentative avortée de relance des négociations par Albert Zafy. Andry Rajoelina fait défection.....	01
04/09/09 : Andry Rajoelina résiste à la communauté internationale ; l'armée refuse de participer à la nouvelle transition	04
05-06/09/09 : les chefs de mouvances rejettent l'appel de la HAT à participer à un gouvernement de consensus.....	06
08/09/09 : formation du nouveau gouvernement Roindifo, dont la représentativité a été aussitôt rejetée par la SADC.....	10
10/09/09 : l'UA condamne le nouveau gouvernement et envisage des sanctions.....	16
11/09/09 : échec de la manifestation des anti-HAT. Monja Roindifo rejette le nouvel appel d'Albert Zafy à négocier.....	20
12-13/09/09 : arrestations en cours et annoncées, ultimatum à Rajoelina, alliance entre les 3 mouvances anti-HAT.....	21
15/09/09 : imbroglio constitutionnel. Le porte-parole du TIM placé sous mandat de dépôt. Débats au sein de l'armée.....	25
18/09/09 : l'armée, sollicitée par la société civile et des représentants des 4 mouvances pour une médiation.....	32
19-20/09/09 : la communauté internationale prend l'initiative d'une rencontre. Monja Roindifo pressé de démissionner.....	34
22/09/09 : condamnations légères pour Manandafy et Ihanta Randriamandranto. La Françafrique dénoncée.....	38
23-24-25/09/09 : imbroglio aux Nations Unies : Andry Rajoelina empêché de s'exprimer à la tribune	41
28/09/09 : intense activité diplomatique à Paris pour Andry Rajoelina, vives réactions contre la SADC et le GIC.....	49
Droits humains, gouvernance, environnement	53
L'Examen Périodique Universel de Madagascar, signature de protocoles, impacts de la crise sur les accouchements et la malnutrition infantile, le programme d'alphabétisation, scolarisation et travail des enfants, droits des handicapés, impacts sur la santé du naufrage d'un cargo	
Actualité économique	56
Impacts économiques de la crise politique	56
Relations avec les bailleurs de fonds-financements parallèles-indépendance économique.....	58
Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, environnement, ressources naturelles	61
Sécurité alimentaire - relations avec le groupe Tiko	64
Divers	66

LA CRISE POLITIQUE

1er septembre : tentative avortée de relance des négociations par Albert Zafy. Andry Rajoelina fait défection. La société civile s'impatiente et envisage l'alternative d'une élection présidentielle supervisée par un Conseil électoral indépendant.

Zafy fustige Rajoelina : 72 heures avant l'expiration du délai fixé par le GIC, Albert Zafy a relancé les négociations. Une occasion pour l'ancien président de critiquer l'intransigeance de la mouvance Rajoelina. Avec la casquette de porte-parole des trois mouvances, il a accusé Andry Rajoelina et son équipe de violer la Charte des Valeurs initiée par le président de la HAT. Contrairement aux trois autres mouvances, celle de Rajoelina s'est abstenue de participer à la réunion. Une absence qui a provoqué la colère de l'ancien chef de l'État puisque le rapprochement des points de vue est essentiel pour fixer la position à tenir avant la date butoir du 4 septembre. Albert Zafy a dénoncé « *le manque de tolérance des pro-Rajoelina* » qui militent pour le maintien de celui-ci et de Monja Roindifo aux fonctions qu'ils occupent. « *Ils procéderont demain au plébiscite pour le maintien d'Andry Rajoelina et de Monja Roindifo, alors qu'ils ont apposé leurs signatures à Maputo. Nous aussi, nous pouvons mobiliser nos partisans, mais nous ne le ferons pas* », a-t-il martelé. Dans une lettre d'excuse, Andry Rajoelina a évoqué comme excuse une réunion de sa mouvance au même moment. Le secrétaire général du Monima a également riposté en accusant les partisans de Marc Ravalomanana d'avoir rompu les premiers les Accords de Maputo. « *La manifestation au Magro à Ankorondrano*

constitue la première entorse à l'esprit de Maputo. L'absence de la mouvance Rajoelina à la rencontre d'hier est déjà l'expression de l'inexistence d'un consensus», a-t-il déclaré.

Le KMF-CNOE s'impatiente : à défaut de consensus, une élection présidentielle anticipée reste une option. Un échec du processus de Maputo ne doit pas être la fin de tout, de son point de vue. « Si l'on ne trouve pas de solution, nous demandons à ce que l'on détermine le vrai choix du peuple par le biais des élections afin d'entrer dans la 4ème République. Le KMF/CNOE veut participer à la mise en place d'un Conseil national électoral indépendant pour que les élections soient démocratiques, libres et transparentes, dans les délais les meilleurs. S'il n'y a pas de consensus, le mieux serait d'en finir au plus vite. La reconnaissance internationale ne se fera pas automatiquement. Le GIC a répété à maintes reprises qu'aucun scrutin organisé de manière unilatérale ne sera reconnu.

2 septembre : Andry Rajoelina organise une opération médiatique dénommée « consultation populaire ». Il manifeste son intention de ne pas de soumettre aux volontés de la communauté internationale et en assume les risques.

« *Consultation populaire* » d'Ambohitsorohitra : « *Il n'y aura pas d'autres Maputo !* ». Près de 2.000 partisans de la mouvance au pouvoir en provenance des 22 régions ont rejoint le palais présidentiel à l'invitation du président de la HAT. L'essentiel du discours d'Andry Rajoelina a porté sur les négociations auxquelles lui et sa mouvance se sont pliés « *au nom de l'ouverture et du patriotisme, et par égard envers la communauté internationale* ». Il a expliqué que sa mouvance a tout fait, tant au Carlton qu'à Maputo, pour satisfaire les autres mouvances et la communauté internationale, mais dans la mesure où les intérêts du « *vahoaka* » n'étaient pas pris en compte par leurs interlocuteurs, il a décidé de consulter ce « *vahoaka* ». Il a affirmé que désormais il refusera de nouveaux rendez-vous à l'extérieur pour décider du sort du pays et de la suite à donner au processus. En clair, il ne retournera pas à Maputo pour donner sa réponse aux médiateurs. Il la donnera par courrier électronique ou par SMS. « *S'ils osent, qu'ils viennent ici, et c'est ici qu'on verra la suite* » a-t-il déclaré pour marquer sa détermination à demeurer le chef de la Transition. Andry Rajoelina a fait comprendre à l'assistance que ce sont les autres mouvances et la communauté internationale qui n'ont pas respecté leur parole car, avant Maputo II, tous auraient admis que sa présidence de la Transition était acquise. Comme pour rassurer et mettre en confiance son auditoire, Andry Rajoelina a défié le président Ratsiraka et ses 24 ans de règne : « *Je ferai 10 fois mieux que mes prédécesseurs si jamais je suis au pouvoir pendant autant d'années* ». Par rapport aux menaces de sanctions et de rupture des aides extérieures, Andry Rajoelina a reconnu que le pays sera acculé à rechercher de nouveaux partenaires si jamais les robinets sont fermés. Il a admis que le pays est à beaucoup d'égards dépendant de l'extérieur mais qu'il faut se préparer à se passer de ces aides : « *Les anciens nous ont habitué aux aides et aux prêts qui nous enchaînent et nous ont endetté* ». Il a averti son auditoire que « *franchise et jeunesse ne signifient pas qu'il va fléchir sur ses positions* », précisant que « *les règles du jeu, [...] c'est sa mouvance et lui qui les dictent*. « *Tous les Malgaches sans distinction adhérant au principe de changement réclamé par le mouvement populaire de ce début d'année* » avaient été invités à venir s'exprimer directement devant le Président. Ils devraient, entre autres, se prononcer sur le maintien du tandem Andry Rajoelina-Monja Roindefo à la tête de l'exécutif. Mais à 24 heures de l'expiration de l'ultimatum de l'équipe de médiation, Andry Rajoelina a entretenu le mystère sur la suite qu'il compte donner aux négociations de Maputo. Il n'a pas une seule fois mentionné le nom de son Premier ministre, encore moins la nécessité de maintenir ce dernier dans ses fonctions. « *Merci au GIC mais non au néocolonialisme* ». Le président de la HAT n'a pas oublié de remercier les membres du GIC pour les efforts qu'ils ont déployés. Mais c'est un

remerciement assorti d'une accusation de néocolonialisme. Il accuse l'Equipe Conjointe de Médiation de vouloir faire pression sur la HAT pour imposer ses solutions.

Le GTT International se mobilise : ses adhérents font pression pour la concrétisation du plan de sortie de crise conclu à Maputo. Ils se mobilisent en vue de manifestations programmées dans deux villes françaises et sont manifestés à l'ambassade de Madagascar à Paris. Le GTT organisera également à Genève une manifestation parallèle au Sommet des chefs d'État sur les droits de l'Homme, des 3 et 4 septembre, en présence du secrétaire général des Nations Unies.

Trésor public : la HAT disposée à se passer des aides. Les finances publiques pourront résister durant quelques mois sans les aides internationales, selon Andry Rajoelina, qui prépare les esprits à un éventuel arrêt des aides publiques au développement. C'est un scénario plus que probable si les quatre mouvances ne trouvent pas de consensus à la date butoir du 4 septembre. Le président de la HAT veut réveiller la fibre patriotique des Malgaches pour y faire face.

Les membres du Cercle de réflexion des économistes de Madagascar (Crem), regroupant des enseignants de l'université d'Antananarivo, font l'analyse suivante : « *Nous allons rencontrer des difficultés sans les bailleurs de fonds, mais nos précédents dirigeants n'ont fait qu'emprunter sans chercher à trouver d'autres solutions, nous mettant dans cette situation de dépendance. C'est une leçon que nous devons transmettre à nos enfants sur la nécessité de se défaire de l'emprise des aides internationales. Madagascar peut se passer des aides internationales, pendant seulement quelques mois. Il faut donc écourter autant que possible la période de Transition* ».

Roland Ratsiraka : crainte d'une guerre civile. Dans un communiqué, Roland Ratsiraka ne cache pas ses inquiétudes sur le cours des événements. « *Une guerre civile plane* », s'inquiète-t-il. Avant de souligner : « *La solution, c'est la solidarité, le « Fihavanana* ». *L'intérêt du Peuple doit surtout primer*».

Me Noro Rabemananjara, avocate de Manandafy Rakotonirina, transférée à Antanimora. Placée sous mandat de dépôt le 8 août à la prison de Manjakandriana, l'avocate a été transférée à Antanimora. Et ce, à la demande de la prévenue, a précisé l'Ordre des avocats. Selon le Barreau, elle aurait dû bénéficier de l'Accord n°3 de Maputo qui prévoit l'annulation des poursuites et condamnations prononcées contre des personnes politiques, civiles ou militaires. L'Ordre entend mener une démarche auprès de la ministre de la Justice.

Manandafy Rakotonirina : verdict renvoyé au 22 septembre. La situation qui prévaut dans le pays explique probablement cette décision. [*Le leader « légaliste » a pu bénéficier de la liberté provisoire et de la levée de l'interdiction de sortie du territoire pour participer aux négociations de Maputo II*].

« **Mouvance des jeunes** » : **50.000 euros par victime de la fusillade du 7 février.** Le regroupement d'associations d'étudiants et de cadres, des associations de femmes, des spécialistes en arts martiaux et des jeunes intellectuels, réclame 50.000 euros de dommages intérêts par victime en contrepartie de l'amnistie les principaux responsables de la fusillade d'Ambohitsorohitra. Elle considère que Marc Ravalomanana en est le principal responsable. Lors de la visite des membres du GIC dans la Grande Ile, ces jeunes ont rencontré Joaquim Chissano. Cette mouvance (non reconnue) a exprimé son « *soutien indéfectible au tandem Andry Rajoelina-Monja Roindefo. [...] Nous défendrons cette cohabitation par tous les moyens* ». Pour cette mouvance, « *l'organisation d'un référendum constitue la seule voie démocratique pour régler cette crise* ». Et d'insister sur le fait que « *plusieurs décisions prises au cours des deux*

réunions de Maputo ne correspondent pas aux aspirations populaires ». Les jeunes se disent déterminés à « faire face à l'ingérence de la communauté internationale ».

3 septembre : à l'initiative d'Albert Zafy, les mouvances Zafy, Ratsiraka et Ravalomanana proposent l'attribution des postes-clés de la Transition à des militaires.

Les militaires aux trois postes-clés : à l'initiative d'Albert Zafy, les mouvances Zafy, Ratsiraka et Ravalomanana ont opté pour l'attribution des postes-clés de la Transition à des militaires. La Présidence, la vice-Présidence et la Primature de la Transition de consensus, prévue dans l'Accord de Maputo, leur seraient réservés. Ces trois postes resteraient les seuls postes-clés encore non attribués à l'issue de Maputo II. La mouvance Rajoelina avait choisi de jouer la politique de la chaise vide. Le ministre des Affaires étrangères est arrivé sur les lieux de la réunion pour s'excuser de l'absence de sa mouvance et n'a pas participé aux débats. D'après Albert Zafy, « *c'est une décision consensuelle et inclusive. [...] Des militaires neutres sont prêts à prendre le pouvoir* », a-t-il soutenu. Et de poursuivre : « *puisque les quatre mouvances n'ont pas pu trouver un accord sur l'attribution des postes-clés de la Transition, il appartient maintenant aux militaires de prendre leurs responsabilités. Pour nous, c'est la seule solution pour résoudre cette crise car les politiciens ne parviennent pas à trouver une entente* ». Le choix des titulaires serait confié aux chefs de file des quatre mouvances. Cette proposition restait toutefois conditionnée par l'accord du GIC, que les 3 mouvances ont rencontré.

Commentaire de *La Vérité* : « *Acculées au pied du mur, les trois mouvances ont été frappées par l'effet d'un boomerang : perpétrer un coup d'Etat !* »

Premier ministre de consensus : les Forces armées proposent le général Ranto Rabarisoa. Elles auraient proposé ce haut gradé au poste de Premier ministre de la nouvelle Transition. Le général fait partie des trois officiers supérieurs désignés par l'ancien président Marc Ravalomanana pour diriger le Directoire militaire après avoir remis sa démission, le 17 mars.

« Le GIC semble dépassé par les événements et n'est plus en mesure de résoudre la crise », a confié un observateur à La Vérité. « Trouver à tout prix une solution à la crise malgache ; on inventa alors le GIC, et Maputo fut. Seulement tout porte à croire que ces deux malheureuses trouvailles de la communauté internationale sont conçues dans le seul dessein de semer le trouble au sein de l'actuelle Transition menée avec brio par le tandem Rajoelina – Roindefo. Car dès le départ, Maputo dont on prévoyait déjà l'échec, pêche par ses nombreuses contradictions. Il y a d'abord la présence de deux mouvances disqualifiées qui n'ont plus aucune responsabilité dans la vie de la Nation. La mouvance Ratsiraka n'est que l'ombre d'un parti éclaté en trois morceaux difficiles à rafistoler. Et on se demande comment une mouvance qui n'arrive pas à mettre de l'ordre dans son propre ménage pourrait prétendre régler des problèmes nationaux ; souhaitons à son leader non seulement une bonne santé mais aussi un retour au pays pour une paisible retraite. Quant à la mouvance Ravalomanana, son leader fut évincé par le peuple qui, hélas, l'a « démocratiquement élu » ! En clair, ces deux mouvances ne sont plus concernées par « la chose malgache ». Et ce n'est pas étonnant si à Maputo, leurs représentants ont manœuvré comme « des animaux malades de la peste » pour crier « haro sur le baudet » ».

4 septembre : le président de la HAT résiste à la communauté internationale en prenant le risque de poursuivre une démarche « unilatérale ». L'armée refuse de participer à un directoire militaire proposé par les trois autres mouvances.

Andry Rajoelina a donné sa réponse au GIC : il dissout le gouvernement et demande à Monja Roindefo, confirmé dans ses fonctions, de former un nouveau cabinet. Il n'a donc pas cédé à la pression de la communauté internationale et donne l'impression de vouloir

s'accrocher à son pouvoir. L'équipe de médiation lui avait donné une semaine pour discuter avec ses partisans, espérant qu'il réussirait à les convaincre de céder sur le maintien du tandem Rajoelina-Roindefo à la tête des futurs organes de la Transition. Pour mieux faire passer la pilule, Andry Rajoelina a enrobé le maintien de Monja Roindefo par la dissolution du gouvernement et par la nécessité d'en nommer un autre, *«plus consensuel et plus inclusif»*. *« Nous sommes prêts à travailler avec toute personne de bonne foi, expérimentée et mue par l'amour de la Patrie»*, a-t-il affirmé, mais les trois autres mouvances ont déjà fait savoir qu'elles



condamneraient vigoureusement toute dissidence en leur sein. Et comme pour souligner sa volonté d'ouverture, il s'est dit *«prêt à mettre en œuvre la Charte signée à Maputo»*. Dans la foulée, il a annoncé la mise en place prochaine de toutes les institutions prévues les Accords. Toutefois il n'a pas précisé si les accords *«verbaux»* de Maputo II, qui donnaient la présidence de ces institutions aux autres mouvances, seraient confirmés. Andry Rajoelina a déjà tenté de préparer l'opinion aux éventuelles conséquences économiques de la voie qu'il a choisie : *«Ce sera difficile sans les bailleurs de fonds, nos finances dépendent à 70% des aides budgétaires extérieures»*. Les dernières tentatives menées pour le ramener dans la ligne des Accords de Maputo n'ont pas eu les effets escomptés. La proposition d'Albert Zafy et des délégations de Ravalomanana et de Ratsiraka d'offrir les trois postes clés de la Transition aux militaires a été dénoncée par Andry Rajoelina et a durcie sa position. Après cette annonce, la réaction négative de la communauté internationale n'a pas tardé à se manifester. Le GIC a déclaré : *«la communauté internationale espère toujours une sortie de crise respectant les principes de neutralité, de consensualité, d'inclusivité et de paix»*. Appelant *«à la responsabilité et à la conscience de chacun»*, il a prôné *«une application sans faille de la Charte et des Accords de Maputo»*. La décision d'Andry Rajoelina a été une fois de plus perçue comme une initiative *«unilatérale»*.

Direction de la Transition : les Forces armées refusent. 24 heures après la proposition de confier 3 postes de la direction de la Transition de consensus aux militaires, l'armée a fait connaître son refus. Elle désapprouve l'éventuelle mise place d'un directoire militaire et réaffirme son souci du respect de l'éthique militaire et du maintien de la cohésion des Forces armées. Le général Ravelomanana, secrétaire d'État Chargé de la Gendarmerie et ministre par intérim des Forces armées, a indiqué que toute démarche visant à déstabiliser l'unité de l'armée serait qualifiée de *« trahison »*. Politiquement la position de celle-ci ne peut qu'être en faveur de la Transition à l'installation de laquelle elle a largement contribué. La hiérarchie en place est partie prenante de ce pouvoir et elle le défend. La déclaration semblait donc mettre un terme aux rumeurs concernant l'instauration d'un directoire militaire et/ou la participation de l'armée à un gouvernement civil. Rappelant les résolutions des Assises militaires, le général Ravelomanana a précisé que *« les Forces armées ne se mêlent pas de politique. [...] Ainsi, les Forces armées déclinent toutes nominations sans avoir l'approbation du pouvoir hiérarchique au sein de la grande famille des Forces armées »*. Albert Zafy a répliqué ainsi à cette prise de position : *« Si aucun consensus n'est trouvé entre les quatre mouvances, une conscientisation venant des Forces armées pourrait faciliter le dialogue, ne serait-ce que pour débloquer la crise économique que la population endure »*.

Les professeurs des Universités rappellent les engagements pris par les 4 mouvances. Le Collectif a rappelé qu'une Charte des Valeurs avait été signée à Maputo. Il a attiré l'attention des signataires sur la nécessité de respecter la parole donnée. Le Collectif appelle à la poursuite des négociations.

Pour la mouvance Ravalomanana, la mobilisation se poursuit. Selon *Midi*, la Place de la Légimité du Magro a connu une affluence record. Raveloson Constant a affirmé à ses

partisans qu'ils sont en train de gagner le combat pacifique mené sur les méthodes pratiquées par la HAT. En tant que syndicaliste, Raveloson a tenté de mobiliser les employés des zones franches, directement menacés dans leur emploi, ainsi que les employés du Millenium Challenge et les bénéficiaires des programmes suspendus. Une consigne de grève générale a été lancée dans le but de bloquer la machine administrative. «*Nous ne pouvons rester les bras croisés et nous voir infliger les sanctions de la communauté internationale à cause de l'entêtement des uns et des autres*», a-t-il lancé, ajoutant : «*que vont faire les dizaines de milliers d'employés du privé et des entreprises de zone franche une fois qu'ils seront au chômage ?*»

Le gouvernement américain exprime sa disponibilité. «*Les Etats-Unis réitèrent leur appel en faveur d'une résolution pacifique et consensuelle de l'actuelle crise politique. Le moment est désormais venu pour les partis politiques de prouver leur qualité d'Homme d'Etat, dans l'intérêt suprême du peuple Malagasy. Nous encourageons toutes les parties concernées à respecter et à réaffirmer leurs engagements envers le processus et les Accords de Maputo, notamment à travers la mise en place rapide d'un gouvernement consensuel de Transition ainsi que des institutions qui vont l'accompagner. Toute action unilatérale d'une quelconque partie menacerait la résolution de cette crise politique, dans laquelle les Etats-Unis maintiennent, comme toujours, leur impartialité*».

Le secrétaire général de l'ONU rappelle l'esprit du consensus : Il «*exhorte le Président de la HAT et les autres parties intéressées à adhérer à l'esprit des Accords de Maputo. Il invite les autorités à parvenir à un consensus sur la composition du Gouvernement d'Union Nationale prévu dans l'Accord Politique de Maputo. Il réitère qu'il n'y a pas d'alternative à un accord politique et à une transition consensuelle. Le Secrétaire général appelle toutes les parties et tous les secteurs de la société malgache à maintenir le calme afin de faciliter une résolution pacifique de la crise. L'Organisation des Nations unies demeure engagée par le biais de l'Equipe conjointe de médiation pour Madagascar. Elle se déclare prête à soutenir la mise en œuvre des Accords de Maputo et à accompagner le peuple malgache dans ses efforts pour un retour à la normale*»

Les Accords de Maputo en version malgache : à la demande de la société civile, notamment du CCOC, le GIC a fait traduire, imprimer et mettre en ligne les communiqués et Accords du Sommet. Ablassé Ouédraogo, émissaire spécial de l'UA, les a remis aux membres de la société civile. «*Il s'agit maintenant et rapidement de développer tous les efforts pour les diffuser dans le pays tout entier, à travers les associations régionales et les citoyens*», déclare un membre du CCOC.

Abus de pouvoir : témoignages accablants contre des agents de la FIS. Le *Courrier* fait mention d'exactions et d'extorsions de fonds qui auraient été commises par des hommes de la FIS. Le colonel Rakotonandrasana Frédéric de l'EMMO- REG a publié un rappel à l'ordre pour prévenir et lutter les éventuels abus de ses hommes. Le commandant Lylison René a déclaré que la FIS n'a effectué aucune mission depuis un certain temps mais qu'il reste en état d'alerte. Il a affirmé que des manipulations sont mises en œuvre pour discréditer son corps.

5 & 6 septembre : les chefs de mouvances rejettent l'appel de la HAT à participer à un gouvernement de consensus et envisagent de faire front commun. Roland Ratsiraka remet en cause l'amnistie de Marc Ravalomanana décidée à Maputo I. La société civile se mobilise, le GIC condamne la démarche unilatérale de la HAT.

Les adversaires d'Andry Rajoelina rejettent son gouvernement « d'ouverture ». Il aurait préféré satisfaire ceux qui le soutiennent plutôt que de céder aux exigences de ses adversaires. En maintenant le ticket refondateur qu'il forme avec son Premier ministre,

plutôt que de s'engager dans une cohabitation hasardeuse, il savait qu'il s'attirerait les foudres des autres mouvances. Malgré cela, Monja Roindifo compte bien constituer sans délais son gouvernement d'ouverture. « *Je crois qu'il est du devoir de chacun d'intégrer ce gouvernement qui devrait être de consensus et inclusif dans sa composition. Et nous pensons que cela ne devrait pas poser de problèmes* » a-t-il déclaré. Mais si le Premier ministre parvient à débaucher des membres de l'opposition, ce sera sans l'aval de leurs états-majors.

Deuxième gouvernement Roindifo : 1.200 postulants auraient déposé leur CV. L'appel d'Andry Rajoelina semble avoir eu un écho parmi les opposants, malgré la vive contestation des chefs de files des 3 autres mouvances et du corps diplomatique, aussitôt après le discours du président de la HAT annonçant un remaniement ministériel « *unilatéral* » dans les 72 heures. « *La plupart des prétendants sont des jeunes et de nouvelles têtes sur la scène politique* », affirme une source proche de la Primature. Des opérations de débauchage dans les rangs des formations politiques d'opposition se multiplient et la société civile, très courtisée, n'est pas épargnée. Les prétendants, probablement à la recherche d'une bonne place, risquent cependant d'intégrer une équipe qui offrira peu de garantie de stabilité. Un comité ad hoc a été mis en place spécialement pour examiner les CV. Une lettre d'invitation aurait été adressée aux chefs de file des trois autres mouvances « *en leur demandant de proposer des noms pour former un Gouvernement de consensus* ». L'équilibre régional devrait être respecté, ainsi qu'une représentation féminine à hauteur de 30% des sièges.

Roland Ratsiraka, vice-Président de la HAT : « *Considérer le critère ethnique* ». Sur la répartition des sièges au sein des différentes institutions de la nouvelle Transition, il estime qu'il « *faudrait considérer le critère ethnique* ». Et d'ajouter que les membres issus du TIM devraient être prioritaires par rapport aux deux autres mouvances. Car selon le neveu de l'amiral, ce parti et TGV ont été les principaux protagonistes des récents événements.

Pouvoir transitoire : Roland Ratsiraka défie Ravalomanana. Il estime que le § 2 de l'Accord de Maputo représente un facteur de blocage. Ce paragraphe stipule l'amnistie pour Marc Ravalomanana. « *Nous estimons que le GIC aurait dû recommander un leader politique autre que Marc Ravalomanana à la tête de la mouvance légaliste, durant ces négociations de Maputo* », a-t-il déclaré, ajoutant qu'« *accorder à Ravalomanana ce traitement de faveur, mentionné dans le § 2, laisse à penser qu'en dépit de leurs actes répréhensibles, les chefs d'Etat peuvent dormir sur leurs deux oreilles puisqu'ils peuvent toujours espérer bénéficier d'un privilège, comme celui de notre ancien chef d'Etat* ». Ce texte porterait en outre atteinte à l'autonomie de la justice. L'argument de Roland Ratsiraka contrebalance ainsi la position de Marc Ravalomanana qui a fermement déclaré qu'il n'accepterait jamais l'accession au pouvoir d'Andry Rajoelina, qu'il qualifie de putschiste. Certains politiciens de la mouvance Rajoelina estiment que celui-ci a fait des concessions sans contrepartie à Maputo, en acceptant à tort l'amnistie de Marc Ravalomanana et de Didier Ratsiraka, sans exiger en retour la reconnaissance de son pouvoir.

Le chef de la mouvance Ravalomanana affirme que le processus inclusif de la Charte de Maputo s'exercera entre les 3 mouvances opposées à la HAT : « *la HAT, entité issue d'un coup d'Etat et non reconnue par la communauté internationale, non réhabilitée par les Accords et la Charte de Maputo, aurait dû se dissoudre sans condition dès la signature des dits documents conventionnels, et il en est de même de son gouvernement illégal. [...] La formation annoncée d'un prétendu gouvernement d'union nationale, qui prend sa source dans ce processus illégal et illégitime, doit être condamnée sans appel comme constituant une autre forme réitérée de prise illégale de pouvoir, qui plus est, dans le cadre conventionnel actuel. [...] Il en résulte nécessairement que le processus inclusif s'exercera exclusivement avec les trois autres mouvances auxquelles s'ajoutent les*

autres mouvances politiques ayant adhéré à la Charte de Maputo. La concertation entre celles-ci se poursuivant dans le meilleur esprit en vue non seulement de parvenir à l'élaboration de projets dans le cadre de la Transition conventionnelle, mais aussi dans le but d'assurer à la réconciliation nationale des garanties de pérennisation. [...] La mouvance Ravalomanana, consciente de ces nécessités, s'est rangé auprès des autres mouvances, en particulier avec les mouvances Ratsiraka et Zafy en faveur de toutes discussions, négociations et concertations permettant de dégager des propositions répondant d'une manière adéquate aux dispositions de la Charte de Maputo. Cette proposition commune consiste d'ailleurs à désigner les hauts responsables constituant l'Exécutif de la Transition conventionnelle sur la base d'une liste de hautes personnalités militaires, susceptibles de mener à terme cette période de transition telle qu'elle est définie dans la Charte de la Transition. Et ce ne sera ni un Directoire Militaire, ni quelque autre transfert de pouvoir aux militaires ».

Société civile : la société civile (PFNOSCM, CCOC, SEFAFI,...) réclame la reprise des négociations dans les plus brefs délais et le respect des Accords de Maputo. 16 associations [Groupe d'Ankerana] se sont rencontrées pour exiger la participation de la société civile et de la société économique aux négociations devant déboucher sur la désignation des 3 titulaires des postes vacants de l'Exécutif. Elles estiment « *injuste et inique que la population ait à supporter les conséquences négatives du non respect des Accords de Maputo* ». La société civile demande enfin un accès équitable aux médias publics dans un esprit responsable et impartial... en vertu des droits fondamentaux de toute société démocratique.

La société civile a défini le « profil » des chefs de l'exécutif. Un peu tardive pour les uns mais opportune pour les autres, des organisations de la société civile rassemblées dans le CCOC et des syndicats ont pris l'initiative de rendre publique une grille de critères qui soit la base de sélection des personnalités qui devraient être à la tête de l'Exécutif.

Le GIC est préoccupé et rappelle la nécessité de trouver une solution consensuelle :
« *Devant l'évolution préoccupante de la situation politique au cours des deux derniers jours, dans un contexte socio-économique en détérioration, le Groupe rappelle la nécessité pour les parties malgaches de trouver une solution pacifique, consensuelle, inclusive et neutre à la crise qui persiste depuis la fin de l'année 2008 ; il considère que la Charte de la Transition et les Accords subséquents signés le 9 août à Maputo demeurent le cadre de consensus pour une sortie de crise pacifique ; il appelle les parties malgaches à poursuivre le dialogue inclusif en vue d'une répartition consensuelle des postes de responsabilité au sein des institutions de la Transition, telle que définie dans la Charte de la Transition ; il réitère que toute solution unilatérale ne saurait contribuer à la résolution pacifique et consensuelle de la crise ; il réaffirme son engagement à accompagner les parties malgaches dans la mise en œuvre de la Charte de la Transition et des Accords subséquents, en vue d'un retour à un nouvel ordre constitutionnel, dans un délai n'excédant pas 15 mois à travers l'organisation d'élections justes, libres, transparentes et crédibles ».*

GIC : Ablassé Ouedraogo en rapport à Addis-Abeba. Aussitôt après l'annonce par Andry Rajoelina de confier à Monja Roindéfo la mise sur pied d'un gouvernement de Transition, l'émissaire de l'UA est parti pour Addis-Abeba, porteur des messages des mouvances politiques impliquées dans le processus de Maputo et qui condamnent cette décision unilatérale. Ablassé Ouedraogo a reconnu que l'on était loin de « *l'esprit de Maputo* ». Pour le pouvoir en place, cette décision serait la conséquence de la volonté exprimée par les 3 mouvances d'appeler les militaires à prendre leurs responsabilités.

7 septembre : attente de la composition du nouveau gouvernement Roindéfo, dont la démarche est unanimement condamnée par la communauté internationale. La SADC prend connaissance du bilan de la médiation de Maputo. Deux mouvances rejoignent les « *légalistes* » du Magro.

La HAT n'a pas pu respecter le délai de 72 heures imparti pour l'annonce de la formation du Gouvernement Roindefo II. Le Premier ministre a indiqué : « *Ce sera un Gouvernement ouvert à toutes les forces vives de la Nation* ». Et d'ajouter que « *d'anciens ministres et des proches collaborateurs des anciens présidents Zafy Albert, Ratsiraka et Ravalomanana y figurent. Mis à part les leaders de partis politiques, il y a également des membres des différentes associations et organisations de la société civile* ». La trentaine d'associations et partis regroupés au sein des « *Forces du changement* » ont salué la décision du président de la HAT de maintenir Monja Roindefo à son poste. La reconnaissance du pouvoir transitoire par la communauté internationale pourrait dépendre de l'ouverture de cette équipe gouvernementale. « *Une reconnaissance que nous aurons tôt ou tard* », a promis Monja Roindefo.

Andry Rajoelina : Madagascar appartient à « la grande famille internationale ». TV5 Monde, reprenant un communiqué de [newspress.fr](http://www.newspress.fr), estime que la tentative d'intimidation des trois autres mouvances voulant « *reprendre le pouvoir par la force* » en mettant en place un Directoire militaire, « *n'a pas ébranlé les positions d'Andry Rajoelina* ». L'agence insiste sur le fait qu'Andry Rajoelina a tenu parole en répondant à la communauté internationale avant le 4 septembre. Le président de la HAT a notamment déclaré dans un communiqué : « *La République de Madagascar n'entend pas renier son appartenance à la grande famille internationale [...]. Aussi, nous entendons désormais assurer et assumer l'effectivité des dispositions de l'Accord de Maputo I, pour concrétiser les différentes étapes de la Transition. [...] Fidèle aux dispositions prises le 9 août et respectueux des délais fixés par la communauté internationale, le président de la HAT entend aussi faire en sorte que Madagascar puisse décider de son avenir* ».

[News Press [www.newspress.fr], agence de presse française qui fournit ses dépêches en particulier à TV5, continue de diffuser à propos de Madagascar des informations partisans qui ont déjà provoqué des protestations dans la blogosphère (notamment une tribune libre dans Tribune du 13/07/09. On peut y lire le commentaire suivant : « *Que ce rédacteur se dise journaliste est une autre chose, si on considère que le message qu'il diffuse touchera le plus grand nombre : sa responsabilité, de fait, exigerait qu'il n'émette que des messages ou des analyses étayées par des faits. On a sinon affaire à de la désinformation et de la propagande pure* ». Quand on attribue à ce pseudo-journaliste le rôle de correspondant local d'une agence de presse française, laquelle agence de presse alimente LE média de référence de la francophonie, à savoir TV5, on atteint un degré insoupçonné dans l'in vraisemblable »].

Le délai de 30 jours accordé à Joaquim Chissano, pour régler la crise malgache, est dépassé. Il remet ce jour son rapport aux 14 chefs d'Etat et de gouvernement de la SADC réunis pour le 29^{ème} Sommet des chefs d'Etat de cette organisation, à Kinshasa. Le rapport devrait constater l'échec de Maputo II. Des sanctions de la communauté internationale menacent. C'est le 16 septembre, qu'expire l'ultimatum de la communauté internationale.

Grève générale avortée mais deux mouvances rejoignent le mouvement des « légalistes » : l'appel à la grève générale lancée par les partisans de Marc Ravalomanana sur la Place de la Légalité n'a pas été suivi. Face à la décision prise par la mouvance Rajoelina de former un nouveau gouvernement, les mouvances Ratsiraka et Zafy ont décidé de se joindre au mouvement du Magro.

Vyvato Rakotovoao : « Françafrique : sauvegarder l'essentiel et sacrifier les apparences ». Le fils du secrétaire général du MDRM, Martin Rakotovoao, a fait part à *Midi* de son analyse de la crise. Il rappelle que « *depuis l'indépendance, une règle non écrite et toujours respectée voulait que la Présidence soit dévolue à un originaire de la Côte, le poste de PM à un originaire des Hautes*

Terres. Selon l'analyste, la gouvernance de Marc Ravalomanana, avec la nomination du général Rabemananjara à la Primature, doublée du non agrément de l'ambassadeur de France Le Lidec, a porté atteinte à cette « autorité de la chose jugée ». Pis, poursuit-il, de grands groupes Français avaient été écartés de Madagascar au profit d'opérateurs asiatiques après appel d'offres internationales. Cela faisait désordre. Il fallait, affirme l'analyste, sanctionner cette velléité de sortir de la Françafrique et, partant, trouver l'homme de paille qui allait servir d'instrument de la vengeance : Andry Rajoelina. Et Vyvato Rakotovoao de conclure : on peut soutenir que quelle que soit l'issue de l'affrontement, la France, sur le long terme, a perdu la partie et si la France avait pu en 1972, à la chute de Tsiranana, sacrifier l'apparence pour garder l'essentiel, elle a aujourd'hui perdu, à Madagascar, l'apparent et l'essentiel ».

Robert Bourgi, le «M. Afrique» de l'Elysée : Libération, dans une analyse sur le conseiller spécial de Nicolas Sarkozy écrit : « Une chose est sûre: son intervention, de moins en moins discrète, dans les relations entre certains pays instables du continent (Mauritanie, Madagascar, Gabon) et Paris brouille singulièrement la ligne diplomatique française : alors que les conseillers chargés officiellement de la politique africaine de la France à l'Elysée militent pour une rénovation de l'approche de Paris sur le continent, Bourgi fait de la politique à l'ancienne, fondée sur des liens personnels, comme le lui avait appris Jacques Foccart, l'ancienne éminence grise de De Gaulle. Mais faut-il incriminer le seul Robert Bourgi dans cette affaire ? Sans l'aval du secrétaire général de l'Elysée [Claude Guéant] et donc du chef de l'Etat, il n'existerait pas ».

Remettre le pouvoir à la société civile ? Le quotidien Les Nouvelles s'interroge : « D'un côté, les politiciens n'arrivent pas à s'entendre, quoi que les Accords de Maputo aient été très précis en ce qui concerne la gestion de la Transition : consensus, inclusion et neutralité. La décision prise unilatéralement par Andry Rajoelina est loin de satisfaire ces conditions. De l'autre, les Forces armées refusent catégoriquement la mise en place d'un Directoire militaire et restent sans action quant à une éventuelle désignation de militaires pour les trois postes essentiels de l'exécutif (Président, Vice-président et Premier ministre de la Transition).

Autrement dit, on se retrouve au point mort nonobstant la formation à la va-vite d'un gouvernement dont on ne peut attendre grand-chose. Or la situation socio-économique qui se détériore de jour en jour ne permet pas d'attendre. Alors, si pour une fois on donnait le pouvoir à la société civile et au secteur privé pour ces 14 mois de transition ? La société civile et le secteur privé ont déjà exprimé leur ras-le-bol à l'égard des politiciens qui prennent en otage la population et l'économie. Au moins, on est sûr qu'avec ces entités, on sait déjà où l'on se dirige. En effet, leurs objectifs sont déjà bien définis et connus. Pour les opérateurs économiques, l'objectif n'est ni plus ni moins que de relancer et redresser l'économie. Pour la société civile, le but est de mettre en place un environnement social serein qui permettra à chaque citoyen de vivre en toute sécurité. Il faut rappeler que la société civile a d'ailleurs déjà lancé un appel à l'endroit de toutes les organisations qui la composent afin qu'elles évitent l'implication des politiciens au sein de leurs rangs.

Le pouvoir serait remis aux politiciens au bout de ces 14 mois de Transition après des élections que ces deux entités organiseraient avec l'aide de la communauté internationale. Au moins, au cours de ce délai, on aura mis en place les bases d'une société nouvelle qui assurera une stabilité à celui qui aura la destinée de conduire le pays sur de bonnes nouvelles structures. Ce délai permettra également aux militaires de renforcer leur unité fortement éprouvée par non seulement ces derniers mois de crise, mais aussi par leur politisation par tous les gouvernements qui se sont succédé ».

8 septembre : formation du nouveau gouvernement Roindefo, dont la représentativité a été aussitôt rejetée par la SADC. Les trois mouvances opposées à la HAT envisagent de mettre en place les institutions de Maputo.



Andry Rajoelina a formé son nouveau gouvernement « républicain ». Ce gouvernement, dont la constitution a

été laborieuse, Monja Roindefo et Andry Rajoelina voulant chacun en garder le contrôle, compte 31 ministres. 13 nouveaux ministres font leur entrée. Les titulaires de 18 ministères restent inchangés, dont ceux des Forces armées, des Affaires étrangères, de la Justice et de la Sécurité intérieure. Seuls 3 départs sont enregistrés. Les anciens Premier ministre, Président de l'Assemblée nationale et Président du Sénat de Marc Ravalomanana rejoignent la Transition. Monja Roindefo a désigné comme vice-Président Guy Rajemison Rakotomaharo ancien Président du Sénat et un Président du Congrès de la Transition en la personne de Jacques Sylla ancien Premier ministre. Tous deux sont des figures de la vie politique malgache et constituent des « prises » exceptionnelles sur le camp Ravalomanana. En effet, Guy Rajemison Rakotomaharo a été le deuxième personnage de l'Etat pendant les mandats de Marc Ravalomanana. Homme d'ouverture et modéré, il a été un interlocuteur majeur du dialogue avec l'opposition durant l'ère Ravalomanana. Jacques Sylla a d'abord été le ministre des Affaires étrangères d'Albert Zafy, puis il est devenu un proche de Marc Ravalomanana, avant d'accéder à la fonction de Premier ministre et de Président de l'Assemblée nationale. C'est un poids lourd du camp Ravalomanana qui rejoint la Transition.

Pour Tribune, « le départ du ministre de l'Intérieur Masimana Manantsoa a surpris car il était apparu comme celui qui pouvait le mieux organiser des élections neutres. Surprise également devant le remplacement de Benja Razafimahaleo. Lui qui s'est démené pour maintenir les relations techniques et financières avec le FMI et la Banque mondiale et avec la BAD. Le représentant résident du FMI ne l'a-t-il pas reconnu comme respectueux de la bonne gestion du peu de finances dont dispose le pays ? Quant à Mario Rakotoavao, sans doute que le pillage de bois précieux qui défraie la chronique lui a coûté son fauteuil. Mais la surprise devant tout cela c'est le maintien du ministre du Commerce qui a eu des échanges en public avec deux époux de membres de la Haute Autorité de transition (Pety et Voninahitsy) dans l'affaire de riz de Tiko entreposés à Toamasina ».

Pour Sobika, « les 1.000 CV n'auront pas servi à grand-chose puisque les nouveaux ministres n'ont certainement pas eu besoin de passer par la case CV pour être recrutés ! Pour faire du buzz et valoriser l'image de la HAT c'était parfait, mais les candidats étaient un peu naïfs de croire qu'un ministre serait recruté sur CV ! ». L'éditorialiste remarque que pour la première fois depuis l'indépendance, un gouvernement possède un ministre de l'Environnement.

Pour Les Nouvelles, le plus dur reste à faire. « Les sanctions politiques et économiques vont tomber car la formation d'un gouvernement qui comprend des "transfuges" des autres mouvances ne changera en rien la décision des bailleurs de fonds. La principale tâche qui attend ce gouvernement est de trouver suffisamment de capitaux qui pallieront le manque à gagner issu de l'absence des aides extérieures. On peut espérer que la solution est toute trouvée dans la mesure où ces sanctions étaient déjà prévues. Autrement, on peut qualifier cette prise de décision de former un gouvernement unilatéralement comme relevant d'un aventurisme irréfléchi étant donné que le pays a déjà vécu une situation similaire par le passé et l'on se souvient encore où cela a abouti ».

Pour le journaliste Alain Rajaonarivony [cf son blog], la HAT s'est contentée de puiser dans les ralliés de la dernière heure, ceux qui ont abandonné ou trahi Marc Ravalomanana au soir de sa déchéance (à l'exception de Cécile Manorohanta). Il n'y a aucune ouverture susceptible d'entraîner l'indulgence de la communauté internationale. L'esprit de Maputo est bien mal en point. « Insécurité, chômage, injustice et une catastrophe économique sans précédent comme seul horizon, le peuple est effaré du comportement de ses politiciens. L'immoralité, la trahison et la corruption s'affichent sans complexe. Les manifestations légalistes prennent de l'ampleur. Bon appétit, messieurs ! »

Pour *The Times of Madagascar*, « ont obtenu les prix de la Trahison Jacques Sylla (Président du Congrès de la Transition), Guy Rajemison (vice-Président de la Transition), Manorohanta Cécile, [ministre de la Défense démissionnaire sous Ravalomanana suite à la fusillade du 7 février, décorée de la Légion d'honneur par l'ambassadeur de France] (vice-Premier ministre de l'Intérieur), Alain Andriamiseza (ministre de la Pêche et Ressources halieutiques). Autre poignard dans le dos de Ratsiraka, Tgo et Roindefo ont mis la main sur Maharante Jean de Dieu (ministre de l'Élevage) et Mamy Ratovomalala (ministre des Mines et des Hydrocarbures). Tous les deux sont des "exilés" récemment rentrés au pays et respectivement ancien gouverneur de Toliara et ministre de l'Industrie du dernier gouvernement Ratsiraka. Dernier coup de boutoir contre le fondateur de la deuxième République, Roindefo a nommé deux proches de Pierrot Rajaonarivelo, le secrétaire national banni de l'Arema, à la Jeunesse (Virapin Ramamonjisoa), et Alain Tehindrazanarivelo (VPM Santé). Après ce coup droit foudroyant des putschistes, on attend le revers des autres mouvances et de la communauté internationale. Mc Kreesan, le président des DJ malgaches, [ami de jeunesse d'Andry Rajoelina] est nommé premier responsable de la jeunesse et des loisirs. Après le DJ putschiste, voici le DJ ministre qui entérine le fait que le pays est entré dans l'ère des valse. De son vrai nom Serge Ranaivo, Mc Kreesan doit apparemment cette "promotion" pour son travail à la tête du conseil municipal d'Antananarivo qui a fait le sale boulot contre Michèle Ratsivalaka ».

Le sommet de la SADC de Kinshasa a rejeté « fermement » et « condamné énergiquement » la formation nouveau gouvernement, selon le communiqué final de la rencontre.

« Le sommet maintient sa décision de suspendre Madagascar de l'Union, jusqu'au retour de la normalité constitutionnelle dans le pays », a ajouté le secrétaire exécutif.

Didier Ratsiraka en direct à la radio depuis Paris : « Arrêtez cette initiative assassine ! ». Il implore le chef de file de la mouvance Rajoelina et les autorités en place de mettent



immédiatement un terme à leur démarche suicidaire. Cette initiative conduira d'après lui au désordre pour la simple raison que les financements étrangers cesseront immédiatement. Didier Ratsiraka regrette que Madagascar soit mis au ban des institutions internationales pour non respect de la parole donnée à Maputo. Gilbert Raharizatovo, ministre de la Culture et de la Communication, a immédiatement répliqué pour fustiger les propos de l'ancien président de la République et insisté sur le caractère « *has been* » de l'amiral. « *Place aux jeunes* », a-t-il fait comprendre.

« Bon nombre de citoyens épris du libre accès aux médias publics ont salué le geste de la RNM », commente Midi.

Marc Ravalomanana condamne et accuse les « déserteurs » de son camp. Intervenant en direct depuis l'Afrique du Sud, il a déclaré : « *Moi en tant que chef de file de la mouvance, je suis contre ce nouveau gouvernement. Il ne va pas nous mener à l'ordre constitutionnel. Les Accords de Maputo I ont été bafoués* ». L'ancien président n'a pas été également tendre envers ceux qui ont quitté le navire. « *Se disant des proches, ils ne sont que des traîtres. Ils ne pensent qu'à leur intérêt personnel* ».

Mouvance Zafy non représentée dans le gouvernement : un membre de cette mouvance a déploré l'absence d'un représentant de son entité dans le gouvernement Roindefo qui ne reflèterait ni l'inclusivité ni le consensus. Zafy Albert a revendiqué un direct de 15 mn sur les antennes de RNM et TVM mais n'a pas pu obtenir gain de cause.

Le CCOC désapprouve l'initiative d'Andry Rajoelina : selon cette organisation de la société civile, il ne respecte pas la Charte de Maputo, pour non respect du consensus, base de l'esprit

de Maputo. Entre autres, un Premier ministre de consensus signifie que le Premier ministre doit être choisi de manière consensuelle, c'est à dire par les quatre mouvances.

Les trois mouvances opposées à la HAT envisagent de mettre en place les institutions de Maputo. « *Le moment viendra où nous allons présenter officiellement ceux qui vont siéger au sein de ces différentes Institutions* », a déclaré un leader du Magro. S'adressant au GIC, il a annoncé : « *c'est à vous de juger qui a raison, la mouvance Andry Rajoelina ou les trois autres mouvances* ».

Ambassade malgache à Paris : 7 éléments des GTT arrêtés. 15 éléments des « *Gasy Tia Tanindrazana* » (GTT) ont fait une incursion dans l'ambassade. Ils se sont retrouvés face-à-face avec les membres de la « *cellule de gestion de crise* » mise en place par le TGV Europe. Le ministre plénipotentiaire en service à l'ambassade a alors requis la police française qui a procédé à 7 arrestations dans les rangs des GTT pour agression en bande organisée. Les membres de la Convention Fiap-Paris 2009 ont dénoncé la terreur et le désordre perpétrés par les GTT Parisiens.

Lylison René promu lieutenant-colonel de la gendarmerie. Le désormais lieutenant-colonel est co-responsable de la Force d'intervention spéciale (FIS) avec le commandant Charles Andrianasoavina.

L'association Otrikafo disposée à prêter main forte à Andry Rajoelina. L'association se sent pousser des ailes après les dernières déclarations d'Andry Rajoelina en faveur d'une indépendance à l'égard de l'étranger et de la communauté internationale. Le cheval de bataille d'Otrikafo, l'indépendance économique par la création monétaire, aurait fini par être pris en compte et pourrait trouver un écho favorable dans la population dont le réflexe nationaliste se serait intensifié suite de la pression de la communauté internationale et des médiateurs.

Dénouement de la crise : les chefs d'Eglise, grands absents. Leur mutisme s'expliquerait par le fait que l'unité du FFKM a été mise à mal durant la première phase de la crise. Les cultes œcuméniques présidés par les quatre chefs d'Eglise à tous propos sont désormais moins en vogue. La déchirure est telle que l'on s'interroge sur l'avenir même de la FFKM.

De nouvelles motos Honda pour l'escorte présidentielle, révèle *Le Courrier* : la police nationale affirme n'avoir pas encore été dotée de ces moyens de locomotion et leur répartition aux forces de l'ordre n'est pas encore à l'ordre du jour. Pourtant il semble que 100 motos de ce type soient disponibles, selon des sources auprès des motards de la Présidence. Le palais d'Iavoloha a déjà accueilli quelques un de ces engins lors de la consultation des partis politiques, le 3 septembre La porte-parole de la Présidence affirme ne pas avoir d'information à ce sujet. Une réponse déjà utilisée par cette même personne sur la demande d'explication à propos de la nouvelle voiture Mercedes du président de la HAT.

9 septembre : Albert Zafy, nouveau leader de l'opposition ? Les 3 mouvances envisagent de désigner les membres de leurs propres institutions de la Transition

Mouvance Zafy : «*Dernier avertissement à la mouvance Rajoelina*». «*Andry Rajoelina et sa mouvance ont trahi la signature qu'ils ont faite dans la capitale mozambicaine. Pis, c'est une offense infligée aux mouvances Zafy, Ratsiraka et Ravalomanana, ainsi qu'aux membres du GIC. La mouvance Rajoelina a aussi méprisé les efforts de rapprochement initiés par le professeur Zafy afin de trouver une solution consensuelle avant le 4 septembre*», a déclaré son porte-parole. «*Au vu de la décision qu'elle a prise de former unilatéralement un gouvernement, il semble que la mouvance*

Rajoelina veuille la guerre», a-t-il asséné, tout en précisant que «dans cette configuration, la mouvance Zafy se tient prête à parer à toute éventualité». Le porte-parole de tempérer néanmoins qu'«en tant que Raiamandreny et au nom du Fihavanana, le professeur Zafy est disposé à donner une ultime chance au dialogue pour une véritable sortie de crise consensuelle et inclusive». Dans cette optique, il enverra une lettre à Andry Rajoelina dans laquelle il l'invitera, sous réserve de certaines conditions et dans un délai bien précis, à retourner à la table des négociations. En cas de refus de l'invitation, il a précisé : « nous nous concerterons, comme nous l'avons déjà fait ces dernières semaines d'ailleurs, avec les mouvances Ratsiraka et Ravalomanana pour décider de la démarche à adopter. Cependant, nous opterons pour la non-violence. Il s'agira d'actions pacifiques mais actives et dynamiques».

« Zafy, nouveau leader de l'opposition ? », s'interroge Sobika. « Une coalition d'opposition Zafy- Ratsiraka- Ravalomanana au régime de Transition, voilà qui était inattendu il y a encore quelques semaines ! Pour comprendre, il faut revenir à Maputo. Là bas, les mouvances Zafy et Ratsiraka n'étaient pas contre une présidence sous Andry Rajoelina contrairement à la mouvance Ravalomanana qui en avait la condition sine qua non. Mais là où les trois mouvances se rejoignaient c'est sur l'impossibilité pour elles de voir à la tête de la Transition deux personnes issues de la même mouvance, dans le cas présent Andry Rajoelina et Monja Roindefo. Voilà pourquoi aujourd'hui, les mouvances contestent le nouveau gouvernement et dans le leadership de la contestation, Albert Zafy en est devenu le leader, lui qui était pourtant le plus modéré à Maputo ! Marc Ravalomanana reste étrangement peu présent sur le terrain de la contestation. Bien qu'il ait été le plus farouche opposant à Andry Rajoelina lors de Maputo, sa voix s'est faite plus discrète depuis la fin du Sommet. Albert Zafy semble avoir repris le flambeau mais dans un style qui lui ressemble plus, entre modération et menace d'actions. Parce que Zafy Albert a toujours montré des qualités de démocrate intègre, parce qu'il avait déjà demandé depuis 2002 un comité national de réconciliation, ignoré par Ravalomanana, parce qu'il ne conteste pas pour lui-même mais pour le pays, il mérite qu'on lui accorde du crédit. La mouvance Rajoelina devrait reprendre contact et faire un pas vers Zafy Albert en tant que leader de fait de l'opposition ».

Les 3 mouvances envisagent de désigner les membres de leurs propres institutions de la Transition : les leader du Magro ont déclaré : « la liste des membres de la Transition de la mouvance Marc Ravalomanana est fin prête. Elle attend celle de deux autres mouvances. Lorsque la clé de répartition des sièges des trois mouvances sera connue, l'on procédera à une déclaration officielle des membres qui en font partie ». Le porte-parole des «légalistes» a lancé un appel à l'endroit des Forces armées. « Vous devrez observer la neutralité lorsque nous allons publier « officiellement » les noms des membres de la Transition ». Les fonctionnaires « légalistes » se sont prononcés en faveur d'un gouvernement d'union nationale issu des 3 mouvances.

Le Ministère français des Affaires étrangères reste attaché à l'application des Accords de Maputo : à l'occasion d'un point de presse, son porte-parole a affirmé que « l'action de la France s'inscrit dans le cadre des Accords de Maputo, seuls légitimes. Nous sommes attachés à la mise en oeuvre des Accords conclus. Le nouveau gouvernement traduit un effort d'ouverture. Il est regrettable que sa nomination résulte d'une décision unilatérale et sorte du cadre consensuel de ces Accords. La France, comme ses partenaires de la communauté internationale, continue de demander aux différentes parties malgaches de s'engager dans un schéma de sortie de crise consensuel et durable ». Tribune observe que la France est plus tiède que la communauté internationale dans ses réactions : plutôt que de condamner, elle « regrette ».

« Vers un gouvernement d'ouverture à Madagascar : Cécile Manorohanta nommée vice-Premier ministre », telle est l'appréciation de l'Agence News Press qui ne cache pas sa préférence pour le nouveau régime. « Universitaire de formation, Cécile Manorohanta a été doyenne de la Faculté des Lettres et des Sciences à Madagascar, avant d'oeuvrer pour la francophonie.

Elle est nommée présidente de l'Université de Diego, et entre au gouvernement en tant que vice-ministre de l'Education nationale chargée de la recherche scientifique en 2007. En octobre de cette même année, elle devient ministre de la Défense nationale et travaille à la restructuration de l'armée malgache, jusqu'à ce qu'elle choisisse de quitter ses fonctions en février 2009. Le choix de placer cette ex-pro-Ravalomanana au poste de vice Premier ministre illustre l'esprit d'ouverture qui anime Andry Rajoelina dans la composition de son gouvernement ». Cécile Manorohanta avait été faite commandeur de la Légion d'Honneur par l'ambassadeur de France en juillet dernier. Celui-ci avait largement souligné le courage politique et l'intégrité de Cécile Manorohanta lors des événements du 7 février. D'après LOI, certains voient déjà dans cette adepte de la francophonie une candidate potentielle à la présidence malgache qui pourrait avoir les faveurs de la France.

« **Vers la maîtrise des élections et l'autocratie ?** », titre Le Courrier. « On ne peut que s'associer aux partisans des « Forces de changements » qui sont très préoccupés par le remplacement du ministre de l'Intérieur et de la Réforme administrative. Et ce, à deux titres. Cet administrateur civil qui a dirigé le ministère de l'Intérieur est rompu aux affaires intérieures. Il a déclaré vouloir dépolitiser l'Administration. " Que les fonctionnaires administrent les circonscriptions et ne mélangent pas leur profession avec la politique " ; c'est le message premier qu'il a toujours véhiculé. Par ailleurs, Masimana Manantsoa a été le premier à exiger aussitôt son arrivée à la tête de ce ministère, vouloir servir le pays et non les politiques et instaurer une administration neutre qui œuvre pour des élections transparentes et justes. Sans prétendre connaître le nouveau promu au poste de vice Premier ministre de l'Intérieur, on sait toutefois que Manorohanta Cécile fait partie des gens du Président de la HAT. Serait-elle l'agent électoral de Andry Rajoelina ? Ou saura-t-elle remettre son tablier quand sa conscience le lui fera signe ? [...] Où veut-on en venir ? Surtout quand on sait aussi que le successeur du ministre des Finances Benja Razafimahaleo fait partie des gens du Président ? Vers la mainmise sur les Finances pour maîtriser les prochaines élections ? Le nouveau ministre, en " homme carré " comme on le dit, saura-t-il lui aussi démissionner du moment que l'orthodoxie financière serait en danger ? »

Les « Alouette II » belges retirées du service. Elles ont été vendues à la société bruxelloise Mad Africa Distribution, pour un montant de 900.000 euros. Le responsable de cette société a admis qu'il comptait revendre les hélicoptères, « éventuellement à Madagascar », même si « rien n'est encore fait », a-t-il précisé. Des rumeurs insistantes avaient circulé sur la vente de ces Alouette à Madagascar. M. De Crem (CD&V) avait toutefois précisé début juillet que ces 23 hélicoptères sont « entièrement démilitarisés » et « l'équipement militaire enlevé ne fait pas et ne fera pas l'objet d'une vente ». Etant démilitarisées, les Alouette ne tombent pas sous le coup de l'arrêté royal du 8 mars 1993 réglementant l'importation, l'exportation ou le transit d'armes, de munitions et de matériels spécialement utiles à un usage militaire ou de maintien de l'ordre et de la technologie y afférente, avait-il précisé.

La Gazette titre : « Achat de 23 hélicoptères : même scandale que les Force One ? Autant l'achat de Force One II a précipité la chute du régime Ravalomanana, autant celui des hélicoptères risque de porter tort à Andry Rajoelina ».

Le Commandant Charles Randrianasoavina promu à son tour lieutenant-colonel. D'après le Chef d'Etat Major de l'armée Malagasy, cette promotion du leader de la FIS rentre dans le cadre du tableau d'avancement de l'année 2009. Il convient de noter que le co-responsable de la FIS, Lylison René, a également été promu lieutenant-colonel quelques jours auparavant. Les deux leaders de la FIS sont donc récompensés des efforts qu'ils ont entrepris, notamment en mettant en place ce régime transitoire.

Nouveau gouvernement Monja Roindefo : « Non inclusif et non consensuel » selon le président du KMF-CNOE, Ernest Razafindraibe. Pour cette organisation, ce gouvernement n'est pas représentatif des quatre mouvances qui ont signé les accords de Maputo. Les nouvelles personnalités qui forment ce gouvernement ne sont pas reconnues comme étant issues des trois autres mouvances. Si elles avaient été présentées par ces mouvances, elles sauraient se faire écouter par les partisans de leur mouvance d'origine ; ce qui n'est pas le cas car les dénonciations de « *traîtrise* » fusent de toutes parts, indique-t-il. Le gouvernement de Monja Roindefo n'est donc ni inclusif ni consensuel. De plus, ajoute le président du KMF-CNOE, la Charte et les Accords de Maputo ne sont cités nulle part dans les préambules du décret de nomination. Or ce devait être le point de départ de toute initiative conforme à l'esprit de consensus pour la Transition. Aussi le KMF-CNOE appelle toutes les mouvances à revenir à la table des négociations en y intégrant la société civile et, si besoin est, d'y inviter les médiateurs internationaux.

Pour le constitutionnaliste Jean Eric Rakotoarisoa, « Le flou est total et ce nouveau gouvernement n'est guère issu de l'esprit de Maputo ». « L'exposé des motifs du décret, portant nomination des membres du Gouvernement, présente des carences flagrantes ». Carences sur le fait que la Charte de Maputo n'a pas été mentionnée dans l'exposé des motifs, « *alors qu'il a été annoncé que la structure de ce gouvernement répond aux exigences de cette Charte* ». « De même, il n'y est point fait mention de la dissolution de l'ancien gouvernement tout comme l'ordre protocolaire y a tout simplement été bafoué », a-t-il continué, estimant que « *de ce fait, la reconnaissance internationale de la Transition sera encore difficile* ». Quant à la date du 9 septembre fixée comme butoir par le GIC pour la mise en place effective de toutes les institutions de la Transition, Jean Eric Rakotoarisoa a indiqué que, « *en réalité, cette date n'est point déterminante ni tranchante sur une éventuelle sanction que la communauté internationale pourrait être amenée à prendre. Ceci, dans la mesure où cette date aurait été prise pour que les choses ne traînent pas trop* ».

Réactions de Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de France : « *Je pense que ce n'est pas à la France de se prononcer sur la composition de tel ou tel gouvernement. Pour nous, ce qui est intéressant c'est qu'il y a des signaux d'ouverture de ce nouveau gouvernement mais en même temps il est clair qu'il ne répond pas non plus aux attentes de la France, aux attentes de la communauté internationale parce qu'il n'est pas inclusif, parce que ce n'est pas un gouvernement consensuel entre toutes les mouvances, notamment celles qui ont été présentes à Maputo. [...] Nous sommes présents, nous voulons continuer à aider la population malgache, nous continuerons à être présents, surtout dans le domaine social mais il est très crucial que ce gouvernement qui a donné un signe d'ouverture aille plus loin. Nous appelons toutes les mouvances à reprendre les discussions, à reprendre le dialogue, à poursuivre les négociations jusqu'à la possibilité d'arriver à la formation d'un gouvernement ouvert, un gouvernement consensuel et inclusif qui va permettre d'organiser des élections, de relancer toutes les aides internationales à Madagascar. [...] il faut aller vers un grand pas d'ouverture. Il ne faut pas se décourager, il faut continuer à dialoguer. Il ne faut pas s'envoyer des menaces, il faut que les Malgaches trouvent ensemble une vraie solution* ».

L'archevêque anglican de Maurice appelle les dirigeants à donner la priorité au peuple. « *Je sais que c'est difficile parce que la situation est délicate, mais en tant qu'Eglise, nous appelons les dirigeants à voir cette situation au niveau de Dieu* », a déclaré l'archevêque Ian Ernest après une réunion avec des responsables anglicans régionaux.

10 septembre : l'UA condamne le nouveau gouvernement et envisage des sanctions. Albert Zafy lance un nouvel appel à des négociations. L'armée met en garde les anti-HAT.

L'UA condamne le nouveau gouvernement. Le Conseil de la paix et de la sécurité de l'UA a estimé que la formation de ce gouvernement violait les accords de partage du pouvoir conclus à Maputo. Il qualifie cette désignation de «*décision unilatérale* » et appelle Andry Rajoelina à reprendre le dialogue avec les autres mouvances. Le Conseil se déclare profondément préoccupé «*face à la soudaine montée de la tension à Madagascar* ». Ablassé Ouédraogo, envoyé spécial de l'UA, a ajouté que «*des sanctions ou des mesures ciblées seront prises à l'encontre des autorités de fait ou des personnes qui les soutiennent* ». D'autres rendez-vous seront fixés pour déterminer la conduite à tenir.

Albert Zafy relance l'appel à une rencontre des 4 mouvances : il a demandé la tenue d'une réunion entre les quatre mouvances présentes à Maputo dans un délai de 72 heures. Passé ce délai, si une (ou des) mouvance(s) refuse(nt) de s'y conformer, un troisième délai de 72 heures pourrait être imparti cette fois-ci, aux 3 mouvances anti-HAT pour qu'elles mettent en place les institutions prévues dans la Charte de la Transition. Dans ce cas, il y aurait deux régimes de Transition à Madagascar...

Les 3 mouvances anti-Rajoelina annoncent un meeting commun sur la Place de la Démocratie le 11 septembre. Outre la concrétisation de l'union des trois mouvances, cette journée pourrait s'avérer être un test grandeur nature sur la «*neutralité* » ou non des Forces armées. Des initiatives sont prises pour montrer le réchauffement des contacts entre les différentes entités, hormis celle de Rajoelina, bien que les chefs des mouvances se soient montrés encore relativement prudents. En cas de maintien du rendez-vous, la situation à Ambohitavo risque d'être tendue. Le préfet de police a affirmé avoir reçu une demande d'autorisation. «*Mais la réponse est non*», a-t-il soutenu, mettant en avant le non-respect du préavis. Face aux initiatives anti-régime de Transition, Gilbert Raharizatovo, ministre de la Culture et porte-parole du gouvernement, appelle à l'arbitrage des électeurs. «*Personnellement, je pense que nous n'irons pas jusqu'à une guerre comme certains l'entendent. C'est seulement une bataille politique. Face aux difficultés de la population, j'invite tout le monde à aider le gouvernement à organiser très vite les élections afin de connaître ceux qui ont l'onction populaire*», a-t-il soutenu.

Colonel Noël Rakotonandrasana : mise en garde contre les anti-HAT : le ministre de la Défense a lancé une mise en garde à l'encontre des anti-HAT qui concentrent leurs efforts actuellement pour briser la cohésion des Forces armées. Et de déclarer que «*des mesures sévères seront prises contre ceux qui dépassent les bornes* ».

KMF – TCR : appel aux forces armées. «*Afin que le pays et le peuple ne tombent dans le gouffre* », le «*Komity Miaro ny Federalisma* » (KMF) et les «*Tanora Contre Rajoelina* » (TCR) de Toamasina appellent les forces armées à prendre leurs responsabilités jusqu'à la concrétisation des Accords de Maputo. «*Si elles sont vraiment neutres et impartiales, elles devraient prendre les postes de Président, de vice-Président et de Premier ministre qui constituent un blocage faute de consensus* », affirment les deux entités.

«*Des officiers sont manipulés* », croit savoir *La Gazette*. «*Il est des rumeurs qui, à force d'être répétées, apparaissent comme des vérités. Contrairement à ce qui se dit et s'écrit, les forces armées ne sont plus unies comme auparavant* ».

Un militaire s'exprime (à titre personnel) dans les médias sur la crise. Pour la première fois dans la presse (*Courrier de Madagascar*), un «*ombimanga* » [major] de la 16e Promotion de l'Académie militaire d'Antsirabe a exprimé clairement sa position sur la situation actuelle à Madagascar . Ces derniers temps, des communiqués anonymes de présumés «*ombimanga* »

ont circulé dans les médias mais c'est la première fois, que l'un d'entre eux se manifeste publiquement. Pour lui, l'autorité compétente et de fait qui existe actuellement, est la HAT mais il demande l'application effective de la liberté d'expression et de manifestation comme dans toute démocratie. Pour le colonel, si la situation politique actuelle doit perdurer, il faut que les Forces de l'ordre tiennent leur vrai rôle, celui de servir et protéger les citoyens et leurs biens, en toute neutralité. Cela demande une totale neutralité. *« Cette situation déplorable empirera davantage tant que les principaux responsables politiques s'entêteront à se caser dans leurs propres camps sans faire l'effort de dialoguer »*, a-t-il lancé. Cette première intervention d'un « ombimanga » a créé une certaine effervescence au sein du ministère des Forces armées.

Tension au ministère de l'Intérieur après la nomination du nouveau ministre. La nomination d'une personnalité [Cécile Manorohanta, vice-Premier ministre] en dehors du corps des administrateurs civils a provoqué une vive émotion parmi les fonctionnaires. Face à l'évolution de la situation, la présidence de la Transition s'est saisie du dossier. Andry Rajoelina a rencontré une délégation. *« Le président de la HAT nous a expliqué que la nomination du ministre relève d'une question politique et nous l'acceptons »*, a expliqué l'un des initiateurs du mouvement. *« Il a accédé à certaines de nos revendications à savoir la nomination ou le maintien des techniciens autour du ministre au lieu de désigner des officiers par exemple »*, a ajouté l'un d'entre eux.

Les bailleurs de fonds rencontrent le secteur privé et les syndicats. L'initiative était surtout destinée à tenir les partenaires techniques et financiers du pays au courant de la situation de chaque secteur. Outre le FMI, la Banque mondiale, le PNUD, l'UE, ainsi que la BAD étaient présents. Le patronat a demandé aux bailleurs d'apporter des appuis directement au secteur privé. Les partenaires ont répondu favorablement à cette demande, qui n'irait pas à l'encontre de la décision de suspendre toute aide extérieure jusqu'à la résolution de la crise. Cette demande du patronat a été appuyée par les syndicats qui ont avancé que ce ne sont pas les « innocents » qui sont à punir mais plutôt les responsables de cette situation.

Ramasy Adolphe, ancien sénateur Arema membre de la mouvance Zafy Albert : *« La dictature est morte, vive la dictature ! »*. Commentant les récents propos d'Andry Rajoelina selon lesquels *« il décide et il commande »*, Ramasy Adolphe a relevé une ambition mal placée dissimulant des velléités dictatoriales. En termes clairs, la dictature (de Marc Ravalomanana) est morte, vive la dictature (de Andry Rajoelina) ! L'ancien sénateur déplore le fait qu'Andry Rajoelina considère les affaires nationales comme un jeu d'enfant. *« Si la communauté internationale décide de faire un embargo sur Madagascar, la population sera la première victime mais non les dirigeants qui, dans tous les cas de figures, mèneront une vie de pacha sur leurs sièges dorés »*, a-t-il expliqué, se montrant particulièrement critique envers la nomination de Rajemison Rakotomaharo et de Jacques Sylla dans les instances de la Transition car à ses yeux, ces deux personnalités ont participé activement au régime dictatorial de Marc Ravalomanana.

Les réactions positives de l'opinion sur le nouveau gouvernement d' Andry Rajoelina et de Monja Roindefo. L'agence News Press affirme que *« le gouvernement d'union nationale a été bien accueilli par l'opinion publique à Madagascar. « D'après les réactions de l'opinion, la nouvelle équipe du Premier ministre Roindefo, qui est créditée à l'intérieur du pays d'un bilan positif, associe de jeunes battants aux formations plus modernes à des personnalités expérimentées et elle témoigne d'une réelle volonté pour régler les problèmes du pays. [...] Sur un plan intérieur, la présence de Rajemison Rakotomaharo, ancien président du Sénat sous le régime Ravalomanana, nommé vice-Président de la Transition, ainsi que celle de certains membres issus des autres mouvances, tels Jacques Sylla, ancien Premier ministre, à la tête du Congrès de la Transition, reflète une neutralité et une ouverture appréciées par la population. Aujourd'hui, les malgaches souhaitent la fin des débats*

politiciens, l'amélioration du quotidien et le développement du pays. La tâche ne sera cependant pas facile ».

Que diriez vous de ces 3 réconciliateurs ? Sobika écrit : « Back To Ambohitovo ! 9 mois après, c'est un retour à la case départ mais en sens inverse qui se profile. Si on doit endurer 9 mois supplémentaires pour boucler la boucle, il devient urgent de trouver une solution qui réconcilie tout le monde. La tension va sans doute encore monter d'un cran aujourd'hui avec l'arrivée des Zafistes au côté des légalistes. Il est peut être temps qu'une ou plusieurs voix hors mouvances nationales s'élèvent pour être des réconciliateurs. Avec tout le respect qu'on doit au GIC pour ses efforts dans la médiation, il faut aussi tenter une médiation ou réconciliation « à la malgache », version locale ! Seul un accord officiel débloquera la situation du pays et permettra de clore définitivement la crise. Pour qu'elle réussisse, il est important que ces médiateurs/réconciliateurs soient politiquement non affiliés à une des tendances. [...] Mais qui pourraient être ces quelques hommes ou femmes capables d'être des médiateurs ? Il faut d'abord que ce soit des humanistes. [...] Ensuite, il faut que ce soit des personnes qui font figure d'autorité morale au dessus de tout soupçon partisan. Enfin, ces personnes doivent être connues du public pour prendre à parti l'opinion justement. [...] Nous en avons trouvé au moins trois [...] : Le Père Pédro dont l'action à Madagascar n'est plus à démontrer, Dama (le chanteur parolier de Mahaleo fortement impliqué dans des ONG pour le monde agricole) et Raymond Ranjeva, juge et vice Président du Tribunal international de la Haye. Un trio iconoclaste certes, mais ces trois personnes, feraient, nous en sommes certain, un beau trio de réconciliateurs. L'idée est lancée et ouverte ! »

« **Le monde ne nous attendra pas !** » TopMada estime que « pendant que l'Afrique se réveille, Madagascar autrefois montré comme exemple sur le continent au point de s'être vu attribuer l'accueil du Sommet de l'UA en 2009, sombre dans le chaos politique. Le spectre du retour à une idéologie dépassée. C'est la réaction qu'on peut avoir en constatant les mesures prises par le gouvernement depuis sa prise de pouvoir. Tous les ingrédients sont là : appropriation des moyens de production, isolationnisme, fixation des prix, rationalisation... Il y a 30 ans, Madagascar vivait sa période la plus sombre. Ratsiraka, muni de son livre rouge, imposait la révolution socialiste comme bon nombre d'autres présidents africains de l'époque. Il faut dire que c'était une idéologie à la mode, s'affranchir des grandes puissances occidentales pour s'aligner sur le bloc communiste. Exit les Américains, exit les Français. D'ailleurs Ratsiraka avait été accueilli tel un héros à son retour au pays après avoir quitté la zone Franc, et fait à vrai dire, un bras d'honneur à l'Occident. Dès lors le dirigisme d'Etat était roi : plans à gogos, prix fixés, nationalisations d'entreprises. On connaît la suite : pénurie des produits de première nécessité, flambée des prix, dépréciation de la monnaie, paupérisation.... De cette époque sombre naquit le concept de « 4 mis », ces pauvres ayant tout perdu : un toit, un emploi, une dignité. Mais la réalité a eu raison de l'utopie socialiste de Ratsiraka. Dans les années 90, celui-ci a finalement du se résoudre à frapper à la porte des bailleurs de fonds pour qu'ils aident un pays à la dérive. Ne nous étonnons pas alors d'entendre Ratsiraka essayer de prévenir désespérément Rajoelina, que s'affranchir de la reconnaissance internationale est tout simplement « suicidaire ». Mais Rajoelina fait fi de toutes ces recommandations au nom de la « jeune génération » tel un rebelle soudainement épris de jeunisme en conflit avec ses aînés. L'histoire se répète donc ? Surtout les erreurs a-t-on envie de dire. A peine au pouvoir quelles ont été les mesures prises par le gouvernement ? Appropriation par la force de moyens de production (Tiko), fixation arbitraire des prix de denrées alimentaires (riz, vanille, dénoncée comme un « retour en arrière » par le FMI), isolationnisme assumé au nom de la souveraineté nationale. Déjà on entend des rumeurs de nationalisation d'entreprises. Ces mesures vont-elles plaire à un électorat populaire ? Ce même électorat principalement de couche défavorisée qui a porté Rajoelina au pouvoir. La réalité de notre époque n'est plus à se revendiquer « hippie » en disant que tout est possible sans aide et sans appui, mais à réussir dans une économie libérale et globalisée. Que nos dirigeants ouvrent enfin les yeux et regardent à leur fenêtre, le monde ne nous attendra pas. La marge de manœuvre de Rajoelina est réduite. La patience du « peuple » a des limites et tôt ou tard l'arbre ne cachera plus la forêt, et le retour de manivelle risque alors d'être brutal ».

11 septembre : échec de la manifestation des anti-HAT : les casseurs ont gagné. Monja Roindefo rejette l'appel d'Albert Zafy à revenir à la table des négociations. Des voies se font entendre pour demander à l'armée de débloquer la crise

Les forces de l'ordre dispersent la manifestation de l'opposition sur la Place de la Démocratie : des grenades lacrymogènes ont été tirées pour disperser la foule. Quatre camions militaires de l'Emmo-Reg bloquaient l'entrée du



jardin d'Ambohijatovo, devenu au fil des mois le lieu emblématique des manifestations de l'opposition. La situation est ensuite restée tendue sur l'artère principale du centre ville, vers laquelle des manifestants s'étaient repliés. Des panneaux publicitaires, des véhicules et un hôtel ont été la cible de jets de pierre. Les forces de l'ordre, renforcées par des éléments de la FIS, ont ensuite

continué de patrouiller dans le secteur, tirant depuis leurs véhicules des grenades lacrymogènes et des balles en caoutchouc sur les groupes de manifestants qui se reformaient. Des piétons se sont plaints d'avoir été victimes de vols à la tire. La gendarmerie affirme avoir arrêté une vingtaine de personnes, mais assure n'en avoir blessé aucune. Trois personnes ont toutefois été admises au service des urgences de l'hôpital HJRA. Gouvernement et dirigeants du mouvement pro-Ravalomanana se rejettent la responsabilité des événements. Le chef du gouvernement évoque une volonté de créer des troubles, en citant, entre autres, la saisie d'une voiture «*bourrée de cocktails Molotov*». Il exhorte les victimes à porter plainte et promet des poursuites. Dans son communiqué, le TIM, organisateur de la manifestation, condamne également ce qui s'est passé. Il pointe du doigt les forces de l'ordre et leur «*comportement répressif et provoquant [...] vis-à-vis des manifestants pacifiques et non violents*». Les forces de l'ordre ont échoué dans leur traque du leader «*légaliste*» Ravonisoa Ambroise. La HAT annonce qu'une commission d'enquête a été mise en place «*afin de confondre les responsables des événements*».

Albert Zafy avait fait savoir qu'il ne s'était pas associé aux partisans de Marc Ravalomanana pour une telle entreprise, afin de ne pas compromettre les chances de réussite de son nouvel appel au dialogue. Aucun leader de manifestation représentant les mouvances Zafy et Ratsiraka n'a été remarqué sur les lieux.

Tribune conclut : « Le grand rendez-vous des partisans de Marc Ravalomanana étoffés par d'autres, issus des mouvances Zafy et Ratsiraka n'a pas eu lieu. Le meeting s'est transformé en affrontements entre les forces de l'ordre et quelques têtes brûlées qui voulaient sans doute créer une psychose de peur et de haine contre les soldats de l'Emmo-Reg ». « Les casseurs ont gagné », titre Le Courrier.

Pour Sobika, « si effectivement, des casseurs sont toujours là dans les manif, qu'elles soient HAT ou légalistes, la population est davantage concernée par son quotidien difficile que par les appels des politiciens. Après 9 mois de crise, l'individualisme se comprend largement ».

Relance des négociations : Monja Roindefo rejette l'appel d'Albert Zafy. Le Premier ministre répond par la négative à l'invitation de l'ancien président Zafy à retourner à la table des négociations. « *Il faut suspendre momentanément les négociations* », a déclaré le Premier ministre, qui fonde sa position sur les échauffourées survenues dans la journée. Il évoque l'impossibilité de discuter « *dans un climat de trouble* » et dans un contexte de radicalisation du mouvement. Il a affiché sa détermination à aller au bout de la logique adoptée par le régime et s'est engagé à lutter pour « *le maintien et le respect de l'aspiration populaire au changement, que certains veulent détruire* ». Il laisse entendre l'impossibilité de revenir sur la question de remaniement gouvernemental, même après la condamnation par l'UA. Dans un premier temps, pourtant, Andry Rajoelina avait décidé de rejoindre la table ronde proposée par Albert Zafy.

Appels à l'armée pour débloquer la crise : Toliara Mijoro appelle les forces armées à assumer les postes de Président, vice-Président et Premier ministre de la Transition. L'association exhorte le « *vahoaka* » à réclamer l'application des Accords de Maputo « *pour que le pays ne sombre pas dans le chaos* ». Même son de cloche de la part d'autres « *Sudistes* » qui font remarquer que « *les 4 mouvances ont chacune son « vahoaka* ». Quant aux natifs de Mananjary, ils tirent la sonnette d'alarme face à « *certaines dérives tribales qui risquent de mettre en péril l'unité nationale* » et appellent « *au dialogue, au respect mutuel et à la reprise sans condition des négociations* ». Ils appellent également les forces armées à « *défendre le « vahoaka* » sans exception ».

Lettre de la plateforme citoyenne France Afrique adressée aux députés français. Dans un courrier, l'organisation dénonce la politique de la France au Gabon et en Afrique. Le texte fait allusion à la position de la France dans la crise malgache : « *nous exprimons aujourd'hui la préoccupation que nous inspirent les ambiguïtés et renoncements de la diplomatie française face aux élections contestées du général Mohamed Ould Abdel Aziz en Mauritanie et du président congolais Denis Sassou Nguesso, en juillet dernier, aux dérives autocratiques du Président Tandja au Niger, à l'inquiétante crise politique à Madagascar* ». Créée en juillet 2007 par 12 associations et ONG françaises, la Plateforme milite pour la promotion d'une diplomatie française au service de la démocratie et du respect des droits de l'homme dans les pays africains, et pour un réel contrôle parlementaire et citoyen sur la politique menée par la France en Afrique.

12-13 septembre : tension persistante dans la capitale, arrestation musclée et vague d'arrestations en vue, échec de la tentative d'Albert Zafy de renouer le dialogue avec la mouvance Rajoelina. Les trois mouvances s'allient officiellement et fixent un ultimatum de 7 jours à Andry Rajoelina

Tension à Antananarivo. Les forces de l'ordre sont intervenues plusieurs fois au début du week-end dans les rues d'Antananarivo pour disperser de petits groupes d'opposants. Après des affrontements similaires la veille, les forces de l'ordre ont patrouillé toute la journée pour empêcher les rassemblements, tirant épisodiquement des grenades lacrymogènes et des balles à blanc. Les commerces ont dû fermer tôt et des passants pris dans les échauffourées ont été blessés. La situation n'a pas dégénéré et le centre-ville a retrouvé son calme.

Eliane Naïka, sénatrice de la mouvance Ravalomanana, a été interpellée et incarcérée. La sénatrice franco-malagasy de Morondava et membre de la délégation « *légaliste* » à Maputo a été arrêtée par la FIS à l'hôtel où logent les parlementaires TIM. L'établissement a été perquisitionné, de même que le Magro, lieu de rassemblement des « *légalistes* ». Les éléments armés, arrivés à bord de 4x4, étaient à la recherche des députés TIM mais ces derniers étaient déjà sortis. C'est ainsi qu'ils ont emmené avec eux Eliane Naïka, qui aurait été brutalisée, selon des témoins oculaires cités par *Midi*. D'après le colonel Ravalomanana Richard, deux frondes avec des billes dans un sachet ont été trouvées dans sa chambre. Le colonel a précisé que si elle avait coopéré, elle aurait pu être libérée depuis longtemps. « *Nous lui avons demandé de dénoncer le propriétaire des flèches et des billes mais elle n'a voulu rien dire* ». Aucun mandat de perquisition n'aurait été présenté. Le CIRGN assure que les enquêteurs accordent une attention particulière à l'ancienne parlementaire. « *Nous respectons les droits humains. Elle reçoit, entre autres, la visite de sa famille qui lui apporte de la nourriture* ». Le procès de Naïka Eliane, placée en résidence surveillée à Manjakandriana, aura lieu le 13 octobre. Les inculpations portées contre elles sont notamment : violence et voies de faits, outrage envers les forces de l'ordre, dégradation des biens publics et rébellion. L'arrestation de la sénatrice serait liée aux manifestations de la fin de semaine, au cours desquels des militants TIM

s'étaient heurtés aux forces de l'ordre. Cette arrestation « *est infondée. On nous accuse d'amener des cocktails Molotov, mais on a nullement l'intention de fomenter des troubles* », a affirmé un représentant de la mouvance, reconnaissant cependant la présence « *d'éléments incontrôlés* » parmi les manifestants. Une autre personne qui a été appréhendée, en même temps que Naïka Eliane, a été placée sous mandat de dépôt.

Vague d'arrestations en vue. Selon *L'Express*, face aux manifestations qui dégénèrent à Antananarivo, le colonel Ravalomanana a annoncé des mesures musclées. Une liste de personnalités a été établie. « *Nous avons une liste de ceux qui sont soupçonnés d'être les instigateurs des manifestations. Nous allons arrêter d'autres personnes si nous considérons que cela est nécessaire pour les besoins de l'enquête* », a annoncé le colonel. Le CIRGN a refusé de publier la fameuse liste. Il a seulement étalé plusieurs passeports, permis de conduire ou cartes d'identité sur une table. Plusieurs anciens parlementaires TIM figurent parmi les propriétaires des documents. « *Ceux-ci ont été saisis au cours de notre perquisition dans un hôtel de la capitale* », a-t-il indiqué. A ce jour, 15 personnes auraient été arrêtées au cours de diverses perquisitions, 10 d'entre elles auraient été placées sous mandat de dépôt. Après avoir été suspecté d'être impliqué dans les affaires de tentative d'attentats à la bombe artisanale puis relâché, le porte-parole du TIM, Raharinaivo Andrianantoandro et Tabera Randriamanantsoa du courant politique Zafy, ont reçu une convocation pour enquête. Ils devraient avoir à s'expliquer sur l'organisation d'un rassemblement politique sans autorisation, suivi d'actes de violence.

Echec de la tentative d'Albert Zafy de renouer le dialogue avec la mouvance Rajoelina. Le Premier ministre a décliné l'invitation qui avait été faite à la HAT de rejoindre les trois autres mouvances ce 13 septembre pour une relance des négociations. Albert Zafy a exigé des excuses publiques d'Andry Rajoelina, qu'il accuse de ne pas avoir tenu parole. Il lui reproche d'avoir renié sa signature et tous les Accords, dont la Charte des Valeurs qu'il a proposé à Maputo. Il suspecte Andry Rajoelina de tenter de faire voler en éclat les accords internationaux. La réunion des 3 mouvances opposées à la HAT, qui devait se tenir au siège du Sénat, n'a pas pu avoir lieu, les portes du Palais étant restées closes, malgré l'accord donné suite à un courrier adressé par Albert Zafy à Andry Rajoelina. Les forces de l'ordre, qui gardaient les lieux, ont déclaré qu'elles n'avaient pas reçu d'ordre permettant de faire entrer des personnes étrangères au Palais.

La Vérité signale la présence sur la scène « *d'En attendant Godot* » de Manandafy Rakotonirina dont ce serait la première apparition publique depuis Maputo II, au retour duquel il a avait été pris à partie par des militaires.

Les trois mouvances fixent un ultimatum de 7 jours à Andry Rajoelina. C'est le délai donné par Zafy Albert à Andry Rajoelina et à sa mouvance pour prendre une décision allant dans le sens de la résolution de la crise. « *Nous n'accepterons plus que cette situation perdure au-delà du 20 septembre* » a-t-il déclaré devant le portail du Sénat. Un ultimatum approuvé par les deux autres mouvances. Albert. Zafy a précisé qu'il ne reconnaît aucune Haute Autorité de la Transition depuis le 9 septembre. L'ancien président de la République déclare maintenir sa demande d'intervention en direct à la RNM et à la TVM. Les trois mouvances qui viennent de sceller leur alliance ont dénoncé un « *début d'intimidation et de harcèlement* ». Elles n'excluent pas néanmoins de lancer un appel à poursuite les manifestations. Albert Zafy, 82 ans, a déclaré « *ne pas craindre de mourir* ».

Les mouvances Ravalomanana, Ratsiraka et Zafy s'allient officiellement contre Andry Rajoelina. Après le 3^{ème} refus d'Andry Rajoelina de rejoindre la table des négociations, les 3 mouvances ont décidé de fusionner en une seule, dont le porte parole sera Albert Zafy. Selon

Sobika, Albert Zafy fait preuve « d'un esprit républicain et d'une constance sans faille, loin du prosélytisme religieux de Ravalomanana et Rajoelina ». Albert Zafy apparaît désormais comme le leader de l'opposition. Il qualifie le régime de Transition de « dictature ». Ce dernier assure que ses actions seront pacifiques et condamne les émeutes de ce week-end. La nouvelle alliance envisage un gouvernement parallèle dans le respect des accords de Maputo. « La situation risque de s'enliser et rien ne va plus. Les sanctions internationales vont tomber », a rappelé Albert Zafy.

La contre-offensive du régime de Transition ne s'est pas fait attendre : « Le gouvernement dirigé par le président Andry Rajoelina et le Premier ministre Monja Roindefo est le seul accepté par tous les Malgaches et est effectif sur l'ensemble du territoire », a rétorqué la ministre de la Justice et porte parole. La Garde des sceaux promet une « prise de responsabilité face à ceux qui veulent installer un vide. [...] Ces gens-là, déjà reniés par la population, veulent semer le trouble pour reconquérir les seza », a-t-elle lâché avant de prévenir qu'« il n'y aura plus de négociation, autant qu'ils [les dirigeants de trois mouvances] cessent leurs actions ».

Virapin Ramamonjisoa, ministre des Sports, affirme avoir été victime d'une tentative d'assassinat. Le ministre a confirmé l'arrestation de deux individus suspects. Pety Rakotoniaina, PDS de la commune de Fianarantsoa et président national du Tambahra, a réagi aux accusations mettant en cause l'un de ses gardes du corps.

L'enquête sur les bombes artisanales en attente. Le Colonel Ravalomanana a affirmé que les enquêteurs attendent la réponse d'une commission rogatoire pour poursuivre leurs investigations. Il a indiqué que deux personnalités, qui se trouvent à Paris, sont attendues pour être entendues sur le dossier.

Des policiers tabassés par la FIS : des éléments de la FIS ont procédé à l'interpellation de 4 policiers supposés vouloir attenter à la vie des leaders de cette entité policière. Les intervenants ont rudement tabassé les hommes avant de les emmener à bord de leurs 4x4. Auparavant, ils ont effectué une perquisition au domicile de l'un des amis des policiers.

Les ambassadeurs de France et des Etats-Unis ont été reçus par Albert Zafy. « Les deux diplomates m'ont fait part de leurs inquiétudes concernant l'impact des événements actuels sur l'avenir du pays », a expliqué l'ancien président de la République. Avant d'ajouter : « Jean-Marc Châtaigner et Niels Marquardt ont souligné que l'application des Accords de Maputo est la seule voie permettant de sortir de la crise. » Avant ces deux rendez-vous, Jean Marc Châtaigner et Niels Marquardt ont séparément rencontré Andry Rajoelina au Palais d'Ambohitsorohitra

Communiqué de l'ambassade de France : « La France condamne fermement les incidents qui se sont déroulés, au centre de Tananarive et dénonce le recours à toute forme de violence de quelque partie qu'elle émane. En conséquence, elle appelle l'ensemble des partis au calme et à assumer leur responsabilité, afin d'éviter l'émergence de nouvelles tensions. La France soutient la recherche d'une solution consensuelle et pacifique par le dialogue et la négociation, seules voies possibles pour la conclusion d'un accord politique au bénéfice de la population malgache ».

Les « légalistes » manifestent à Paris. Alors que les manifestations étaient interdites et réprimées à Antananarivo, *TopMada* indique que les « légalistes » ont pu manifester ce 12 septembre dans Paris, afin de sensibiliser l'opinion publique sur les « méfaits de la Françafrique » à Madagascar et en Afrique. A l'initiative des GTT, un cortège s'est rendu de la Place de la République au 8ème arrondissement, où ils ont rejoint les gabonais, venus manifester contre « le coup d'Etat électoral ou l'élection truquée d'Ali Bongo, aidée par la France et ses réseaux français ».

Condamnation du Conseil de paix et de sécurité de l'UA : Dans un communiqué, le Conseil qui s'est réuni à Addis-Abeba, a condamné la mise en place du nouveau gouvernement. L'organisation considère que la mise en place de ce cabinet est «*une décision unilatérale*».

14 septembre : scènes de guérilla urbaine. Albert Zafy mobilise les provinces pour la cause des trois mouvances.

« *La guérilla urbaine s'installe au cœur de la capitale* », titre *Midi*. Avec d'un côté, des manifestants armés de flèches et de pierres et de l'autre, des forces de l'ordre avec leurs équipements anti-émeutes. Un face-à-face qui a tourné en une véritable chasse à l'homme dans les quartiers centraux. Trois victimes collatérales ont été admises aux urgences de l'HJRA. L'atmosphère a été tendue toute la journée. Les partisans des deux camps se faisaient face à face et il a fallu l'intervention des forces de l'ordre pour éviter un affrontement. Un 4x4 a été incendié, par des manifestants affirment les uns, par des grenades lacrymogènes selon d'autres témoins.

Le quotidien Les Nouvelles écrit : « *La capitale s'enlise à nouveau dans le cercle infernal de la violence. [...] Les réalités politiques ne semblent pas présager une éclaircie. D'une part, les négociations initiées par la communauté internationale ont été foulées aux pieds. D'autre part, la solution dite «à la malgache» n'a pas abouti. Toutes les démarches entreprises par la mouvance au pouvoir sont battues en brèche par les trois autres mouvances. Réponse du berger à la bergère, la mouvance Rajoelina boycotte toutes les initiatives venant de l'autre camp. Dans ce dialogue de sourds, les parties en lice ne parviennent pas à s'entendre. L'avenir du pays reste entre les mains d'un microcosme politique, quatre mouvances capricieuses qui invoquent l'intérêt supérieur du pays pour souffler le froid et le chaud, laissant la population dans l'expectative. Au milieu de cette situation chaotique et inextricable, des voix commencent à s'élever parmi la population pour condamner ces faiseurs de pluie et de beau temps. «Faut-il encore leur prêter foi ?», «Jusqu'où iront-ils dans leurs «batailles» entend-on dire. [...] Les caisses de l'Etat se vident, la bourse familiale se rétrécit également. Les indicateurs économiques virent au rouge, alors que la sanction internationale plane sur le pays comme une épée de Damoclès. [...] C'est une crise qui va engendrer une autre crise, latente et silencieuse mais toute aussi grande et violente : un malaise social qui va amplifier l'exclusion des plus défavorisés tout en tirant la classe moyenne vers le bas* ».

Les colonels Jacques Harijaona Harris et Théophile Ralaimandraibe mis à disposition du Cemgam. Arrêtés au Carlton avec Manandafy Rakotonirina le 1er mai, ils sont mis à disposition du Chef d'Etat Major Général de l'armée. Après avoir obtenu une liberté provisoire (une semaine après Maputo II), ces deux officiers sont tenus d'effectuer un compte rendu sur leurs faits et gestes, conformément au règlement militaire.

« *Après l'échec du Maputo II, la HAT procède à la chasse de ses adversaires politiques* », estime *Midi*. Le préfet de Police a fait savoir que la Place de la Démocratie et la Place du 13-Mai sont désormais interdites à toutes manifestations politiques. L'opposition n'a pas accès à la RNM et à la TVM. Plusieurs leaders du mouvement « *légaliste* » seraient recherchés par la FIS.

Zafy mobilise les provinces pour la cause des 3 mouvances. La coalition des mouvances Zafy, Ratsiraka et Ravalomanana tente d'accroître la pression sur le régime. Elle projette l'extension de son mouvement à l'ensemble du territoire. «*Nous devons expliquer les réalités aux gens car ils ne reçoivent pas la totalité des informations. L'accès aux médias reste limité*», a indiqué l'ancien président, faisant allusion, entre autres, à son impossibilité de s'exprimer en

direct dans les médias publics. Il commencera sa tournée dans les régions qui connaissent des tensions sociales, en raison notamment des questions liées aux problèmes de la vanille et du bois de rose, principales ressources de la population locale. Albert Zafy et son équipe tentent ainsi de remettre à flot la stratégie utilisée depuis 2002. Il précise qu'un partage des tâches a été décidé avec les autres mouvances. *«C'est moi qui ai pris l'initiative pour les déplacements en provinces. Je laisse aux autres le soin de s'occuper de la capitale»*, a-t-il avancé. Depuis quelques jours, différents leaders de la HAT se relaient pour convaincre l'opinion publique de l'inutilité de la démarche, jouant sur le fait que la population aspire au retour au calme. La HAT met aussi en avant le fait qu'elle détient l'effectivité du pouvoir.

«Des émeutes de la faim sont à craindre », selon le Club Développement et Ethique (CDE). *« Si la crise politique actuelle perdure encore, d'ici à la fin de ce mois, l'effectif des chômeurs va exploser »*. En outre, les mois de septembre-octobre sont marqués par la rentrée scolaire. Les budgets familiaux ne pourront pas faire face aux dépenses de scolarisation. Le CDE suggère l'instauration d'un filet de sécurité et un appel à la communauté internationale. *« Nous pouvons négocier avec elle »* dit-il.

Le Club « Développement et Ethique » a publié son projet de loi relatif à la mise en place de la CENI. Serge Zafimahova, président de la coordination nationale du groupe de réflexion, assisté de Serge Radert, a insisté sur l'intérêt du texte en vue d'éliminer les tentatives de fraude électorale. Ils ont fait état de documents publiés au mois de juin par des responsables du ministère de l'Intérieur, exposant les différentes stratégies utilisées pour gonfler les listes électorales. Pour le CDE, les conflits actuels entre mouvances sont surtout motivés par des rivalités portant sur la gestion des élections à venir.

La coalition des trois mouvances chez l'ambassadeur des Etats-unis. Les chefs de délégation des mouvances Zafy, Ratsiraka et Ravalomanana ont rencontré Niels Marquardt. La semaine dernière, des ambassadeurs des grandes puissances avaient, tour à tour, discuté avec le Premier ministre Monja Roindefo et le président de la HAT.

SADC - Manœuvres militaires de la BEA/SADC. Les troupes de la Brigade en Etat d'Alerte (BEA) de la SADC sont entrées en action en Afrique du Sud. Pour cet exercice, une simulation d'un affrontement *« des forces fictives en rébellion armée, qui auront fait otage le président de la République de Loahitla, dans une tentative de coup d'Etat »* a été au menu. Le scénario adopté rappelle étrangement la situation au pays, écrit *Madagascar Matin*. Tout laisse penser que cela n'est pas l'effet du hasard. La situation politique malgache continue à préoccuper nos voisins qui craignent une *« contagion dangereuse »* au niveau régional et continental.

15 septembre : la HCC, le dernier recours de Monja Roindefo. Imbroglie constitutionnel. Le porte-parole du TIM placé sous mandat de dépôt. Débats au sein de l'armée.

Monja Roindefo en appelle à la HCC. Le Premier ministre affirme que, faute d'accord entre les mouvances, c'est la HCC qui doit trancher les litiges concernant l'interprétation des Accords de Maputo. *« Si nous continuons de nous chamailler sur ce texte, la HCC existe encore pour procéder à son interprétation »*, a-t-il déclaré. Le chef du gouvernement joue la fibre souverainiste pour fonder son argument. *« Pourquoi attendre les déclarations des étrangers pour décider ? Ce n'est pas du tout normal car notre pays est souverain »*, a-t-il indiqué. Il répondait ainsi à Edem Kodjo, émissaire de l'OIF, qui avait souligné que seule l'interprétation de l'équipe de médiation est valable. Monja Roindefo tente de justifier l'intransigeance de l'autorité de fait par l'effectivité d'un gouvernement sur l'ensemble du territoire. *« S'il y a*

l'unicité de l'administration territoriale, l'unité de la chaîne de commandement au niveau de l'armée, cela veut dire qu'il existe un consensus», a-t-il argumenté, laissant entendre l'éventualité de la reprise des négociations mais dans le cadre fixé par lui. Monja Roindefo profite de l'occasion pour régler ses comptes avec les facilitateurs : «Le président de la HAT et le Premier ministre sont le reflet de l'intégrité territoriale. [...] C'est le GIC qui, par la suite, a créé d'autres tendances. Si nous ne faisons pas attention, nous finirons comme en Somalie avec des chefs de guerre».

Imbroglie constitutionnel. Jean-Eric Rakotoarisoa : *« Le pays est dans l'impasse ». « Entre la Constitution de la IIIème République et la Charte de Maputo, on ne sait plus laquelle des deux régit le pays », analyse Midi. « Ce n'est sans doute pas le Président de la HAT ni son Premier ministre qui vont saisir la HCC pour demander son avis. En effet, si l'on se réfère à l'avis émis le 31 juillet 2009 par le juge constitutionnel, si tant est qu'il le soit encore, « les Institutions de la République sont désormais la HAT présidée par Andry Rajoelina qui exerce les fonctions dévolues au Président de la République ; le gouvernement dirigé par Monja Roindefo, Premier ministre, chef du gouvernement; la HCC dans sa formation actuelle ». Les juristes perdent leur latin face à cette conception « intuitu personae », donc néo-patrimoniaire, de l'Etat qui se veut pourtant « républicain », à en croire le locataire Mahazoarivo. En réduisant à trois le nombre des Institutions, la HCC coupe l'herbe sous le pied des parlementaires légalement élus mais unilatéralement suspendus, qui auraient l'intention de la saisir sur la question relative à la Charte de Maputo ou à la Constitution de la IIIème République. Sans doute que la HCC, dont le mandat vient d'être prorogé d'une manière tout aussi unilatérale par voie d'ordonnance, opposera-t-elle une fin de non recevoir à toute saisine qui n'émanerait pas des deux Institutions sus-citées, à moins qu'elle ne se saisisse d'office, quitte à être juge et partie. En tout cas, à l'allure où vont ou ne vont pas (c'est selon) les choses, le cas malgache a peu de chances de faire école ou jurisprudence dans d'autres Républiques, même bananières. Interrogé sur la question, le Constitutionnaliste concède que « le pays est dans l'impasse ». D'après lui, « le fait de viser la Constitution et non la Charte de Maputo dans le décret portant nomination des membres du gouvernement, équivaut à dire que l'actuelle Loi fondamentale reste en vigueur ». Mais l'ordonnance portant prorogation du mandat de la HCC mentionne : « Vu la Charte de Maputo ». L'expert du GIC et consultant de l'UA, de dire qu' « il n'y a plus de cohérence juridique ». De toute façon, ajoute-t-il, les Accords politiques signés dans la capitale mozambicaine n'ont pas de valeur juridique tant qu'ils n'ont pas été adoptés par voie d'ordonnance d'abord, puis ratifiés ensuite par le Congrès de la Transition. « Afin d'éviter un vide juridique, la Constitution de la IIIème République devrait rester en vigueur », réitère-t-il. Et ce, même si cela n'empêche pas certains d' « invoquer la Charte de Maputo quand ça les arrange ».*

Raharinaivo Andrianantoandro, porte-parole du TIM, a été placé sous mandat de dépôt à Antanimora après avoir été entendu par la gendarmerie, où il avait été convoqué pour enquête, suite aux récentes manifestations perturbées par des casseurs. Il est inculpé d'atteinte à l'ordre public, d'association de malfaiteurs et de destruction de biens. Contrairement à Raharinaivo Andrianantoandro, Tabera Randriamanantsoa et Ambroise Ravonison ne se sont pas présentés, affirmant ne pas avoir reçu leur convocation. «On m'a convoqué par l'intermédiaire de Raharinaivo Andrianantoandro. J'ai décidé pour cette raison de ne pas aller à Fiadanana », a expliqué, Tabera Randriamanantsoa, secrétaire général du CRN, présidé par Zafy Albert. Pour *The Times of Madagascar*, « cet emprisonnement arrive au mauvais moment pour la Justice qui paraît de plus en plus aux ordres d'un exécutif à la légalité douteuse, puis pour la mouvance Ravalomanana qui perd là un maillon fort de son dispositif, enfin pour la mouvance TGV qui s'engluie profondément dans l'arbitraire et la répression ». Procès fixé le 29 septembre.

Le chef d'Etat Major des armées de Marc Ravalomanana, le général Rasolomahandry, dénonce « les trois erreurs des militaires » : « La première était de refuser la mise en place de comité de réflexion sur la défense et la sécurité nationales. Cette instance était pourtant une tribune où nous aurions pu aplanir les différends entre frères d'armes. La deuxième est d'avoir refusé l'amnistie

générale proposée dans les Accords de Maputo. Ce fut pourtant une nouvelle base dans la mesure où personne n'est blanc comme neige et où tout le monde a quelque chose à reprocher à tout le monde. Enfin, la troisième était la fin de non-recevoir à la proposition des trois mouvances de confier les trois postes clés de l'exécutif de la Transition à des militaires. [...] C'aurait pu être une occasion de se soustraire une bonne fois pour toute de l'emprise des hommes politiques sur l'armée et sur les militaires ». Le général Rasolomahandry prévoit de rencontrer le colonel Noël Rakotonandrasana « pour lui soumettre mes propositions de sortie de crise ». Cette déclaration a été faite à son arrivée à l'aéroport en provenance du Mozambique et de Maurice. Des bruits d'une éventuelle arrestation avaient circulés. Le Cemgam a démenti : « Nous n'avons pas cela en tête. Voulez-vous qu'on l'arrête et ainsi provoquer des troubles ? ». L'ancien Cemgam a déclaré : « Quel pourrait être le mobile de mon arrestation, j'étais là-bas, en tant que consultant et expert. Aucune frange de la population ne pourra déclarer que Madagascar lui appartient ou qu'elle détient la voix de la majorité ». Et d'enchaîner qu'« il n'y a que le dialogue qui doit primer mais non pas s'entretuer ». [Le général Rasolomahandry a déclaré qu'il était présent à Maputo à titre d'expert consultant et non en tant que membre de la délégation de Marc Ravalomanana]. Pour Le Courrier, « l'accueil à l'aéroport d'Ivato du Général Rasolomahandry par le Chef d'état major, le colonel Ndriarijaona, démontre que l'armée est plus responsable que les politiciens en matière de réconciliation, en dépit des rumeurs selon lesquelles il y aurait une fissure entre les patrons de l'armée et les officiers commandos de la FIS. Apparemment le ministre et son Cemgam sont excédés par les agissements de cette force d'intervention, ils veulent prouver qu'ils ne sont nullement derrière tous ces actes incontrôlés (arrestations, exactions...). »

Cécile Manoroanta, vice-Premier ministre, veut garantir la régularité d'une élection transparente. TV5 Monde rapporte les propos tenus par la ministre, lors de sa prise de fonction : « Le ministère de l'Intérieur apportera certainement ses contributions liées à ses missions dont les plus attendues seront celle de garantir la régularité d'une élection transparente dans le pays et l'adoption d'une nouvelle Loi électorale ». L'agence News Press ajoute : « La HAT, le gouvernement actuel de la Grande Ile, souhaite ainsi répondre à la demande "d'élections avant la fin 2009" que lui avaient faite, en juin dernier les Etats Unis, l'Union européenne et la France. Elle gage que l'onction du suffrage universel fera taire les remontrances qui lui sont adressées ».

Journée internationale de la démocratie : TVM et la RNM ont organisé un débat contradictoire entre Fetison Andrianirina, de la mouvance Ravalomanana et Monja Roindefo. « Il faut reconnaître que des débats contradictoires entre leaders politiques, c'est tout nouveau ! se réjouit Sobika. Ils se sont déroulés « dans des conditions de cordialité et de respect ». Une bonne initiative, mais pas de surprises sur le fond. TopMada titre en revanche : « La démocratie célébrée par la mise en détention de Raharinaivo Andrianantoandro ». A noter toutefois que l'émission n'a pas été diffusée en direct et que l'animateur aurait fait preuve de partialité au profit du pouvoir. Le Courrier estime que durant le débat Fetison Andrianirina a largement pris le dessus sur Monja Roindefo. Fetison Andrianirina, apprenant à l'issue de l'enregistrement la mise sous mandat de dépôt du porte-parole du TIM, Raharinaivo Randrianantoandro, a affirmé : « Si je l'avais su avant, je ne serais pas venu participer à ce débat ».

Le chanteur Rossy expulsé. Grosse surprise à l'aéroport pour le chanteur Rossy en partance pour Paris. Au moment de passer le contrôle de police, on lui a appris qu'il était depuis quelques temps sous le coup d'une mesure d'expulsion. Il a déjà fait plusieurs va-et-vient entre la France et Madagascar depuis septembre 2007, date de son retour au pays après 5 ans d'exil. Connu pour être un artiste engagé, et ayant un comportement quelque peu agressif, Rossy en a déjà fait les frais lors du mandat de Marc Ravalomanana, durant lequel il s'est exilé en France par crainte d'être arrêté pour outrage envers les dirigeants. Revenu au pays,

il a repris son comportement provocateur, tant sur le plan politique que sur le plan social, analyse *Le Courrier*.

Abdou Diouf prône une « application concertée » des Accords de Maputo. Le secrétaire général de l'OIF déplore les difficultés rencontrées par la classe politique malgache dans la mise en œuvre des Accords et considère « *inacceptable* » toute solution unilatérale.

Coopération militaire avec la Libye : 3 hélicoptères et un avion. Alors que les informations relatives à un projet achat d'hélicoptères belges demeurent confuses, le ministre Rakotonandrasana a annoncé que les Forces armées malgaches ont obtenu de la Libye 3 hélicoptères MI8. On ne sait s'ils sont neufs ou d'occasion, mais ils seraient destinés à la sécurisation dans le monde rural (lutte contre les « *dahalo* »). A moins, comme l'écrit *Le Courrier*, qu'ils soient destinés à donner un coup de pouce à l'organisation des prochaines échéances électorales de la HAT. L'armée libyenne a également offert un avion militaire de transport. Ce don intervient alors que les Forces armées souffrent du manque de moyens pour combattre le phénomène des « *dahalo* ». Ce geste de la Libye est commenté dans le microcosme politique comme une reconnaissance de facto du régime de Transition d'Andry Rajoelina.

16 septembre : la traque des leaders « légalistes » se poursuit. Les 3 mouvances lancent une offensive diplomatique. Forces armées : grand déballage à huis clos

Tabera Andriamanantsoa et Ambroise Ravonison dans le collimateur des forces de l'ordre. Ils ne se sont toujours pas présentés aux enquêteurs de la gendarmerie nationale. Ravonison (membre de l'Alliance démocratique, mouvance Ravalomanana) et Tabera Andriamanantsoa (secrétaire général du CRN, mouvance Zafy), sont dans le collimateur des forces de l'ordre qui, selon les déclarations du Colonel Ravalomanana de la gendarmerie, prendront leur responsabilité face « *aux fauteurs de troubles* ». Ils figurent sur la fameuse liste des personnes à arrêter. *Le Courrier* note que depuis les arrestations de Naika Eliane et de Raharinaivo Randrianatoandro, les leaders anti-HAT sont introuvables. A tel point que la récente déclaration de Raharinaivo Randrianatoandro selon laquelle « *la population manifeste de son propre chef* » semble confirmée. On n'entend plus parler de Vola Dieu Donné Razafindralambo. Yves Aimé Rakotoarisoa et les autres ex-parlementaires se réfugient dans une totale discrétion. Face à la disparition des leaders, les manifestants anti-HAT agissent en ordre dispersé. Ce qui devrait être un grand mouvement de foule est réduit à une timide guérilla urbaine, un rassemblement désespéré dispersé à coup de grenades lacrymogènes. A ce rythme, le gouvernement Roindefo est en passe de maîtriser la situation sur le terrain. Les observateurs se demandent ce que concoctent les trois autres mouvances qui ont lancé un ultimatum expirant le 20 septembre.

Andry Rajoelina isolé ?, s'interroge *Le Courrier*. L'absence au pays de ses mentors, Zazah Ramandimbiarison, son directeur de Cabinet, et de Norbert Ratsirahonana, intrigue les observateurs. Ils étaient pour la non reconduction de Monja Roindefo au poste de PM. Mieux, le directeur de Cabinet avait été mandaté par Andry Rajoelina pour l'informer de sa décision, mais la mission a échoué. Le Premier ministre, échaudé par ces manœuvres, se sent pousser des ailes et fait figure d'homme fort.

Les mouvances unies veulent passer à la vitesse supérieure le samedi 19 septembre, rapporte *The Times*. Elles invitent la population à descendre dans la rue. Et ce, conformément à leur décision de « *mener des actions dynamiques* ». Antananarivo, Toamasina, Antsirabe et Toliara seront les principales villes concernées. Selon les organisateurs, les représentants des

trois mouvances réunies conduiront la marche. [La manifestation sera en définitive annulée, cf infra.]

Les mouvances Zafy, Ratsiraka et Ravalomanana font le tour des chancelleries. Elles réclament l'application des Accords de Maputo. La coalition lance une offensive de charme envers la communauté internationale après s'être heurtée à la position du régime de Transition. Elles remettent à leurs interlocuteurs un mémorandum contenant des propositions pour la mise en œuvre des arrangements politiques conclus dans la capitale mozambicaine, notamment pour l'attribution des postes-clés de la nouvelle Transition. Les délégués s'appliquent également à convaincre leurs interlocuteurs de leur absence d'intention de recourir à la violence. Ils s'engagent en outre à ne pas mettre en place un gouvernement et des institutions parallèles à ceux des autorités de fait. Les trois mouvances ont donné la consigne à leurs supporters de ne plus se rassembler dans un espace ouvert. Au niveau des diplomates, le temps est encore à la prudence. Interrogé sur le sujet, l'ambassadeur de France, en attente d'accréditation, s'est refusé à tout commentaire. Il fait seulement part de son espoir de voir la situation évoluer avant le 4 novembre, date butoir fixée par l'UE pour décider du sort de son partenariat avec Madagascar.

Forces armées : grand déballage à huis clos. Le «*non-respect de l'orthodoxie militaire* » jette le trouble. Les représentants de toutes les promotions de l'Académie militaire d'Antsirabe vont se retrouver au cercle mess de Betongolo. « Une nouvelle réunion pour aplanir les problèmes au sein de l'armée ou accentuer le clivage ? » s'interroge L'Express. « On croyait l'abcès au sein des Forces armées crevé au cours des Assises militaires du mois de mai. [...] Ce n'est pas encore tout à fait le cas. «*Beaucoup de choses ne respectent pas l'orthodoxie militaire. Il faut en discuter et trouver les solutions*», a déclaré un colonel en activité, sous couvert de l'anonymat. [...] L'officier est sans concession pour critiquer le «*non-respect de l'orthodoxie militaire*. [...] Il existe des cas où des officiers commandent leurs aînés, chose inconcevable au sein de l'armée. Des institutions sont créées et sèment la zizanie entre nous. Nous notons également que les gestes et les déclarations qui frisent la politique sont toujours légion. [...] Tout cela crée des frustrations et génère des tas de questions dans les casernes sans qu'elles soient exprimées», a-t-il ajouté ». Les organisateurs déplorent que les résolutions des Assises n'aient pas encore été suivies d'effet. « L'intérêt de la réunion réside également dans la prise de position des Ombimanga [militaires gardiens moraux des traditions élus par leurs pairs], concernant la relation entre l'armée, devenue une composante incontournable de l'échiquier politique, et la situation politique actuelle. En tant que citoyen, nous avons notre opinion sur la question », a souligné le colonel. Il y a malaise chez la « grande muette » et l'armée malgache ne veut plus être qualifiée de « grande aveugle ». Pour Tribune, l'armée, déchirée par les politiques, aura fort à faire pour retrouver sa virginité et redorer son blason, tant aux yeux de l'opinion que de la nationale internationale.

« Effervescence au sein de l'armée », titre le quotidien Les Nouvelles. « Cette invitation soulève quelques interrogations, en ce sens qu'elle intervient à un moment où les déclarations affirmant «*l'unité de l'armée*» se multiplient. [...] D'aucuns estiment que les hommes en treillis auraient des divergences de vue qu'ils ne peuvent, pour l'instant, dépasser. Celles-ci se sont notamment manifestées par les incidents survenus à l'aéroport au retour de Manandafy Rakotonirina, lorsque celui-ci a été pris à parti par des éléments du CAPSAT et qu'un capitaine du RFI s'est interposé. A ce fait s'ajoute la présence massive des militaires du RFI, venus pour «*défendre*» Edmond Rasolomahandy à son arrivée à Ivato et la déclaration du général Désiré Ramakavelo qui suggère la médiation des militaires dans la crise politique. Ce rendez-vous intervient également dans un contexte où les pressions pour le respect des accords de Maputo se font de plus en plus marquées, y compris de la part de militaires. «*Nous exigeons que la mouvance Andry Rajoelina retourne à la table des négociations pour reprendre les discussions*», lancent ceux de Fianarantsoa qui, en outre,

«condamnent le fait d'empêcher le peuple de s'exprimer sur la place de la Démocratie». Des hauts gradés de Mahajanga vont plus loin et ne cachent pas leur dessein de «mettre en place un directoire militaire à Mahajanga, ainsi qu'un comité de vigilance dans chaque district si aucune mesure n'est prise pour résoudre cette crise. Nous allons empêcher toute circulation de biens et de personnes», ont-ils même affirmé. Ce serait, bien évidemment, un scénario catastrophique, rappelant singulièrement ce qui s'est passé durant les temps forts de la crise de 2002 ».

Le KMD pour confier la conduite de la Transition à la société civile. « La reprise des négociations n'est pas nécessaire car cela ne fera qu'empirer la situation actuelle », affirme le « Komity Miaro ny Demokrasia », (KMD Bemiray). Et d'expliquer qu' « une Transition de fait existe en ce moment mais il convient d'améliorer certaines structures mises en place ». A cet effet, le KMD propose de confier la conduite de la Transition et la nomination de ses membres à la société civile.

Edito des Nouvelles : le cycle infernal. « En fait, on commence à mieux comprendre pourquoi le pouvoir en place s'entête à mettre en place unilatéralement un gouvernement et autres chefs d'institutions, une décision qui ne répond pas aux termes des Accords de Maputo. Cela n'a pour but, ni plus ni moins, que d'arriver à de nouvelles négociations. Pourquoi, va-t-on se demander ? La réponse est toute simple : en fin de compte, le pouvoir en place s'est senti, à tort ou à raison, lésé (pour ne pas dire floué) lors des négociations qui ont abouti aux Accords de Maputo I. Les résultats obtenus n'ont pas été à la hauteur de ses aspirations. Et si de nouvelles négociations sont engagées, il n'a rien à perdre mais tout à gagner. Mais une autre question va se poser : est-ce que les autres mouvances accepteront de lâcher du lest ? Ce qui est moins sûr ! Il est fort improbable qu'elles le feront en regardant comment les choses se présentent. Une mouvance n'a-t-elle pas déjà annoncé qu'elle va étendre ses actions dans les autres régions ? Et plus les mouvements de contestation se renforceront, plus dures seront les répressions. Le grand danger est que si de nouvelles négociations sont engagées, au bout du compte, il y aura toujours une partie qui se sentira lésée. Et qui peut prédire qu'on ne se retrouvera pas dans le cycle infernal : échauffourées – répressions et arrestations – négociations. Ce cycle peut se renouveler sans qu'on puisse prévoir à l'avance quand cela va se terminer. Qui aurait pensé qu'on se retrouverait dans la situation d'aujourd'hui et cela après neuf mois de crise ? Et plus cette situation perdure, plus il y aura une accumulation de rancunes qui seront difficiles à effacer. Pour le moment, la seule solution se trouve dans l'application à la lettre des termes des Accords de Maputo I. Autrement, on se retrouvera entraîné dans ce cycle infernal tant redouté et redoutable ».

Recherche d'un acquéreur pour « Force one II ». La HAT ne parvient toujours pas à vendre l'ancien avion présidentiel. Le *Quotidien de La Réunion* révèle que des experts français se sont rendus à Madagascar pour effectuer une expertise de l'appareil. Son prix de vente, inférieur au prix d'achat [60 millions de dollars], se situerait entre 30 et 35 millions d'euros.

Le président de HAT invité à l'assemblée générale des Nations Unies, à partir du 23 septembre. La délégation malgache quittera la Grande Ile le 20, via Paris. « Le président a été invité à New York pour assister à la session de l'assemblée générale consacrée au changement climatique », a indiqué la porte-parole de la présidence. « Naturellement, cette (invitation) témoigne d'une certaine reconnaissance du gouvernement d'union nationale que nous avons mis en place ». Certains observateurs estiment que cette incitation peut être interprétée comme un assouplissement de la position des Nations unies. Par contre, Madagascar ne sera pas représenté aux prochaines assemblées de la Banque mondiale et du FMI, début octobre à Washington. Les Nations Unies ont fait savoir peu après que cette invitation n'est « en aucun cas une reconnaissance, ni un début de reconnaissance », ajoutant que des politiciens en activité ou pas de différents pays ont aussi été invités à cette conférence onusienne. «

Commentaire de Ndimby A. sur le blog Fijery : « Le seul espoir est que là-bas, isolé de sa base et de son entourage malfaisant, et entouré de personnalités internationales qui pourront lui apprendre le B.A.Ba du sens de l'Etat, Andry Rajoelina puisse enfin ouvrir les yeux ».

Madagascar et sa biodiversité unique ne pouvaient être laissés en dehors de cette réunion primordiale pour l'humanité », aurait commenté un diplomate, passant sous silence le fait que depuis le début de l'année la déforestation massive s'est amplifiée dans les réserves naturelles...

Déclaration du président de la 64^{ème} session de l'assemblée générale de l'ONU : « Nous condamnons tout changement de régime par la force, dont les coups d'État, dans n'importe quel pays, qu'il s'agisse du Honduras, de Madagascar, de la Mauritanie ou de la Guinée »

17 septembre : Monja Roindefo accuse les opposants d'avoir tenté de soudoyer l'armée, dont le malaise interne est patent. Nouvelles condamnation de la « partialité » des médiateurs du CIC et de leur « ingérence » dans les affaires nationales.

Monja Roindefo accuse les opposants d'avoir tenté de soudoyer l'armée. Lors d'un entretien téléphonique au Monde, le Premier ministre a déclaré : « Ils [les opposants] ont payé des militaires pour essayer de nous déstabiliser. Cela a échoué », avant d'ajouter : « Ils risquent de faire basculer Madagascar dans une autre crise. Ils fomentent des troubles, ils envoient des casseurs. Ils se sont érigés en chefs de guerre virtuels. Heureusement, sur le terrain, les conséquences sont limitées. Nous maîtrisons la situation, l'administration fonctionne ».

Création d'un « Comité pour la défense de la démocratie de la Transition ». The Times annonce cette création qui rassemblerait « des individus jusque là inconnus du grand public mais qui, grâce à l'entregent des médias publics, s'offrent un généreux plateau sur TVM et RNM ». Ses animateurs auraient appelé à des contre-manifestations « pour montrer que la population est contre la Charte de la Transition et les Accords de Maputo ».

Les « légalistes » retournent au Magro. Après une semaine de break, les «légalistes» vont retrouver leur Place de la Liberté. Il s'agit d'une séance de prière en faveur de l'application des Accords de Maputo. La mouvance Ravalomanana (sans les mouvances Ratsiraka et Zafy), tente ainsi de contourner le problème de l'interdiction des rassemblements politiques non autorisés. «Il s'agit d'une séance de prière pour la Nation suivie d'un rapport et de consignes concernant l'application des accords de Maputo», a soutenu le chef de la mouvance. Fetison Andrianirina a réfuté la thèse du non-respect des dispositions des Accords de Maputo, relatives à la suspension des manifestations et des provocations. «Il ne s'agit pas d'une manifestation politique dans la rue», a-t-il indiqué.

« Bas-quartiers contre 3 mouvances », titre Midi, au sujet des manifestations prévues ce samedi 19 septembre. Les membres du « Komity Miaro ny Demokrasia sy ny Tetezamita Fitiavana » (KMDTF) seront présents sur la Place du 13-Mai si cette manifestation est confirmée. Ce comité préparerait pour parer à toute éventualité, croit savoir le quotidien, qui observe que depuis le début de la semaine, les meneurs des trois mouvances ont déserté la Place du 13-Mai, sans doute par crainte des arrestations. 40 leaders « légalistes », qui fréquentent le Magro seraient dans le collimateur des éléments de la FIS et du colonel Richard Ravalomanana.

Des membres de la HAT et des ministres de la Transition renforcent leurs liens avec le régime. Ils ont coupé tout contact avec leurs formations et se retournent même contre elles, observe L'Express. Ils dénoncent la pratique de leur mouvement d'origine pour justifier leur changement de camp. C'est le cas, entre autres, d'Alain Andriamiseza qui vient d'être

nommé ministre de la Pêche et des ressources halieutiques ainsi que de Pierre Holder Ramaholimasy et de Herimanana Razafimahefa. Le fondateur du MCDM a déploré qu'aucun dirigeant des manifestations d'Ambohitatovo n'ait été désigné membre du gouvernement Manandafy. La composition de la délégation des pro-Ravalomanana aux négociations du Carlton n'aurait pas non plus été établie d'un commun accord.

Yvon William Randriazanakolona, alias Sareraka, préconise une révision de toutes les lois « qui n'ont servi que les intérêts des bailleurs de fonds et de la communauté internationale ». Sareraka, qui a fondé un groupe de réflexion, estime que *« depuis des années, nous sommes liés et assujettis à des lois et accords. Il est maintenant temps qu'on révise sérieusement tous ces textes si l'on veut sortir ce pays du sous-développement... »*. Le fondateur du « Groupe de réflexion Sareraka », réunit de jeunes opérateurs, intellectuels et politiques de diverses régions. Sareraka pense que les accords de Maputo dénotent une *« partialité flagrante »* des médiateurs du GIC, qui chercheraient à imposer un schéma favorisant les seuls intérêts des anciens dirigeants *« vomis par le peuple. [...] Il est impensable et inadmissible qu'on cherche à faire revenir ces gens au pouvoir. Si les négociations entre les différentes mouvances devaient être poursuivies, cela doit se passer à Madagascar avec ou sans la médiation internationale. Mais il faudrait surtout que l'équipe du GIC soit recomposée autrement si elle persiste à reprendre sa mission. En tout cas, les médiateurs internationaux ne peuvent imposer quoi que ce soit... »*. Il dénonce la stratégie des partisans des trois mouvances, qui consisterait à provoquer une guerre civile afin de salir la réputation de la HAT. Il souhaite que le pouvoir de Transition accélère la tenue de la Conférence nationale prévue après les Assises régionales de juin. Cette conférence devrait déterminer les différentes échéances électorales en vue de l'avènement de la 4^{ème} République.

« Radio Fahazavana et 89.6 FM - Intox et pirate ! » dénonce La Vérité. Depuis quelques jours, ces radios lanceraient de véritables appels au crime. Radio Fahazavana, d'obédience protestante, se répandrait en rumeurs et autres intox. Une radio pirate, émettant sur 89.6 FM, jouerait également à ce jeu dangereux. Elle diffuserait en permanence des spots hostiles au régime transitoire, assortis d'appels incessants à descendre sur la Place du 13-Mai. Personne ne serait en mesure de localiser l'endroit d'où elle émet.

18 septembre : l'armée, sollicitée par la société civile et des représentants des 4 mouvances pour une médiation, semble vouloir prendre ses responsabilités. Les trois mouvances anti-HAT renoncent à leur meeting commun.

Dialogue de la société civile à Ankerana : l'armée sollicitée pour une médiation. Mais il n'est pas question de lui proposer les postes de Président, de vice-Président, ou de Premier ministre de la Transition comme les trois mouvances l'avaient auparavant revendiqué. Une mission qui s'accomplirait, en cas d'accord, avec la société civile. Cette résolution a été prise par des représentants des quatre mouvances, ainsi qu'avec ceux de 29 organisations de la société civile, réunis à la Résidence d'Ankerana. *« Les participants ont convenu que la société civile et l'armée devraient prendre leurs responsabilités pour réunir les quatre chefs de mouvances et reprendre le dialogue pour la mise en œuvre des Accords de Maputo »*, ont déclaré les organisateurs. Le général Ramakavelo, de la mouvance Rajoelina, Fetison Rakoto Andrianirina, de celle de Ravalomanana, Emmanuel Rakotovahiny et Ramisandrazana Rakotosoa, respectivement des mouvances Zafy et Ratsiraka, étaient, entre autres, présents au rendez-vous. *« Le problème sera résolu dans quelques jours si la médiation est confiée à la société civile et à l'armée. Les quatre mouvances se sont mises d'accord sur ce point »*, a avancé Désiré Philippe Ramakavelo. De son côté, Jean Pierre Rakotofiringa, du CCOC, a précisé que dans cette démarche, la question n'est pas de remettre en cause l'initiative d'Andry Rajoelina d'occuper le poste de Président de la Transition et de maintenir Monja Roindefo dans sa

fonction de Premier ministre. « Il s'agit d'une position unilatérale qui n'est pas approuvée par tout le monde. En réalité, aucune institution de la Transition n'a été mise en place », a-t-il soutenu. Pour RFI, il va falloir du doigté à la société civile pour ne pas froisser la communauté internationale qui chaperonnait jusqu'à présent les négociations. « C'est un avancement dans la recherche d'une solution, un pas en avant pour la mise en œuvre des Accords de Maputo », assure Jean-Pierre Rakotofiringa.

Armée : les officiers influents se mobilisent. « Nous allons discuter avec le commandement », a indiqué le général Lucien André Rakotoarimasy, ancien Cemgam) le plus ancien des hauts gradés des « Ombimanga », lors du conclave au cercle mess de Betongolo qui n'a vu la participation ni du le ministre des Forces armées, ni du Chef d'Etat major général des Forces armées. L'officier est resté très discret sur les conclusions de la réunion mais le verrouillage de la communication semblait dissimuler une volonté de prise de responsabilités. L'un des points à discuter avec les autorités militaires devrait concerner la concrétisation des décisions prises lors des Assises militaires.

Selon Les Nouvelles, les « Ombimanga » auraient fixé un ultimatum de 72 heures à Monja Roindefo pour céder le poste de Premier ministre à une personnalité de consensus. Une exigence à laquelle le président de la HAT, Andry Rajoelina, aurait également été «sommé» de se soumettre. « Selon le souhait des chefs militaires, un officier général issu de leurs corps a déjà été proposé au président de la HAT pour succéder à Roindefo Monja. Cela répond, dans une certaine mesure, à la revendication des trois mouvances pour la nomination de militaires à la tête des hautes instances de la Transition, notamment en ce qui concerne la vice-Présidence et la Primature... car il semble éloquent que les militaires entendent «garder» Andry Rajoelina à la présidence de la Transition. Néanmoins, il sera difficile pour le président de la HAT de se démettre du Premier ministre dont il a fait l'éloge et qu'il a déclaré soutenir (ou maintenir) sur la base des consultations qu'il a entreprises. Mais sans le soutien des militaires, Andry Rajoelina ne serait jamais devenu président du pouvoir de Transition. Or, le voilà maintenant plutôt «acculé» à se conformer aux exigences de ceux-là qui l'ont propulsé au pouvoir. Dès lors, il pourrait faire face à un casse-tête chinois où il aura à choisir entre la pression des militaires et celle des «Forces du changement pour le développement» (FCD). Ces dernières ont été consultées en vue de l'échéance du 4 septembre où les mouvances devaient remettre leurs propositions de sortie de crise suite aux rencontres de Maputo II ».

Fausse alerte de kidnapping contre Monja Roindefo : des rumeurs persistantes ont annoncé qu'un groupe de militaires et de gendarmes auraient tenté de kidnapper le Premier ministre et que ce dernier aurait quitté la Primature après avoir été informé de ce projet dont l'objectif serait de le contraindre à démissionner. Certains, rapportent *Les Nouvelles*, ont même avancé qu'il aurait d'abord été «séquestré» puis «isolé sous la surveillance d'un imposant détachement des forces de l'ordre». L'information a été formellement démentie.

Meeting commun : les trois mouvances renoncent. La grande manifestation conjointe n'aura pas lieu. «Nous avons décidé de renoncer à l'organisation d'une manifestation tant que son encadrement n'est pas assuré», a indiqué l'ancien Premier ministre Emmanuel Rakotovahiny. «S'il se passe des choses, ce ne sera pas à la suite de l'une de nos initiatives», a-t-il prévenu. Les bruits d'une éventuelle manifestation sur la place du 13-Mai se sont répandus comme une traînée de poudre, créant une psychose dans la ville. Les appréhensions d'un affrontement sont renforcées par l'approche de l'expiration de l'ultimatum fixé par la coalition qui a donné jusqu'au 20 septembre à la mouvance Rajoelina pour revenir à la table des négociations. Mais pour l'instant, la coalition concède l'absence de scénario arrêté pour la suite de son mouvement.

Le colonel Ndriarijaona critique les ex-présidents. Dans un communiqué, le Cemgam n'a pas mâché ses mots contre les trois anciens présidents. Il a fustigé *«ceux qui sont à l'origine des crises de 1991, de 2002 etc..., ayant lutté les uns contre les autres et qui sont maintenant ensemble pour la conquête du pouvoir»*. Il demande aux hommes politiques de trouver une solution à la crise politique.

Magro : les «légalistes» abandonnés. Les partisans de Marc Ravalomanana sont revenus au Magro pour y tenir un culte, sous l'étroite surveillance des forces de l'ordre, mais sans procéder aux habituels discours politiques. Aucun dirigeant du mouvement n'a été aperçu. Pour la suite du programme, l'animateur a demandé à l'assistance de rester à l'écoute des radios. D'après *Midi*, des éléments des forces de l'ordre se sont mis à la recherche des dirigeants du mouvement, mais leur tentative a échoué.

Jean-Marc Châtaigner visite Naïke Eliane. Egalement citoyenne française, elle a reçu la visite en détention du chef de la mission diplomatique. D'après *Le Courrier*, l'ambassadeur a inspecté le lieu de détention et s'est enquis des conditions de son incarcération. Un représentant des Nations Unies aurait également interrogé le ministère des Affaires étrangères sur le cas de Naïke Eliane, qui aurait été victime de brutalités.

Objectivité et mémoire courte. *Le Courrier s'interroge : « Il est quand même étonnant d'entendre actuellement ces voix issues de divers horizons qui condamnent le régime de Transition. Unilatéralisme, terrorisme d'Etat, partialité... sont les termes les plus en vogue, et elles usent et abusent même. Pourtant si elles veulent être un tant soit peu objectives, ces mêmes voix devraient également expliquer pourquoi elles se sont tues 7 années durant alors que ces mêmes termes, elles auraient pu les utiliser pour qualifier le régime de l'époque. Où étaient-elles ces voix quand Ravalomanana emprisonnait à tour de bras ses adversaires politiques et ses concurrents économiques ? D'aucuns pourrait rétorquer comme raison de leur silence que de tels abus n'ont jamais existé à leurs yeux. Si cela était, nous aurions donc vécu 7 années paradisiaques où tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes... »*

19 & 20 septembre : La communauté internationale prend l'initiative d'une rencontre à haut niveau. Le Premier ministre aurait subi des pressions de la FIS et de l'armée pour démissionner.

Groupe de contact : réunion à Antananarivo le 6 octobre. L'UA, de concert avec le GIC, organise une rencontre de haut niveau pour discuter du dossier de la Grande Ile après l'échec de Maputo II. Le communiqué rappelle la position de l'UA contre les *«mesures unilatérales prises par les autorités de fait»*, en faisant référence au *«gouvernement d'ouverture»* du Premier ministre. L'organisme panafricain rappelle également l'expiration du délai de 6 mois pour le retour à l'ordre constitutionnel fixé au 16 septembre et prévient qu'il est indispensable d'obtenir des résultats à l'issue de la rencontre. Elle brandit à nouveau les menaces de sanctions *«y compris des sanctions ciblées à l'encontre des auteurs du changement anticonstitutionnel et de tous ceux qui contribuent au maintien de l'illégalité»*. À l'instar d'Emmanuel Rakotovahiny, chef de la délégation de la mouvance Zafy, les mouvements des trois anciens présidents ne cachent pas leur satisfaction. *«En principe, l'ultimatum du 20 septembre que nous avons fixé n'a plus sa raison d'être après la décision l'UA»*, a-t-il même indiqué pour lâcher du lest et montrer leur bonne foi. Des ministres de grandes puissances partenaires de Madagascar et membres du conseil permanent du Conseil de sécurité de l'ONU sont attendus. L'UA sera représentée par Jean Ping et Ramtane Lamamra, respectivement président de commission et président du Conseil de paix et sécurité. Les

facilitateurs des négociations devront également être de la partie. La France sera représentée pour cette échéance importante.

Monja Roindefo réagit sur d'éventuelles manœuvres entreprises à son encontre. Il n'a pas hésité à pointer du doigt le GIC qu'il accuse de faire des trois autres mouvances des chefs de guerre face à la mouvance Rajoelina. Le chef du gouvernement a malgré tout manifesté sa confiance en l'unité des forces armées. *«Le fait que certains militaires revendiquent un autre Premier ministre ne devrait pas être gênant. En tant que citoyens, ils peuvent avoir leurs propres convictions. Mais ce n'est pas le cas au niveau des commandements ainsi que des différentes hiérarchies»*, a-t-il soutenu. Selon lui, le GIC veut imposer ce qu'il veut dans le processus de résolution de la crise. *«Je n'ai pas de temps à perdre dans un débat stérile. Mais nous devons cependant prouver à la communauté internationale notre conviction pour un retour à l'ordre»*, a-t-il ajouté en distinguant celle-ci du GIC.

Monja Roindefo ne compte pas démissionner. D'après *Midi*, les rumeurs de prise d'otage du Premier ministre qui ont défrayé la chronique ces derniers jours reposent sur le fait que les lieutenants-colonels Charles Andrianasoavina et Lylison René ont débarqué à l'improviste au Palais du Sénat à Analamahitsy où siègent les « *Forces du Changement* ». Ils



avaient pour mission de convaincre les dirigeants à contraindre Monja Roindefo de démissionner. Interrogé sur l'ultimatum de 72 heures lancés par des officiers non identifiés qui nommeraient un Premier ministre militaire à l'expiration de ce délai, il a répondu : *« Je ne tiens pas compte de cet ultimatum car il ne m'a pas été notifié »*. Et d'enchaîner sur ses relations avec les lieutenants-colonels Charles et Lylison : *« Je n'ai pas de problèmes avec eux. Ils ne cessent de me rendre compte de ce qu'ils font »*. Le locataire de Mahazoarivo de

conclure : *« Le torchon ne brûle pas entre Ambohitsorohitra et Mahazoarivo. Peut-être qu'on ne s'entend pas sur certaines méthodologies de travail, mais cela ne veut pas dire qu'il y a des relations conflictuelles »*.

Cafouillages autour de l'invitation aux Nations Unies. Andry Rajoelina participera donc à l'assemblée générale des Nations unies et à une réunion sur le réchauffement climatique. Une décision pour le moins étonnante compte tenu de la position de la communauté internationale, s'étonne *RFI*, qui rappelle cependant que l'AG des Nations Unies dispose de son administration et de son protocole et qu'il est fréquent que des Etats invitent des chefs d'Etat dont les régimes sont jugés illégitimes par la communauté internationale. Il faut pour ce faire que l'AG soit saisie, ce que ni le groupe de l'UA ni le groupe africain n'ont fait. Oubli volontaire ou négligence ? En tous cas, pour Andry Rajoelina, ce voyage est une bonne opération mais il ne gagne pas sur tous les terrains : l'audience qu'il avait demandée au secrétaire général lui a été refusée *« diplomatiquement »* pour cause d'agenda chargé. Autre déception, Andry « *TGV* » n'aurait pas reçu de carton d'invitation de Barak Obama, qui doit offrir un déjeuner aux chefs d'Etat africains. Les 3 mouvances adoptent la même position : *« ce n'est pas une reconnaissance du pouvoir de fait, c'est une reconnaissance du peuple malgache »*. Ny Hasina Andriamanjato, déjà sur place, a assisté à la cérémonie d'ouverture de la session de l'AG. Il a aussi participé à une séance de travail sur la crise financière et économique.

D'après *Midi*, la délégation de la HAT a passé deux jours à Paris et avait prévu des rencontres privées avec des hommes politiques malgaches et français. Andry Rajoelina aurait essayé, suite aux conseils de diplomates, de rencontrer Didier Ratsiraka. Il semble que l'alternative d'une élection dans les plus brefs délais ait été évoquée.

La mouvance Ravalomanana a envoyé une lettre aux Nations Unies, demandant de ne pas reconnaître le gouvernement de Transition. *« Le seul gouvernement, qui devrait être reconnu*

comme autorité légitime de Madagascar et la représenter en particulier au sein des Nations Unies, est celui qui sera prochainement issu du complet aboutissement du processus consensuel et inclusif de Maputo », déclare le courrier.

Fetison Rakoto Andrianirina : « *On veut opposer la mouvance Ravalomanana à la France* ». « La France est un partenaire culturel et économique de Madagascar et le restera. [...] Les investissements français font l'objet d'un accord de protection que le pouvoir Ravalomanana a respecté et respectera. Le constat actuellement est qu'une frange de plus en plus grandissante de la population malgache s'interroge sur le rôle de la France dans les événements actuels. Aux yeux de cette frange de l'opinion, l'image de la France en tant que partenaire est supplantée par celle d'autres puissances tutélaires. Nous connaissons tous le niveau des relations entre la France et Madagascar. Ce niveau de qualité n'a jamais exclu une ouverture aux autres mondes. [...] Nous partageons avec la France la même culture, et c'est la raison pour laquelle il [Marc Ravalomanana] a bataillé âprement pour que Madagascar héberge le Sommet de la Francophonie l'année prochaine. Il a aussi ouvert le pays aux acteurs pétroliers français, en particulier Total. Aussi, je pense que le renforcement des relations entre les deux parties requiert transparence, droiture et traitement réciproque en partenaire ».

Francis Soler, de la LOI : **l'origine de la crise politique malgache n'est la pauvreté, mais la richesse.** C'est à chaque fois que le pays connaît un décollage économique qu'il se produit un clash entre les dirigeants et une partie de la population. La mauvaise répartition des fruits de cette croissance et son accaparement par une minorité sont les générateurs des tensions passées, actuelles et à venir. De ce point de vue, il y a similitude entre la crise de 2002 et celle



de 2009. Cette analyse a été formulée au cours d'un débat organisé par TV5 Monde et RFI, auquel participaient le vice-Premier ministre de la Santé et Alain Tehindrazanarivelo, neurologue, directeur de cabinet du maire de Romainville, consultant impliqué de manière discrète dans les Accords de Maputo. Ce dernier a expliqué que l'effectivité du pouvoir de la HAT est reconnue, non sa légitimité, encore moins sa légalité. Il s'agit donc de ramener le régime, par le biais du dialogue avec les autres forces politiques, sur des bases acceptables au niveau du droit international. Mais la « fluctuation » des positionnements personnels, doux euphémisme pour qualifier les retournements de veste et autres trahisons, rend la tâche difficile. Selon Sobika, « cette émission, qui serait banale en Europe, a eu un impact considérable à Madagascar. Cela tendrait à prouver le déficit de dialogue constructif entre les différentes composantes de la vie publique ». Dans la soirée, une trentaine d'officiers malgaches en formation en France, se sont retrouvés en toute discrétion au domicile de ce dernier à Romainville, pour lui apporter leur soutien dans sa démarche de réconciliation et de remise aux normes de la gouvernance. [A leur demande, les visages ont été floutés].

21 septembre : l'armée n'exclut plus de jouer un rôle de médiation. Le Sommet du 6 octobre organisé à un très haut niveau et sans la participation directe des 4 mouvances. Ultimatum d'Albert Zafy suspendu.

Prolongement de la rencontre de la résidence d'Ankerana. Un comité de coordination constitué. Composé de 7 personnes issues de la société civile, il devra organiser un nouveau rendez-vous avec les 4 mouvances et prendre contact avec les forces armées. Le général Désiré Ramakavelo recommande des négociations facilitées par des parties malgaches, à savoir, les forces armées et la société civile, et ce avant le 6 octobre, date de la nouvelle rencontre des médiateurs étrangers à Madagascar. Après la réunion des « Ombimanga », la position de la hiérarchie militaire connaît une évolution. Ainsi, le chef d'Etat-major général,

le colonel André Ndriarijaona, a avancé que l'armée ne se refusera pas d'endosser le rôle de médiateur au cas où la population en ferait la demande et si cela sert les intérêts supérieurs du pays. Plus encore, l'officier n'a pas écarté l'idée selon laquelle un militaire pourrait accéder au poste de Premier ministre de consensus. Le Cemgam a notamment avancé que cela dépend d'une entente entre toutes les forces vives du pays et de la décision commune des militaires.

Obligation de réserve : mise en garde des patrons de l'armée. Ils ont déclaré qu'ils ne resteront pas bras croisés, pointant du doigt ceux qui l'ont violé, à l'image d'un capitaine qui a porté dans un quotidien de sévères critiques sur l'institution. Pour ce dernier, sa sortie médiatique ne constitue pas une insubordination. *«Nul n'est tenu d'obéir à un ordre manifestement illégal. Ce courrier est une sonnette d'alarme, peut-être bien la dernière»*, a-t-il affirmé. Il avait écrit dans sa lettre que *«la hiérarchie est détruite à jamais. Demain, nous aurons un chef d'État-major capitaine, un ministre commandant et un sergent président de directoire militaire»*.

Sommet du 6 octobre : sans les 4 chefs de mouvances ! Les quatre mouvances politiques, y compris les chefs de file aussi bien à Madagascar qu'à l'étranger, ne participeront pas d'une manière directe au rendez-vous. C'est en quelque sorte une désapprobation de leur attitude trop inflexible qui a fait capoté Maputo 2. En revanche, les membres du GIC organiseront des séances de consultations élargies en marge de leur réunion. La réunion du 6 octobre, organisée par l'UA, verra ainsi la participation exclusive des membres du GIC, qui comprend les 5 pays membres permanents du Conseil de sécurité. Les 3 pays africains, membres non permanents du Conseil, font également partie du groupe de contact : l'Ouganda, le Burkina Faso et la Libye assurent la représentation tournante du continent africain. Les organisations internationales concernées par la situation à Madagascar complètent le tableau. Ce sont, entre autres, la COI, la SADC, l'UA, les Nations Unies et l'OIF. Cette fois-ci, la participation du Groupe de contact se situe à un niveau élevé capable de prendre des décisions. Jean Ping et Ramtan Lamamra, respectivement président de Commission et président du Conseil de sécurité et de la paix dirigeront l'équipe de l'UA. Des ministres de grande puissance sont également attendus. Pour Sobika, *« d'emblée, la pression sera autrement plus élevée que lors de Maputo mais le match s'annonce partagé. Jean Ping a toujours soutenu Marc Ravalomanana, la France est, quant à elle, plus proche d'Andry Rajoelina. L'avis des États-Unis et de la Libye pèsera fort dans la balance. Les acteurs concernés par les consultations vont devoir bien travailler leur argumentation et surtout fournir des propositions applicables de suite. Une date ultime de plus ! »*

La mouvance Andry Rajoelina ne retournera pas à la table des négociations si on fait pression sur elle, a déclaré selon Norbert Lala Ratsirahonana, faisant allusion à cette nouvelle rencontre.

Zafy Albert : ultimatum expiré, pas d'actions avant le 6 octobre. L'ultimatum décrété contre Andry Rajoelina ne sera pas suivi d'effet dans l'immédiat. Les opposants attendent l'arrivée des représentants de l'UA annoncée pour cette date. Ainsi, une réunion des trois mouvances a été annulée et le meeting quotidien des pro-Ravalomanana au Magro, suspendu.

Pour Le Courrier, les observateurs ont constaté que depuis Maputo Andry Rajoelina n'était plus vraiment le véritable "commandeur en chef" de sa mouvance. Monja Roindefo a son mot à dire, quitte à aller carrément à l'encontre des principes signés par Andry Rajoelina. Il a constitué son gouvernement unilatéral sans aucune référence aux Accords de Maputo mais à la Constitution de la IIIe République qui, selon Andry Rajoelina, est enterrée. Dans une de

ses récentes déclarations, Monja Roindefo a préconisé « *une transition imposée* » suivie de l'organisation dans les meilleurs délais de la vérité des urnes.

Constant Raveloson : « *Le PDS d'Antananarivo doit prendre ses responsabilités* ». Le leader du MFM, qui continue de fuir la menace d'arrestation, déplore l'absence de débats démocratiques dans la capitale. Les manifestations politiques sont interdites, tant sur la Place de la Démocratie que sur la Place du 13-Mai. « *En tant que premier magistrat de la ville, le PDS est responsable de tout ce qui se passe dans sa circonscription. [...] Il ne suffit pas de mobiliser les gens à prendre leurs responsabilités devant les actes de vandalisme dans la ville des Mille. Pour moi, c'est un pompier pyromane* »

Marc Ravalomanana : « *Les efforts accomplis en sept ans sont tombés à l'eau* ». A l'occasion d'une interview au *Courrier*, il a procédé à une analyse des préjudices subis par le pays depuis le début de la crise. Il a rappelé que « *depuis 2003, Madagascar fait partie des pays à développement humain moyen* ». Avant son avènement au pouvoir, la Grande Ile figurait parmi les pays les plus mal classés. Mais, seulement un an après son élection, l'IDH était supérieur à 0,5. Pour ce qui est de la pauvreté qui a toujours prévalu au sein de la population, l'ancien chef d'Etat a pu, avec l'appui des partenaires qu'il a rallié à sa cause, réduire celle-ci de manière conséquente, grâce à l'élaboration de politiques sectorielles concernant l'emploi, les PME, l'artisanat, le commerce, le développement de la microfinance et le processus d'industrialisation rurale. Les créations d'emplois, rien que pour 2005-2006, se sont élevées à 40.000, dans des domaines aussi variés que la soie, les fruits et légumes, la gemmologie, l'élevage, la maçonnerie, la mécanique. Les investissements n'ont pas été en reste, a précisé Marc Ravalomanana, puisque les IDE et les initiatives locales n'ont jamais été plus importants depuis l'indépendance, avec le soutien, entre autres, de *l'Initiative growing sustainable business*. Et de continuer que la crise politique se répercute sur la situation socio-économique de l'île. « *Je ne suis pas victime. C'est le peuple malgache qui est victime de ces agissements malsains de ces gens qui ne pensent qu'à leurs intérêts personnels* » a-t-il conclu.

22 septembre : condamnations légères pour Manandafy Rakotonirina et Ihanta Randriamandranto. Liberté provisoire pour Éliane Naika. Les trois mouvances organiseront un meeting au stade de Mahamasina. La « Françafrique » sur la sellette.

Manandafy Rakotonirina et Ihanta Randriamandranto condamnés à la prison avec sursis. La Justice a eu la main légère pour le « *Premier ministre* » de Marc Ravalomanana, président du MFM et la chef de file des « *femmes légalistes* » : ils ont été condamnés respectivement à 2 ans et 6 mois de prison avec sursis. Les 2 officiers arrêtés avec Manandafy au Carlton ont aussi obtenu 2 ans avec sursis. Ce dernier est reconnu coupable d'atteinte à la sûreté de l'État et d'usurpation de titre suite à la présentation de son gouvernement. Ihanta est condamnée pour atteinte à la sûreté de l'État. Les colonels Harijaona Jacques et Théophile Ralaimandraibe ont été condamnés à 12 mois avec sursis, les 4 civils arrêtés au même moment écotent de la même peine. Ils assuraient la garde de Manandafy Rakotonirina et sont inculpés de détention illégale d'armes. Les deux leaders avaient bénéficié d'une liberté provisoire, qui avait permis à Manandafy de participer aux négociations de Maputo. Le verdict a été reporté à deux reprises depuis le procès intervenu le 4 août. Le verdict a soulevé immédiatement une levée de boucliers dans le camp pro-Ravalomanana, qui affirme que ces condamnations violent les Accords de Maputo. Le secrétaire général du MFM a annoncé sa décision d'interjeter appel. La HAT évoque le principe de l'indépendance de la Justice pour expliquer la position du régime. « *La Justice devait trancher selon le texte en vigueur, sans que personne puisse intervenir dans le traitement du dossier* », a indiqué la ministre Christine Razanamahasoa, qui précise au sujet de l'amnistie décidée à Maputo : « *Ces gens-là vont*

bénéficiaire de cette mesure. Mais avant cela, il faut encore que le Congrès de la Transition et le Conseil supérieur de la Transition soient en place pour ratifier le texte avant qu'elle ait force de loi.

Liberté provisoire pour Éliane Naika. L'ancienne sénatrice a bénéficié d'une liberté provisoire, en attendant son procès, le 13 octobre. Son avocate, Me Cotta, est intervenue sur RFI pour déplorer une arrestation et un interrogatoire «musclés». Elle considère qu'Éliane Naika se trouve dans un «*état physique et psychologique extrêmement alarmant*», en évoquant des blessures infligées à sa cliente par les hommes de la FIS. L'intéressée a toutefois déclaré avoir été traitée «*humainement*» lors de sa détention. Le ministère français des Affaires étrangères a déclaré dans un point de presse : «*notre ambassadeur lui a rendu visite en prison et nous sommes intervenus à plusieurs reprises auprès des autorités malgaches, y compris du président de la HAT, pour dénoncer la brutalité inacceptable de son arrestation ainsi que les motifs contestables de sa détention*». La France en profite pour rappeler «*la nécessité pour Madagascar de rompre avec les violences que génère une crise politique qui a trop duré et appelle l'ensemble des parties malgaches à faire preuve de responsabilité et à rejeter les provocations*».

Alternance dans les prisons : Un retour de manivelle ? Le Courrier écrit : «*Certains observateurs indiquent que le sort des pro-Ravalomanana n'est qu'un retour de manivelle. Car en effet au lendemain de la crise post-électorale de 2001-2002, des Ratsirakistes se sont plaints de la chasse à l'homme orchestrée par les pro-Ravalomanana. Durant le régime de celui-ci, plusieurs politiciens se sont dits victimes d'arrestations et d'emprisonnements arbitraires. La vie politique de la Grande Ile est alors ponctuée par une alternance dans les prisons. Quand ce cycle infernal cessera-t-il ? L'esprit de vengeance n'est pas prêt de s'évanouir*».

La coalition des trois mouvances projette d'organiser un grand meeting au stade de Mahamasina. Une demande d'autorisation a été déposée par Albert Zafy, dont l'ambition est de réunir toutes les forces vives qui cautionnent les Accords de Maputo le 26 septembre, avant le rendez-vous du 6 octobre avec le GIC. L'objectif est de fournir aux habitants de la capitale et aux partisans des trois mouvances un compte-rendu des Accords et les explications nécessaires à leur compréhension, en langue malgache. La déclaration d'Albert Zafy est la suite logique de la promesse qu'il avait faite après le refus du camp Rajoelina de revenir à la table des négociations. L'ancien chef de l'État avait fait part de sa détermination à «*prendre ses responsabilités pour faire respecter les Accords de Maputo*». Mais la coalition pourrait se voir opposer une fin de non-recevoir. Le préfet de police a toujours clamé que l'utilisation du Parc d'Ambohijatovo et du stade de Mahamasina est «*non négociable*». «*Le choix de Mahamasina est dicté par le souci de préserver la sécurité des biens et des personnes*», précise la demande d'autorisation. Une copie du courrier a été adressée aux ambassades ainsi qu'à Joachim Chissano.

Reprise de la zizanie à l'Arema sur fond de présidentielles. En cause, le maintien de Pierrot Rajaonarivelo comme secrétaire national, malgré son retrait temporaire causé par son exil en France. Des membres du Comité directeur ont pris position en faveur de Pierrot Rajaonarivelo et accusent la direction en place de tenir des propos calomnieux à l'encontre du secrétaire national qui n'a jamais été officiellement démis de ses fonctions. Début septembre, des membres de l'Arema sont montés au créneau pour clamer que Pierrot Rajaonarivelo n'est plus le secrétaire national et qu'en conséquence, il n'a plus aucun droit d'agir comme tel.

Analyse du Courrier : «*Depuis l'exil de son fondateur après la crise de 2002, le parti était entré en léthargie, la plupart des dirigeants étant soit en exil soit obligés de se taire devant un régime Ravalomanana qui n'hésitait pas à jeter en prison les derniers «résistants*». Quant aux militants de base, logiques avec une certaine culture politique malgache, ils préféreraient se taire ou rallier le

nouveau parti fort de l'époque. Quelques-uns, comme Pierre Raharijaona, par caméléonisme ou par solidarité ethnique, ont décidé de rejoindre l'orbite du parti présidentiel en créant l'Arema Matotra. Avec le double exil de Didier Ratsiraka et de l'homme qui incarnait, à l'époque, son renouveau, Pierrot Rajaonarivelo, le parti était au bord de l'implosion, avec la naissance de deux tendances antagonistes. Depuis, la relation entre les deux ne cesse de se dégrader à tel point que, lors des négociations au Carlton ou encore à Maputo, le courant Rajaonarivelo a été volontairement ignoré par celui de l'Amiral ».

Pour Sobika, « l'objectif de Pierrot Rajaonarivelo est la prochaine présidentielle. Mais il doit aussi exister politiquement dans la crise actuelle car après son exil, il n'est plus incontestable ni incontournable. La venue du GIC le 6 octobre peut sonner comme une opportunité pour lui de peser sur la scène, d'autant que les 4 chefs de file seront exclus des pourparlers. En tant que leader de l'Arema, c'est donc Pierrot Rajaonarivelo qui discutera avec les émissaires en lieu et place de Didier Ratsiraka. Le discours risque d'être différent ! La position de Pierrot Rajaonarivelo est 'des élections plutôt qu'une transition'. Pour autant, son problème reste l'amnistie de sa condamnation prononcée Ravalomanana. Bien que Maputo I ait déclaré l'amnistie pour les détenus politiques et les exilés, avec l'échec de Maputo II le premier Accord n'a pas été validé, Maputo I étant resté lettre morte. Or sans cette amnistie, il ne peut légalement se présenter. Pierrot Rajaonarivelo devrait dévoiler ses intentions prochainement ».

Jirama : le lieutenant-colonel Charles Andrianasoavina nommé membre du C.A, en qualité de représentant de la Primature. Le C.A est présidé par Haja André Resampa, S.G à la présidence de la HAT. Ce nouveau C.A a été constitué début juillet. Trois mois après, Charles Andrianasoavina a été promu lieutenant-colonel. Chose curieuse, fait observer Midi, il représente la Primature alors que le héros du CAPSAT revendique actuellement la démission de Monja Roindefo.



Françafrique : Andry Rajoelina aurait rencontré à Paris Claude Guéant, le secrétaire général de l'Élysée. « M. Claude Guéant est venu à l'hôtel, rue de Serbie (Paris) dimanche à 20H pour rencontrer M. Rajoelina » a déclaré un proche de l'entourage de Rajoelina cité par le site Mydago, et d'ajouter, photo à l'appui « Vous voyez bien qu'il (M. Rajoelina) est bien encadré par les Français ! Regardez son sourire ! ». D'après Africa Intelligence, Joachim Chissano a participé à la rencontre, ainsi que le secrétaire d'Etat à la coopération, Alain Joyandet. Tribune croit savoir que Tiébilé Dramé,

émissaire spécial des Nations unies, a également participé à ces rencontres. Le quotidien écrit : « La France est soupçonnée d'avoir imposé l'intégration de la mouvance Ratsiraka dans le processus de résolution de la crise par les partisans de la HAT et l'aile radicale de cette autorité de fait. Cette intégration est fortement dénoncée depuis l'échec de Maputo ou pour justifier son échec ».

« **Madagascar ne fait pas partie des pays voyous** ». Le Premier ministre a tenu à rassurer la population en déclarant que « les sanctions et l'embargo de la communauté internationale ne sont que des mots pour effrayer la population », avant de poursuivre « Madagascar ne fait pas partie des pays voyous ou des pays détenteurs d'armes de destruction massive ou un lieu de refuge de terroristes. » et de conclure « la Grande Ile ne sera jamais frappée d'un embargo international », rapporte la Vérité.

Accords de Maputo : le Leader Fanilo dénigre les opposants. Il pointe du doigt les anciens chefs d'État, Albert Zafy, Marc Ravalomanana, Didier Ratsiraka et le « Premier ministre » des « légalistes », Manandafy Rakotonirina. «Celui qui n'a jamais reconnu Marc Ravalomanana comme président, s'allie actuellement avec ce dernier. D'autres se retournent contre Andry Rajoelina après la prise de mesure qui leur permet de rentrer au pays», a-t-il évoqué.

Nations Unies : Andry Rajoelina « convoqué », laisse penser *Midi*. Il s'est entretenu à New York avec Jean Ping, président de la Commission de l'UA. Initialement, c'est Hailé Menkerios qu'il devait rencontrer, mais on suppose que Jean Ping fera part à l'ancien émissaire du SG de l'ONU de la teneur de son entretien. Pour le quotidien, « *cette rencontre semble donner raison à ceux qui font remarquer que, sous couvert d'une invitation à l'assemblée générale des Nations Unies, le président de la HAT était en fait convoqué à New York pour s'expliquer sur l'application de la Charte de Maputo. Et ce, loin des pressions et chantages de certains membres de son entourage et/ou de sa mouvance qui n'ont pas intérêt – au propre comme au figuré – à ce que les négociations reprennent entre les quatre mouvances* ».

Selon Sobika, « *cette invitation est un moyen d'engager un dialogue direct avec Andry Rajoelina « dans les couloirs » de l'institution. Jean Ping (farouche adversaire de la HAT) est présent, le GIC, Hailé Menkerios (1er émissaire de l'ONU pendant la crise), l'UA le sont aussi...Des conversations informelles sont donc tout à fait possible, en dehors des pressions des partisans de la HAT, pour préparer un terrain d'entente. La communauté internationale fait un geste de bonne volonté envers le président de la HAT en l'invitant et en lui donnant même la parole ! Ceux-ci attendent en bonne diplomatie, en retour, un geste de bonne volonté de sa part. La question qui est posée est donc : quel sera ce geste de bonne volonté pour satisfaire la communauté internationale, gagner sa reconnaissance et sortir de la crise ? Pour répondre à cette question, il faut déjà noter un détail important : Marc Ravalomanana n'a pas été convié à l'ONU alors que celui-ci était convié aux différentes réunions de la SADC ou de l'UA. Le cheval serait donc déjà choisi mais apparemment c'est la monture qui fait défaut ? Simple supposition mais qui sait ! La lassitude gagne tellement de terrain, du simple citoyen au plus gradé des médiateurs en passant par les investisseurs, que la communauté internationale veut en finir au plus vite avec cette crise, c'est-à-dire avant Noël* ».

De Genève, le GTT international a adressé une lettre ouverte au Secrétaire Général de l'ONU et aux Etats membres pour regretter « *que l'ONU, pourtant garant de l'application des conventions internationales, continue par « erreur administrative » d'émettre des invitations au régime putschiste de Rajoelina. L'invitation de ce jour de Rajoelina en temps que Chef d'Etat à l'Assemblée Générale des Nations Unies porte atteinte aux efforts de la Communauté Internationale et entérine une forme de légalisation des putschistes. Cette action compromet gravement les efforts du Groupe International de Contact et de l'ensemble de la Communauté Internationale* ». Le GTT demande au SG « *de refuser la présence de la délégation Rajoelina dans toutes les réunions, l'application de sanctions fermes pour les instigateurs du putsch, le refus systématique des demandes de visas des instigateurs du coup d'Etat et des membres de la HAT* ».

23 & 24 septembre : voyage très controversé du président de la HAT à New York. Le maintien de Monja Roindefo au poste de Premier ministre reste le principal facteur de blocage. L'organisation rapide d'élections présidentielles fait débat.

Le président de la HAT a été écarté de la liste des orateurs à la tribune de l'ONU. Aucune explication officielle n'a été fournie. Dans la liste publiée en temps réel sur le site des Nations Unies, Andry Rajoelina devait pourtant prendre la parole après le discours du président chypriote. Le ministre des affaires étrangères de RDC, Alexis Thambwe Mwamba, a soulevé une objection à l'intervention de M. Rajoelina. Le président de l'Assemblée Générale, a alors mis une motion au vote, lequel a été favorable à la position de la SADC. La délégation malgache a alors quitté la salle. Le vote portait sur le point de savoir si une décision antérieure d'autoriser M. Rajoelina à s'exprimer était valide ou non. Le non l'a emporté par 23 voix contre 4, avec 6 abstentions.

Dans un communiqué officiel de l'ONU, il était indiqué : « *Le 24 septembre, au nom de leurs chefs d'Etat respectifs, les ministres des affaires étrangères de la SADC ont rencontré le Président de*

l'Assemblée Générale des Nations Unies, Ali Abdussalam Treki, et ont évoqué la question de la participation des autorités de Madagascar à l'Assemblée Générale. Leur message est conforme à la lettre que le Président Treki a reçue le même jour d'Alexis Thambwe Mwamba, chef de la délégation de la RDC et Représentant du Président en exercice de la SADC. Par la suite, le Président de l'Assemblée Générale a rencontré les responsables de Madagascar, y compris M. Andry Rajoelina. Le Président de l'Assemblée Générale poursuivra ses consultations sur cette question conformément aux règles et procédures de l'Assemblée Générale ».

Un porte-parole du Secrétaire général des Nations Unies a affirmé que l'invitation à l'Assemblée Générale n'a jamais été envoyée à Andry Rajoelina en personne mais à la Mission de Madagascar auprès des Nations Unies

Pour l'éditorialiste de Tribune, « même si Andry Rajoelina n'a pu prononcer son discours, les services de communication de l'ONU en ont diffusé le contenu. Et l'on ne peut que relever que ces deux victimes collatérales [Economie et Social] n'y sont guère évoquées. On doute cependant que les pays de la SADC qui avaient menacé de quitter l'Assemblée Générale si Andry Rajoelina accédait à la tribune y aient davantage pensé ».

Pour GTT America, c'est « une gifle de plus pour Rajoelina. Il a disparu de la liste des intervenants malgré les efforts de l'Ambassadeur Zina Andrianarivoelo-Razafy, qui, profitant de sa connaissance des faiblesses de l'administration Onusienne, a réussi à le glisser dans la liste de la délégation officielle avec le titre de "Président de la Transition". Force est de constater que l'intervention continue de la diaspora Malgache et des légalistes de Madagascar a porté ses fruits ».

Analyse du Courrier: « Pour beaucoup d'observateurs, c'était en tout cas faire preuve d'amateurisme et de méconnaissance du fonctionnement des organismes internationaux que de s'être rendu là-bas sans le vrai sésame qui lui aurait permis d'ouvrir toutes les portes. Le non sens a une nouvelle fois primé et l'opération de séduction s'est terminée en eau de boudin. Madagascar se retrouve mis au ban des nations à cause de l'incompétence de ses représentants. Le voyage aura été un fiasco malgré l'indulgence de la communauté internationale et notamment de la France. Andry Rajoelina a pu traverser les frontières internationales, d'une part sans être inquiété malgré les menaces de sanctions, et d'autre part il a été malmené comme un malpropre à New York, où il comptait pourtant obtenir sa consécration. Andry Rajoelina a démontré qu'il traîne un mauvais entourage politique, une mauvaise équipe de communication, de mauvais stratèges dans la conduite des affaires internationales ».

Les « Forces du Changement » pour le maintien de Monja Roindefo. Les partis membres de cette mouvance ont été reçus par le Premier ministre. Ce rendez-vous intervient 6 jours après la rencontre qu'ils ont eue avec les lieutenants-colonels Charles Andrianasoavina et Lylison René. Ces derniers auraient confié au pasteur Richard Andriamanjato une mission qui consisterait à convaincre Monja Roindefo de céder sa place à un Premier ministre de consensus, conformément aux Accords de Maputo. Durant la rencontre, le nom de Velompanahy Aristide, a été évoqué comme étant le candidat de Didier Ratsiraka à la Primature de la Transition. L'amiral serait en train de mener son lobbying au niveau du GIC pour faire accepter cette proposition. Depuis Maputo II, Didier Ratsiraka revendique la Primature. Ce choix pourrait obtenir l'aval des autres mouvances et de la société civile. Les « Forces du Changement », regroupant les chefs de partis qui ont propulsé au pouvoir Andry Rajoelina, ne semblent toutefois pas prêtes à lâcher l'actuel locataire de Mahazoarivo. « La majorité d'entre nous restent derrière Monja Roindefo. », a confié un chef de parti pro-HAT. Avant d'avouer : « Nous sommes convaincus que le départ de Monja Roindefo pourrait régler en partie la crise, mais nous pensons que Velompanahy Aristide n'est pas l'homme qu'il faut à la place qu'il faut dans le contexte actuel. » Elles soupçonnent le GIC de manœuvrer pour affaiblir Andry Rajoelina en l'isolant de ceux qui l'ont soutenu.

Tentative avortée de destitution de Monja Roindefo, selon *Midi*. Jean Lahiniriko a présidé une séance de la HAT dont l'ordre du jour était l'adoption d'un texte visant à destituer Monja Roindefo de son poste de Premier ministre. L'opération a avorté, le quorum n'ayant pas été atteint. Selon certaines sources, la garde rapprochée d'Andry Rajoelina aurait explicitement sollicité le départ de Monja Roindefo.

Cécile Manorohanta, vice-Premier ministre : *« Il faut refaire les cartes d'identité »*. Dans une interview à *L'Express*, elle déclare : *« Les cartes d'identité actuelles sont loin d'être fiables et nécessitent d'être revues. Et pour cela, nous n'avons pas à attendre la mise en place de la commission électorale indépendante. Nous avons chacun notre mission et nos responsabilités, avec des détails plus techniques pour le département de l'Intérieur. Le plus important, c'est d'arriver à assurer la transparence des élections »*. Répondant à une question sur la manière d'intégrer dans les listes électorales les 3,5 millions d'électeurs non inscrits révélés par le président de la HAT, elle indique : *« Nous sommes à la recherche de la meilleure technologie pour y arriver. Nous avons déjà notre idée là-dessus et nous savons que c'est tout à fait du domaine du possible. Il ne faut surtout pas précipiter l'organisation des élections parce que comme nous le savons tous, c'est la source de tous les problèmes du pays. [...] Il est difficile de croire que des élections organisées avant la fin de l'année seraient libres, transparentes et crédibles. [...] C'est la volonté de changer les choses qui m'anime. Et je peux le faire en étant en charge du département de l'Intérieur. C'est ici que je peux montrer ma neutralité et mon impartialité. Je suis dans le gouvernement en mon nom personnel et je ne représente aucune mouvance. Je ne suis entrée dans cette équipe qu'au nom des valeurs démocratiques que je respecte et auxquelles je crois »*. Cette perspective d'organisation d'élections présidentielles par le pouvoir en place a été fermement dénoncée par l'opposition, qui considère qu'il s'agit d'une *« initiative unilatérale, une absurdité démocratique et une fraude électronique massive »*.

Une élection dans les plus brefs délais figurerait cependant parmi les options à l'étude au niveau du GIC en cas d'échec de la rencontre du 6 octobre ; les sanctions ciblées en seraient une autre.

Cécile Manorohanta s'exprime sur les violences et les brutalités de l'armée et de la police.

Au cours de cette même interview, elle déclare : *« J'ai toujours été contre cela, et ce n'est pas aujourd'hui que je vais commencer à les cautionner. Toutefois, il faut se rendre compte que les policiers, les gendarmes et les militaires travaillent et vivent dans des conditions difficiles. Eux aussi meurent et sont blessés dans l'exercice de leur fonction. [...] Et puis, n'oublions pas ces militaires, gagnant à peine de quoi faire vivre leur famille, soumis au stress, à des tensions et pressions permanentes, vivant dans des conditions très difficiles. Je ne cherche pas à excuser les comportements violents et brutaux dont ils peuvent faire preuve, et qui sont toujours condamnables et inacceptables. Mais il faut arriver à une paix sociale, à un consensus, à de la compréhension mutuelle pour mettre fin à tout cela, et cela relève de la responsabilité de tous. Cela demande des efforts, et de l'humilité. Surtout de la part des hommes politiques »*.

Naika Eliane : *« Je ne souhaite pas à mon pire ennemi de vivre le dixième de ce que l'on m'a fait subir lors de mon arrestation [...] Je pense que les autorités françaises vont réagir car je vais les saisir. C'est la justice qui doit faire son travail. Elle doit arrêter ces personnes. On va me traduire devant le tribunal le 13 octobre, mais logiquement ce n'est pas moi que l'on devrait juger mais ces personnes »*, a déclaré la sénatrice franco-malgache avant son départ pour la France. Elle s'est confiée au *Times de Madagascar* dans une interview au cours de laquelle elle a fait part de ses craintes de *« guerre civile [...] si chacun ne met pas de côté ses ambitions politiques »*.

Prisons d'Antanimora et de Tsiarafy : 27 « légalistes » encore détenus, selon *Midi*. Dans la plupart des cas, ils sont soupçonnés d'avoir porté atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, ou d'association de malfaiteurs. D'autres étant des présumés poseurs de bombes. Raharinaivo

Andrianatoandro, notamment, a été placé sous mandat de dépôt à la maison centrale d'Antanimora le 15 septembre. Le porte-parole de TIM est inculpé d'atteinte à l'ordre public, d'association de malfaiteurs et de destruction de biens d'autrui. Ce député avait été placé en résidence surveillée le 6 août. Il n'a recouvré la liberté qu'une dizaine de jours plus tard. Une liberté dont il n'a pu jouir qu'un mois, car une autre affaire l'attendait, pour être incarcéré de nouveau. Ralitera Andrianandraina, arrêté le 27 avril, a été incarcéré à Tsiarahy pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. L'ancien directeur de sécurité de la HCC est dans l'attente de son procès. Il possède, comme Naika Eliane, la double nationalité franco-malgache.

Mgr Félix Ramanarivo n'exclut pas de ramener à une même table les chefs de file des quatre mouvances. L'équipe de médiateurs dirigée par l'archevêque d'Antsirabe est opérationnelle depuis plus de 4 mois, après le premier appel à la réconciliation qu'il avait lancé. Des dirigeants culturels, des chrétiens laïcs, ainsi que des responsables de la société civile se sont ajoutés à son groupe à titre personnel. Le groupe a eu récemment un contact téléphonique avec Marc Ravalomanana et il a rencontré des représentants de la mouvance Rajoelina, dirigés par Norbert Lala Ratsirahonana. Un autre rendez-vous a aussi eu lieu avec le secrétaire général de la présidence de la HAT, Haja André Resampa. Même démarche auprès du ministre des Forces armées, le colonel Noël Rakotonandrasana. Avant tout cela, la délégation avait déjà rencontré les trois autres mouvances. « *Nous avons comme mission de les convaincre en vue du règlement malgache-malgache de la présente crise* », a avancé Stanislas Limbaza, un des membres laïcs du groupe. Mgr Félix Ramanarivo a ajouté que son équipe met en œuvre un plan de réconciliation.

Arema : un appel lancé aux politiciens des 4 mouvances. « *Vous devez agir pour mettre fin à la souffrance de la population. [...] Il est de notre devoir de tirer la sonnette d'alarme dans ce contexte où les prix du riz ne cessent d'augmenter, où l'Ariary n'arrête pas de se déprécier, et où le taux de chômage croît de jour en jour* ». Sans compter « *l'inflation galopante et la détresse des paysans qui voient leurs marchandises littéralement bradées. [...] C'est notre priorité au-delà de toute autre considération* ».

Les pro-Ravalomanana menés en bateau ? Le Courrier observe que « *les manifestations des pro-Ravalomanana se sont tues, après les tentatives manquées d'atteindre la Place de la Démocratie au début du mois. Et pour cause, le mouvement a été noyé au profit d'une solidarité avec les mouvances Ratsiraka et Zafy Albert. Depuis que les trois mouvances sont sur le même bateau, les leaders pro-Ravalomanana se sont éclipsés derrière Zafy Albert devenu leur porte-parole. Mais l'alliance avec les deux autres mouvances, qui étaient autrefois des adversaires politiques de Marc Ravalomanana, n'a pas fait avancer les choses. Au contraire, elle a porté sérieusement un coup à l'enthousiasme des pro-Ravalomanana. Depuis quelques semaines, la forte mobilisation et la présence à la fois dissuasive et active des forces armées ainsi que l'arrestation en règle des leaders pro-Ravalomanana, on entend de moins en moins parler des anti-HAT. Cette situation est à l'avantage de Andry Rajoelina et consorts qui occupent davantage le terrain. Par ailleurs, l'attitude de la communauté internationale, qui condamne le coup d'Etat du 17 mars sans prendre de mesures, réveille la suspicion. Les jeux seraient déjà faits et le temps joue en faveur de la HAT. L'opération consisterait à effacer progressivement les traces de Marc Ravalomanana dans cette affaire. Bien d'observateurs estiment que les pro-Ravalomanana sont menés en bateau* ».

« *La justice ne devrait pas avoir de coloration politique* », selon Randrianaivojaona Fenomanana, vice-président du Syndicat des Magistrats. Le SMM lance ainsi un rappel à l'ordre, à l'endroit des magistrats. Selon son vice-président, « *le code de déontologie ainsi que les résolutions de la conférence des magistrats, qui s'est tenue récemment au Panorama, recommandent aux magistrats de ne pas s'impliquer dans la politique. Et de ne pas recevoir d'ordre des politiciens* ».

L'Avocat Général près la Cour de cassation de mentionner également que les magistrats devraient observer la neutralité. Il a ainsi mis l'accent sur l'indépendance du magistrat de siège. Et ce, pour préserver l'ordre public et pour assurer la crédibilité de la Justice.

Réponse d'Abdoulaye Wade suite à une question sur une possible médiation du Sénégal dans la crise malgache : « *Je ne suis pas très chaud car cela demande trop de temps. Mais c'est mon devoir. Les civils prennent les choses à l'envers. Ils veulent fabriquer un gouvernement mais, si les militaires ne s'entendent pas, cela ne débouchera sur rien. L'armée est l'obstacle majeur, qu'il faut lever au préalable. Je pars du principe que seuls des militaires peuvent parler à des militaires, c'est mon expérience africaine qui vous le dit. Je sais de source sûre que les généraux actuels craignent un retour de l'ancien régime et une possible répression. [...] Les militaires doivent s'entendre et refaire l'unité de l'armée. C'est la base de tout. [...] Francophones et professionnels, ils peuvent parler à leurs homologues malgaches, les aider à s'entendre, les convaincre de revenir à l'ordre normal, de pardonner, de ne pas sanctionner*».

Niels Marquardt : «*Maputo, seule issue à la crise*». La position des USA ne varie pas. L'ambassadeur a déclaré : «*Nous ne voulons pas d'autres issues permanentes à la crise que le processus de Maputo*». Le diplomate a affirmé l'implication de son gouvernement dans la résolution de la crise. «*Notre appui envers le processus de Maputo reste très fort et nous restons en contact avec la médiation. Nous assisterons à la réunion d'Antananarivo le 6 octobre*», a-t-il indiqué. Niels Marquardt a insisté sur la volonté de l'administration américaine de poursuivre le programme d'aide humanitaire au peuple malgache. Il a également annoncé le retour prochain des volontaires du Peace Corps. «*Ils sont partis durant la crise pour des raisons purement sécuritaires. Nous pensons relancer le programme suspendu une fois que les troubles seront définitivement passés. Cela n'a rien à voir avec la situation politique*», a-t-il expliqué.

25 septembre : bravant l'interdiction, « les légalistes », en ordre dispersé, tenteront d'occuper le stade de Mahamasina. Nations Unies : repêchage de Rajoelina ? Un avant projet de Constitution commandé par le premier ministre « en catastrophe ».

Meeting à Mahamasina : forcing des «légalistes». La commune d'Antananarivo, propriétaire des lieux, leur a suggéré de tenir meeting à Antsonjombe. Ils ont rejeté la proposition et tenteront un forcing à Mahamasina. L'invitation par la voie des medias ayant déjà été diffusée, les organisateurs ne pouvaient plus faire machine arrière. Ils pensaient avoir obtenu le feu vert du préfet de police et n'ont pas pris en considération la réponse négative de la communauté urbaine, motivée par l'indisponibilité du stade [loué à la brasserie Star, qui aurait accepté de renoncer], le coût élevé de la réhabilitation de l'infrastructure et l'existence du bureau du PDS dans l'enceinte du domaine. Le colonel Richard Ravalomanana, commandant de la Circonscription régionale de la gendarmerie, s'est déclaré prêt à intervenir pour appliquer la décision municipale. «*Faute d'autorisation d'occupation du stade de Mahamasina, la réunion devient un attroupement interdit. Nous allons prendre les mesures nécessaires devant une telle situation* », a-t-il confié.

Les dirigeants des mouvances Ratsiraka et Zafy ont pris une position différente malgré l'objectif commun de faire appliquer les Accords de Maputo. Le chef de file de la mouvance Ratsiraka a précisé que ni la mouvance Ratsiraka ni l'Arema n'ont pour principe de descendre dans la rue. «*Mais chacun a sa méthode de travail. Nous n'interdisons pas à ceux qui le veulent, de s'y rendre*», a-t-il déclaré. De son côté, Emmanuel Rakotovahiny, proche collaborateur d'Albert Zafy, a évoqué l'existence d'un contexte d'insécurité pour justifier l'annulation du rendez-vous. «*Si les manifestants de Magro insistent, nous ne pouvons pas les en empêcher*», a-t-il ajouté.

IVème République : Monja Roindefo commande « en catastrophe » un avant-projet de Constitution. Un avant-projet qui devrait être soumis ensuite à un référendum. Il sollicite un « comité d'experts » composé d'universitaires (Alison Raharinarivonirina, Jean-Eric Rakotoarisoa et Mamy Raoul Ravelomanana) qui devront effectuer études et consultations dans l'enceinte de l'université, « pour bénéficier de la neutralité et de la franchise universitaire ». Le communiqué de la Primature ne fait pas référence à une décision prise en conseil des ministres pour déclencher le processus. Et la décision a été officialisée en l'absence d'Andry Rajoelina, qui est à New York pour l'AG des Nations Unies. La Primature prévoit la publication du premier jet des travaux le 5 octobre, veille de la réunion du GIC.

Communiqué du Groupement des entités de la société civile pour la défense de la démocratie et des valeurs républicaines (GESCI). Le texte est signé par des personnalités telles Rabary Mathilde, Madeleine Ramaholimihaso, les généraux Mohajy Ackram, Guy Ratriamoarivony et l'ancien ministre Aristide Velompanahy. Le CEGSCI insiste sur le fait que des accords ont été signés, des engagements ont été pris, et ce devant la communauté internationale. « L'application des Accords ne peut se faire ni « à la carte » ni sous le bénéfice d'inventaire ». En d'autres termes, le remaniement du gouvernement Roindefo ne résout rien, fut-il présenté comme une ouverture. L'arrivée de personnalités connues pour avoir été dans un camp ou un autre ne convainc pas et ne satisfait pas aux Accords de Maputo. De même la nomination des vice-Premiers ministres et du vice-Président de la Transition ne suffit pas. Le GESCI ne voit dans toutes ces initiatives que de la poudre aux yeux. Il réclame une application stricte du principe de consensus entre les quatre mouvances signataires des Accords.

Les médiateurs rencontrent Didier Ratsiraka à Paris. Trois d'entre eux, Joaquim Chissano, Edem Kodjo et Tiébilé Dramé, auraient rencontré Didier Ratsiraka, en présence d'une représentante du Quai d'Orsay. Ce rendez-vous fait sans doute suite à la rencontre d'Andry Rajoelina avec Claude Guéant, Alain Joyandet et Me Bourgui, le conseiller « Afrique » de l'Élysée, lors de son passage à Paris. La bonne gouvernance aurait été évoquée ainsi que la mise en place envisagée par l'exécutif de la HAT d'un calendrier électoral. La France soutiendrait l'organisation de ces élections dans le respect des lois.

26 & 27 septembre : le rassemblement des opposants au stade de Mahamasina dispersé par les forces de l'ordre. Le traumatisme causé par l'échec d'Andry Rajoelina à l'ONU. Interrogations persistantes sur la « diplomatie parallèle » du Quai d'Orsay.

Le rassemblement des opposants au stade de Mahamasina dispersé par les forces de l'ordre. Une ultime médiation avec les forces de l'ordre a eu lieu le matin, alors que quelques centaines de manifestants affluaient. « On a proposé de dire aux manifestants de se disperser, mais ils ont décidé d'utiliser la manière forte », a déclaré Serge Radert, représentant la mouvance Zafy. Plusieurs barrages de pneus en feu ou de bennes à ordures retournées ont été levés par les forces de l'ordre, qui ont utilisés plusieurs fois des grenades lacrymogènes. « Il n'y aura donc rien (pas de rassemblement) aujourd'hui, à Mahamasina (ou ailleurs) », a constaté M. Radert. « Nous contribuons à maintenir le calme », a-t-il assuré. Bilan de la journée : 8 blessés enregistrés à l'hôpital HJRA, dont 5 femmes, et un bébé de 2 mois. Une personne a été touchée par balle suite à un incident causé par un militaire ivre. Les responsables du maintien de l'ordre ont affirmé que leurs hommes n'étaient pas les auteurs de tirs de balles dans la foule. Il s'agit, selon l'Emmo/Reg, d'hommes en armes et portant des uniformes de l'armée. Les militaires en cause étaient à deux doigts de faire irruption au Motel Anosy où se déroulait une conférence de presse organisée par les dirigeants du «mouvement pour l'application des accords

de Maputo», qui a dû être interrompue précipitamment. 17 militants légalistes ont été arrêtés. Les 3 mouvances n'ont pas eu l'appui populaire escompté.

Le coup parfaitement orchestré de la SADC aux Nations Unies : contrairement aux derniers espoirs qu'entretenait la délégation malgache de pouvoir s'exprimer en toute fin des séances de l'Assemblée Générale, Andry Rajoelina n'a pas été autorisé à monter à la tribune, malgré les efforts du Président libyen de l'Assemblée, Abdoussalam Treki, qui soutenait que c'était son droit en tant qu'invité officiel. Le représentant de la RDC, parlant de « *point d'ordre* », avait invoqué l'article 71 du règlement intérieur, très vite critiqué, pour faire équilibre, par le représentant de la Guinée-Bissau, seul pays à avoir soutenu la cause d'Andry Rajoelina. Et ce fut peine perdue : le brillant représentant de la RDC a obtenu qu'un vote immédiat se fasse, en l'absence de nombreuses délégations. En fait, le jour précédent, la majorité des délégations étaient présentes et le vote d'empêchement aurait été sans doute plus discuté. Le coup de la SADC était parfaitement orchestré. Des observateurs font remarquer que la SADC, à majorité anglophone et ultralibérale, dans le sillage des Etats Unis, soutient très activement Ravalomanana, eu égard aux contrats et projets de contrats signés avec certains pays membres par l'ancien régime. Le précédent SG de la SADC, Prega Ramsamy, était membre de la délégation de Ravalomanana à Maputo. La SADC n'a donc pas renoncé à son lobbying pour tenter de le remettre en scelle son protégé.

Le site d'ASSIDU Madagascar écrit : « *Après l'embuscade politico diplomatique de New York, la SADC peut-elle toujours être considérée comme un médiateur impartial ?* ». Cette nouvelle tentative infructueuse de recherche de reconnaissance constitue un contretemps fâcheux pour la HAT à deux semaines de la réunion du GIC à Antananarivo le 6 octobre. Privée de tribune à l'ONU, la HAT va protester officiellement, annonce Monja Roindefo. Le Premier ministre condamne le lobbying de certains membres de la SADC, « *achetés* » par Marc Ravalomanana. Dans le camp des adversaires de la transition on se retient de trop de triomphalisme. Le symbole est fort mais il n'est pas très positif pour le pays. « *Cet épisode aura sans doute des conséquences sur les décisions qui seront prises dans les prochains jours, tant par les autorités malgaches que par la communauté internationale. Mais pour l'heure, il n'offre pas pour autant une plus grande lisibilité sur l'avenir du pays* », note RFI.

Dans un communiqué commun, les partis Monima, Otrikafo, Farimbona, AKFM et Manaovaso, « *condamnent fermement l'attitude de la SADC à l'égard de Madagascar, au siège de l'ONU à New York* ». Pour les partisans de la ligne anti « *internationale* » et les faucons de la Transition, cet événement est du pain béni et va leur donner une raison de plus de vouloir se passer d'une recherche de reconnaissance.

Pour Sobika, « *La Sadc a montré qu'elle avait belle et bien une réelle influence sur le plan diplomatique. Quant à la délégation diplomatique de Rajoelina, elle a montré toutes ses limites et pourtant il y avait déjà des antécédents comme Bruxelles pour la mettre en garde. Peut être va t elle se rendre compte que son discours du " Vahoaka qui nous a mis là " peut marcher à Madagascar, mais pas en dehors des frontières de la Grande Ile. Ce qui devait être une consécration pour la présidence de la Transition, se termine en queue de poisson pour ne pas dire " fiasco". C'est un affront psychologique et diplomatique qui va être difficile à digérer et on peut légitimement se demander comment Andry Rajoelina va encaisser cela. Soit, il concède qu'il ne peut agir unilatéralement contre l'avis de la communauté internationale et s'aligne sur Maputo 1, soit il se recroqueville sur lui même et tourne le dos à la communauté internationale, ce qui risque d'être le cas. Et dans tout cela, on ne sait toujours pas pour quand seront les élections puisqu'on est toujours dans la période de la transition vers la Transition !* »

La communauté internationale accusée d'avoir trahi Rajoelina. Le site *Les Afriques* rapporte les propos de Monja Roindefo, qui a mis en garde contre la « somalisation » de Madagascar et a accusé la communauté internationale d'avoir trahi Andry Rajoelina. Il a également accusé les trois partis d'opposition d'être la création de l'étranger : « *Le Président et le Premier ministre de Transition sont l'émanation de la volonté nationale. Le GIC a créé ces autres partis [d'opposition]. Si nous ne faisons pas attention, cela finira comme en Somalie, avec des chefs de guerre* », a-t-il ajouté.

Etape à Paris : au cours de son retour de New York, Andry Rajoelina a rencontré à deux reprises Didier Ratsiraka, Emile Kodjo, Joaquim Chissano, et Tiébilé Dramé à la résidence de l'ambassadeur du Mozambique. La rencontre a duré plusieurs heures. Certaines sources font état d'un rendez-vous à l'Elysée. D'autres discussions ou rencontres seraient prévues, ce qui différerait le retour du président de la HAT au pays.

Le représentant permanent de Madagascar à l'ONU serait impliqué dans une affaire de pot de vin. Les noms de Zina Andrianarivelo-Razafy et du Colonel Jean-Émile Tsaranazy ont été cités par le quotidien *The Guardian* dans un scandale de corruption impliquant la société Mabey & Johnson sur l'obtention de contrats à Madagascar. Zina Andrianarivelo-Razafy, classé pro Rajoelina, est représentant permanent de Madagascar à l'ONU.

Monja Roindefo s'est attaché les services d'une équipe française pour présenter « les réalités » du pays, favoriser la reconnaissance internationale et faciliter la reprise des aides. Charles Villeneuve, ancien directeur général de TF1 et ancien président du club de foot Paris SG en serait le « patron », selon *L'Express*. Il serait accompagné de Jean-Charles Brisard et d'Amar Dib, selon *Les Nouvelles*. Objectif du Premier ministre : utiliser les compétences et les réseaux de cette équipe « *d'experts en relations internationales* » et de communicateurs. L'éditorialiste de *Tribune* affirme que « *cette nouvelle opération montre que la diplomatie parallèle du Quai d'Orsay (et donc de l'Elysée) est en marche de façon de moins en moins cachée : comme certains, la France jetterait-elle le masque ? Et question subsidiaire : combien cette opération marketing au bénéfice de Monja Roindefo va-t-elle coûter au contribuable ? A moins qu'elle ne soit « subventionnée » par des intérêts économiques français, ou d'autres intérêts économiques actuellement très actifs dans les forêts malgaches...[...]* Cependant, ce soutien hexagonal de plus en plus apparent n'a pas empêché la préparation calamiteuse de ce déplacement à New York ».

Pour *Les Nouvelles*, ces experts ont entrepris une démarche « *strictement privée* », motivée par une longue amitié avec Monja Roindefo. Une grande interview du chef du gouvernement serait publiée prochainement dans un des plus grands magazines français.

Jean-Charles Brisard et Amar Dib annoncent avoir accès auprès des différentes instances et institutions financières internationales et en useront pour initier un processus de déblocage des financements qui ont été suspendus. Ils estiment les financements gelés à environ 2 milliards de dollars. L'ouverture opérée par le pouvoir de Transition sur la formation du nouveau gouvernement aurait suscité un certain engouement des autorités françaises. « *En tout cas, c'est déjà un effort et c'est ce qui a motivé notre démarche actuelle pour aider ce gouvernement...* », indiquent-ils.

Sur son blog, Sammy Rasolo titre : « *Amis sulfureux : Monja Roindefo, vous ne savez pas à qui vous avez affaire* ». Jean Charles Brisard et Amar Dib seraient des personnalités très controversées qui ont défrayé la chronique médiatique.

La discrétion de Marc Ravalomanana. Contrairement à Didier Ratsiraka, l'ancien président a réduit ces derniers temps sa visibilité tant sur le plan international que national. Il n'est intervenu en direct par téléphone qu'une seule fois auprès des manifestants du Magro depuis l'échec de Maputo II. Aucun commentaire ou réaction de sa part n'a été entendu sur

la présence d'Andry Rajoelina à la l'Assemblée générale de l'ONU. Rien ne dit cependant que l'ancien président, exilé en Afrique du Sud, n'ait cessé son lobbying pour contraindre la mouvance Rajoelina à se conformer aux Accords de Maputo. Au niveau national, Marc Ravalomanana semble avoir donné le champ libre à Zafy Albert pour piloter le mouvement anti-HAT. Ce dernier, considéré comme le doyen des anciens présidents de la République, dirige actuellement, avec le Pr Ange Andrianarisoa et Fetison Rakoto Andrianirina, les actions des trois mouvances.

28 septembre : intense activité diplomatique à Paris pour Andry Rajoelina. Vives réactions à l'encontre de la SADC et des médiateurs du GIC. Nouvelle manifestation en vue pour les défenseurs des Accords de Maputo.

De passage à Paris, Andry Rajoelina prolonge son séjour et multiplie les contacts. Une opération qui s'apparente à une préparation du terrain, une semaine avant la réunion du GIC, le 6 octobre. Le président de la HAT aurait rencontré une troisième fois l'ancien président Ratsiraka. Certains médiateurs continueraient de l'accompagner dans ses démarches qui pourraient déboucher sur une gestion de la transition plus consensuelle et inclusive. La délégation restée à Paris est réduite. Il ne reste plus que Ny Hasina Andriamanjato, ministre des Affaires étrangères. Le président de la HAT aurait été reçu à l'Élysée le 28 septembre mais l'information n'a pu être confirmée. On évoquait aussi une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner.

Après l'affront subi par le président de la HAT à New York, des voix s'élèvent à nouveau pour exiger la démission de la SADC. Un appel en ce sens a été lancé par plusieurs partis, qui dénoncent « *l'ingérence de la SADC et du GIC* » dans les affaires internes de Madagascar et « *une atteinte à la souveraineté de la nation malgache* ». Ils rappellent qu'Andry Rajoelina avait lui-même évoqué cette démission de la SADC.

« *Pour Me Alexis Thambwe Mwamba [ministre des Affaires étrangères de RDC], la vie n'est pas un long fleuve tranquille...* », titre le site TG Viste Madagate. « *A force de vouloir se mettre sous les feux de la rampe, il finira par être rattrapé par son passé. Comme Jean-Pierre Pemba, son ancien acolyte* ». Dans son article qui s'appuie sur des informations parues dans la presse belge (*Le Soir*), le journaliste Jeannot Ramambazafy énumère les malversations dont se serait rendu coupable celui qui est intervenu au nom de la SADC pour exclure Andry Rajoelina de la tribune des Nations Unies. La première affaire remonte à 2003 : le ministre aurait pratiqué le blanchiment d'argent issue de l'extraction du coltan pour financer la rébellion pro-rwandaise. La seconde affaire est datée de 2005 : Alexis Thambwe Mwamba a été mise en cause par la justice belge dans une enquête sur le pillage des ressources minières dans l'Est de la RDC.

On reparle encore d'une intervention militaire de la SADC. *Midi* affirme que les Etats membres de cette organisation qui se sont retrouvés à New York, auraient insisté sur la nécessité d'une intervention militaire dans la Grande Ile. Une réclamation qui a été évoquée au cours de la rencontre des leaders de la SADC avec les hauts responsables de l'ONU.

« Forces de changement » : les membres du GIC déclarés « persona non grata » le 6 octobre. *La Vérité* indique que « *vu les agissements de la SADC ainsi que de certains dirigeants africains à la 64^e séance de l'AG des Nations Unies ayant affiché un geste d'hostilité en boycottant la tranche de temps de parole du président de la HAT, les forces de changement ont officiellement déclaré persona non grata les membres du GIC pour la réunion d'Antananarivo le 6 octobre* ». Une manifestation à

l'aéroport d'Ivato est prévue la veille du début de la rencontre. Le Leader-Fanilo propose de refuser les visas d'entrée pour les médiateurs représentant la SADC.

Le Monima du Premier ministre Monja Roindefo durcit le ton. Il met en garde contre un éventuel départ contre son gré du chef du gouvernement. *«Monja Roindefo est le garant de la continuité de la lutte qui n'est pas encore finie. Son éviction constituerait une trahison contre celle-ci et pourrait avoir des conséquences dommageables»*, a indiqué son coordinateur national.

10 manifestants placés sous mandat de dépôt, sur les 17 arrêtées au cours des échauffourées avec les forces de l'ordre. Les 7 autres ont bénéficié d'une liberté provisoire en attendant leur procès. Ils sont accusés d'avoir troublé l'ordre public en érigeant des barrages sur la voie publique et en commettant des outrages aux forces de l'ordre dans l'exercice de leur fonction. Leur procès devrait avoir lieu le 6 octobre.

Manifestations : les trois mouvances persistent. Le *«Mouvement pour l'application des Accords de Maputo»* à l'intention de tenir une nouvelle réunion publique dans la capitale. Fetison Andrianirina a déclaré qu'une nouvelle demande d'autorisation de tenir un meeting au stade de Mahamasina sera envoyée à la commune. *« Nous avons décidé de ne pas effectuer des manifestations que dans une enceinte clôturée. Nous ne posons pas de problème si on nous propose un autre lieu plus pratique que le stade de Mahamasina »*, a-t-il déclaré. La demande devrait être signée par le doyen des anciens présidents de la République, Albert Zafy.

La ministre de la Justice, Razanamahasoa Christine met en garde les manifestants : des mesures seront prises si les manifestants persistent à semer le trouble dans la capitale. La liste de personnes à arrêter, annoncée il y a quelques jours, reste valable.

29 & 30 septembre : pressions des interlocuteurs parisiens d'Andry Rajoelina pour un retour à l'Accord de Maputo. La HAT interpelle le GIC. Action diplomatique contre les pays ayant voté l'exclusion d'Andry Rajoelina de la tribune de l'ONU.

Andry Rajoelina à Paris. Une réunion avec André Parant, conseiller de Nicolas Sarkozy, se serait tenue, suite à une première rencontre avec Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, selon la LOI. Le principal schéma émergeant de ces discussions serait celui d'une *«période transitoire comprenant la tenue d'élections législatives dans les six mois, suivies d'une réforme constitutionnel et d'un scrutin présidentiel»*. Une réunion entre Mamy Andriamasomanana [Directeur de Cabinet du Maire de Torcy] et Andry Rajoelina aurait également eu lieu.

Pressions des interlocuteurs parisiens d'Andry Rajoelina pour un retour à l'Accord de Maputo. Ce qui impliquerait l'éviction de Monja Roindefo. L'échec du déplacement de Rajoelina aux Nations-Unies semble peser dans la balance. Il s'agirait de revenir sur le principe d'un partage des postes-clés entre les quatre mouvances, aussi bien au sein de l'Exécutif que du Législatif de la Transition. Une répartition qui, dans une certaine mesure, avait bloqué le processus après l'échec de Maputo II, en particulier concernant les deux postes clés de l'Exécutif. Un blocage matérialisé par le remaniement du gouvernement jugé unilatéral par les trois autres mouvances. Ce qui, après tout, devrait arranger Andry Rajoelina. Il aurait une occasion de se débarrasser de son Premier ministre avec qui l'entente n'est plus que de façade depuis que Monja Roindefo a demandé l'avis de la HCC sur son éventuelle destitution. Une mésentente qui s'est amplifiée quand ce dernier a pris récemment l'initiative de convoquer un comité d'experts pour esquisser la future Loi fondamentale, alors que Rajoelina essayait une humiliation à New York. Mais la séparation se fera non sans mal.

Les partisans du chef du gouvernement s'activent pour fustiger la réunion du 6 octobre, censée concrétiser les Accords de Maputo. Le Premier ministre a précisé sa position : «*Nous attendons de voir quelle sera la méthodologie appliquée pour la réunion du GIC. Si la réunion n'apporte rien au pays et ne fera au contraire que bloquer les choses, nous n'y participerons pas*», a-t-il indiqué. Fetison Andrianirina, chef de délégation de la mouvance Ravalomanana, a demandé d'accélérer le processus. «*Il vaut mieux trouver un accord avant la réunion du GIC. C'est à nous de trouver les solutions*», a-t-il suggéré.

Pour *Les Nouvelles*, le défaut d'informations officielles concernant les «*menées*» parisiennes du président de la HAT ne fait que ternir davantage son image... pour ne pas dire sa crédibilité. Le président de la HAT donnerait l'impression de garder pour lui les résultats des démarches qu'il effectue en terre française «*comme s'il ne s'agissait pas des affaires nationales*».

Monja Roindefo lance une action diplomatique contre les pays ayant voté l'empêchement d'Andry Rajoelina à l'ONU. «*Nous avons envoyé des lettres de demande d'explication aux ambassades et consulats des pays représentés chez nous et ayant voté pour que le représentant de Madagascar ne prenne pas la parole à New York* », a-t-il indiqué. Il attend particulièrement la réponse sud-africaine pour décider de l'attitude du gouvernement dans un futur proche. C'est le seul pays du bloc régional ayant voté pour l'interdiction. Visés également : l'Inde et le Canada. «*Pour l'instant, nous nous en tenons là [en ce qui concerne l'octroi de visas aux membres de la SADC qui vont venir à la réunion du GIC le 6 octobre]. Nos actions seront déterminées en fonction de la réponse à ces demandes d'explication* », a-t-il avancé.

Négociations du 6 octobre : la HAT interpelle le GIC. Elle estime que «*la problématique majeure actuelle est la mise en place d'un système pour éviter la répétition des crises cycliques et des pratiques anachroniques du passé, tout en impliquant les forces politiques et sociales du pays à travers un processus de réconciliation nationale*». A cet égard, la HAT pense à la prise en compte de 5 points essentiels. Elle rappelle d'abord que «*pendant 7 ans, les violations graves de l'Etat de droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les crimes de sang, génocides, détournement des deniers publics, l'organisation d'élections truquées et surtout la pauvreté sont les raisons principales du soulèvement populaire de 2009*». Elle note ensuite que «*les médiateurs devraient sérieusement considérer les différentes forces politiques et civiles qui ont constamment dénoncé les dérives de l'ancien régime ainsi que les mouvances qui ont participé au processus électoral depuis 7 ans, nonobstant le tripatouillage des résultats (les élections communales, régionales, législatives et présidentielles). Leurs poids politiques actuels doivent être estimés en fonction des résultats acquis lors de ces élections*». Troisièmement, la HAT note que «*si nous devions inclure dans les différents organes de la Transition à mettre en place, des personnalités issues des anciens régimes, celles-ci doivent être de bonne volonté et non impliquées dans des manœuvres de déstabilisation afin que la Transition ne constitue pas un frein à la paix et au développement*». Concernant les sanctions et condamnations, la HAT considère qu' «*une condamnation de l'Etat signifierait une sanction infligée au peuple malgache. Il serait injuste et inacceptable de l'appliquer à Madagascar qui a tant souffert. La communauté internationale devrait plutôt nous aider, par des mesures positives, à accélérer la mise en place de la 4^e République dans les mois qui suivent, notamment la mise en place du CENI, l'élaboration de la liste électorale, l'organisation du référendum...*». Enfin, la HAT souligne que «*la mission principale de la Transition est de mettre en place les conditions favorables à l'instauration de la 4^e République par le biais d'un processus électoral crédible, valide et transparent*». En fait, la réunion à l'issue de laquelle ce communiqué a été publié aurait été prévue pour le réexamen d'une proposition de résolution demandant la censure du Premier ministre Roindefo Monja, mais après l'échec des séances précédentes consacrées à cette question, les membres de la HAT ont décidé de délaissier le sujet pour se pencher sur ces négociations de sortie de crise qui vont reprendre le 6 octobre.

Plan de sortie de crise : le Leader Fanilo propose un Congrès de la Transition élu pour départager les mouvances sur la question de la représentativité qui constitue un important facteur de blocage dans la recherche d'un consensus. Cette proposition est contraire aux dispositions de la Charte de Maputo qui prévoient que les membres du Congrès sont désignés suivant un système de quota par mouvance politique. Les élections devraient se tenir au plus tard le 13 décembre. Ce Congrès serait en même temps une Assemblée constituante et une Assemblée législative pendant la phase de mise en place des Institutions de la IVème République et une Assemblée législative après cette période. Le Premier ministre de consensus devrait être accepté par la majorité des élus. Il serait chargé de former le gouvernement, de gérer les affaires, d'assurer la continuité de l'État et de parachever le processus de mise en place de la IVème République. L'organisation des élections ne serait pas confiée à l'administration mais à une agence d'exécution qui serait une entité nationale indépendante sélectionnée sous l'égide de la communauté internationale. Le Monima a donné son accord à cette proposition mais doute que les délais puissent être tenus, les listes électorales et le code électoral devant être révisés au préalable.

*« **Raharinaivo Andrianantoandro, porte parole du TIM, paie pour tous les Tiko Boys** », titre *The Times*. Le député a été convoqué par le doyen des juges d'instruction et replacé sous mandat de dépôt à Antanimora. Aucune liberté provisoire ne pointe donc encore pour lui à l'horizon. Il en est de même pour la date de son procès, qui demeure inconnue. Le quotidien indique qu'il est le dernier rescapé dans la galaxie des Tiko Boys, tous les autres étant en fuite ou en exil à l'étranger. Ainsi, il semble payer pour les autres par procuration. C'est la troisième fois que le parlementaire a maille à partir avec la Justice depuis le début de la crise. A l'heure actuelle, plus d'une trentaine de prévenus tous issus de la mouvance Ravalomanana et du groupe Tiko, seraient incarcérés suite aux événements. La majorité a été appréhendée dans l'affaire des « poseurs de bombes », dont nombre d'observateurs considèrent qu'elle a été montée de toutes pièces pour discréditer les « légalistes ».*

L'ex-président du collectif des GTT de Paris, Emile Ratefinanahary, a été délogé du foyer des étudiants d'Arago (Paris) où il a résidé. De source policière française, on indique que son visa de séjour a expiré en mai 2008 et qu'il aurait usé de faux papiers (passeport et visa) pour pouvoir prolonger son séjour en France.

Le PDS Edgard Razafindravahy représentera Antananarivo à l'AG de l'Association Internationale des Maires Francophones, à Paris. La capitale est membre de cette association depuis 1990. *Midi s'interroge* : la présence à Paris du PDS ne risque-t-elle pas de créer un incident diplomatique, Edgard Razafindravahy ayant été nommé par une autorité non reconnue par la communauté internationale et Madagascar ayant été exclu de l'OIF ?

*« **Madagascar : éviter à tout prix le scénario guinéen** », titre *TopMada*. « Il est clair que les scénarii des 2 putschs sont très proches. Comme en Mauritanie et en Guinée, la France s'appuie aussi sur des conseils d'autoproclamés spécialistes de l'Afrique. Il y a quelques mois, Andry Rajoelina avait été reçu par Claude Guéant à l'Elysée, qui l'avait présenté à Kadhafi et en juin Robert Bourgi était présent à la fête de l'Indépendance. En début de semaine, des personnalités proches des affaires et de la politique en France ont, en leur nom propre, affirmé qu'il était temps de redorer le blason de Madagascar, sous entendu de la HAT, qui avait donné des signes d'ouverture. Ces personnes ont ajouté qu'elles connaissaient des personnalités pouvant aider à rouvrir le robinet des bailleurs de fonds. Nous ne sommes pas à l'abri d'un scénario à la guinéenne. La répression est de plus en plus forte, l'accès aux médias publics n'est pas possible, la jadis place de la Démocratie est interdite à l'opposition. La colère gronde face à un pouvoir sourd ».*

DROITS HUMAINS, GOUVERNANCE, ENVIRONNEMENT

Consultation de la société civile pour l'élaboration du rapport national dans le cadre de l'Examen Périodique Universel. La réunion a été organisée par la vice-Primature des Affaires étrangères. En tant qu'Etat élu membre du Conseil des Droits de l'Homme, Madagascar se doit d'élaborer le rapport national suivant les directives générales du Conseil, avec la participation des membres de la société civile tant au niveau local que central, afin d'intégrer au rapport les observations collectées. Cet atelier a vu la participation de représentants des ministères de la Justice, des Affaires étrangères, des différents départements ministériels concernés, des représentants de la société civile, des acteurs locaux et des ONG oeuvrant dans le domaine des droits de l'homme. La cinquantaine de représentants de la société civile a proposé d'inclure dans le rapport le problème de la non acceptation des jumeaux chez les «*Antanambao*», coutume qui ne respecte pas le droit à la vie. La question de la parité homme/femme a également été abordée. «*Nous avons proposé des textes portant sur la multiplication des centres d'écoute, où les gens peuvent s'informer sur leurs droits fondamentaux. Aussi, la sensibilisation sur la question doit être davantage médiatisée* », souligne Mathilde Rabary, membre du comité de rédaction. Des cas où les droits de la femme sont bafoués sont inscrits dans ce rapport préliminaire, qui présente aussi des exemples de réalisations dans la lutte contre les violences à l'égard des femmes. À ce propos, plus de 550 ONG ont implanté des centres dans toute l'île. Le rapport national sera étudié à Genève en février 2010.

Andry Rajoelina aux Nations Unies : signature de protocoles. Le président de la HAT a assisté à la cérémonie des Traités et a procédé à la signature de deux protocoles se rapportant respectivement au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et à la Convention des Nations unies sur le contrat de transport effectué entièrement ou partiellement par mer.

Droits de l'homme : Les Etats-Unis interpellent le gouvernement de fait. Lors de la session ordinaire du Conseil des Nations Unies pour les Droits de l'Homme qui s'est tenue à Genève, le chargé d'affaires, Douglas Griffiths, a interpellé les leaders des gouvernements anti-constitutionnels de Madagascar et de la Guinée. Il leur a demandé d'organiser dans les meilleurs délais des élections démocratiques en vue de normaliser la situation. Il a déclaré qu'en aucun cas, les institutions démocratiques prévues par la Constitution ne devraient être bafouées, tout en appelant les autorités de fait de ces deux pays de respecter et protéger les libertés civiles durant la transition.

La population assiste impuissante au conflit politique : L'agence catholique *Fides* écrit : «*La population assiste impuissante à ce conflit politique, dans lequel l'intérêt général est enfoui sous l'ambition de ceux qui aspirent au pouvoir. Une situation qui est dénoncée par les évêques, qui expriment dans un document récent leurs préoccupations pour l'affaiblissement des institutions nationales qui ouvre toujours plus d'espace au crime et à la corruption* ».

Accouchements prématurés et bébés malnutris en augmentation du fait de la crise. Une augmentation des accouchements prématurés a été observée ces derniers mois dans la capitale. Un certain nombre surviennent à moins de 32 semaines. Dans certains cas, les nouveaux nés sont des grands prématurés et ils ne survivent pas toujours. La plupart de ces femmes sont issues de milieux très modestes. Un grand nombre d'entre elles étaient ou sont des ouvrières des entreprises franches qui ont subi, soit les dures conditions de travail de ces sociétés, soit les répercussions des récentes pertes d'emploi dues à la crise. «*Il n'est pas rare de*

voir des femmes enceintes qui présentent des signes d'angoisse ou de forte anxiété à cause de leur situation sociale qui se dégrade encore plus », confie un médecin. « Ces femmes sont éprouvées physiquement et psychologiquement, car bien qu'enceintes, elles exercent de fortes activités physiques pour assurer les rentrées d'argent ». Outre la fatigue, les problèmes de nutrition, plus précisément les carences alimentaires dont la cause reste toujours, pour la plupart, d'origine financière, sont également en cause dans une grande partie de ces accouchements.

Les handicapés haussent le ton. Le collectif de l'organisation des personnes handicapées monte au créneau. Il exige une nouvelle fois un meilleur statut pour les personnes vivant avec un handicap. Elles représentent 10% de la population. *« Il est temps que le handicap soit inclus dans la nouvelle Constitution. Nous exigeons aussi qu'il soit considéré comme un fait reflétant la différence dans la société. Le COPH doit bénéficier d'un siège au sein du Parlement »,* explique son secrétaire exécutif. Le pays compterait 364 associations s'occupant de personnes handicapées. Une loi régissant les droits des personnes handicapées existe depuis plus d'une décennie mais elle n'a jamais été appliquée. La Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées, signée par Madagascar en 2007, n'est toujours pas ratifiée.

Des séropositifs en arrêt de traitement : des personnes séropositives sont perdues de vue et errent sans traitement dans les quatre coins de l'île. Elles sont les victimes directes de la suspension de financement des bailleurs de fonds qui, depuis février, ont suspendu l'octroi des aides à la lutte contre le Vih/Sida.

La cardiopathie touche un enfant sur 100. L'opération n'est pas encore réalisable à Madagascar. D'où la nécessité de faire opérer les enfants à l'étranger. *« La cardiopathie touche dans la plupart des cas des enfants venant de milieux défavorisés. Elle peut aussi être héréditaire. Dans 95% des cas, les malades risquent la mort s'ils ne subissent pas une intervention »,* souligne un pédiatre. L'association Cœur d'enfant Nord Madagascar a été créée en 2002. Elle a pu sauver 50 enfants grâce à la prise en charge de leur opération à l'étranger. *« Nous avons constaté les problèmes auxquels les familles sont confrontées pour l'opération qui coûte jusqu'à 1.200 euros en France en plus des démarches »,* explique Irène Noromalala, directrice de l'association. Aviation Sans Frontières est associée à la prise en charge des enfants qui sont hébergés en France dans des familles d'accueil sélectionnée par l'association du Professeur Leca, mécène de chirurgie cardiaque. L'enfant revient 3 mois après son opération et il est réceptionné par l'association avant d'être remis à sa famille

Journée mondiale de l'alphabétisation : le programme compromis. Le financement de la poursuite du programme d'alphabétisation est incertain. *« Jusqu'ici, nous sommes en train de redynamiser le contact avec les bailleurs »,* explique la directrice de l'alphabétisation au sein du ministère de l'Éducation nationale. *« A Madagascar, plus de 50% de la population est encore analphabète »,* selon ce responsable. *« Les obstacles qui empêchent la réussite du programme sont nombreux, pour ne citer que l'insuffisance du personnel assurant la sensibilisation, les ressources financières, et les obstacles liés aux us et coutumes »,* ajoute-t-elle.

Impact de la crise : des familles défavorisées décident de ne pas envoyer ou limiter la scolarisation de leurs enfants. La hausse des frais de scolarité dépasse leurs possibilités. L'instabilité politique actuelle porte atteinte à leur droit à l'éducation. Une situation qui n'échappe pas à certaines écoles primaires publiques : les parents ne paient pas de droit d'inscription mais une cotisation pour rémunérer les enseignants, recrutés par l'association des parents. Pour combler le manque d'enseignants dans ces écoles, il a fallu procéder à des recrutements intensifs.

La pauvreté a augmenté de façon spectaculaire depuis janvier. Le nombre d'enfants travailleurs a augmenté de 25 %. 2 millions d'enfants de moins de 15 ans vont travailler tous les jours au lieu d'aller à l'école, selon une étude publiée récemment par le BIT, l'UNICEF et l'INSTAT. Selon les chiffres de 2005 de l'UNICEF, près de 70 % de la population vit avec moins de 1,25 dollar/jour. Bien qu'il n'y ait pas de statistiques récentes, les experts estiment que le nombre de personnes extrêmement pauvres a augmenté considérablement depuis le commencement de la crise socio-économique, au début de cette année.

21 septembre : Journée Internationale de la Paix. Appel autour de la nécessité de construire la paix à Madagascar. A l'initiative de l'UNICEF et du Centre d'information des Nations Unies, la Journée Internationale de la Paix a été l'occasion pour les jeunes de lancer un appel à tous sur la nécessité de rebâtir un environnement pacifique à Madagascar. Avec l'appui de l'UNICEF, un collectif de 7 ONG mènera par ailleurs des actions de mobilisation sociale des jeunes par les jeunes autour du thème de « *la lutte contre toute forme de violence* » au niveau de 114 Fokontany vulnérables de la ville d'Antananarivo, qui comptent plus de 100.000 jeunes. Ce projet a été initié en réponse aux résultats de l'évaluation de l'impact de l'instabilité politique et de la crise socioéconomique sur les jeunes, publiée par l'UNICEF en juin. Des journalistes issus de *Tribune*, de radio *Don Bosco* et de la chaîne TV *Plus* ont été récompensés pour des articles et des émissions en faveur de la Paix et des droits des enfants.

La France renonce aux tests ADN. Le ministre français de l'immigration, Eric Besson, renonce à l'application de la loi exigeant un test d'ADN pour le regroupement familial pour les ressortissants de 9 pays d'Asie et d'Afrique parmi lesquels figurait Madagascar.

Le Bianco appelé à sécuriser des concours : un accord de partenariat pour 3 mois entre vient d'être signé avec l'ENAM pour la réalisation des examens de concours d'entrée.

Ministère de la Justice : mise en place de cellules d'éthique. Une convention de partenariat a été signée avec le Mouvement en Ethique et en Déontologie de Madagascar (Medem). La convention porte notamment sur la mise en place dans toutes les cours et juridictions de cellules d'éthique et de déontologie (CED) censées garantir l'indépendance du juge et combattre les comportements déviants.

Conséquences alarmantes du naufrage du bateau turc « Guster Ana » transportant 39.250 tonnes de phosphate et 568 tonnes de fuel. Deux semaines après, la situation est dramatique pour la population de Faux Cap, dans l'extrême sud. La diarrhée et les vomissements ainsi que les affections respiratoires frappent les groupes vulnérables, dont les enfants et les femmes. Près de 6.500 familles de pêcheurs sont actuellement touchées. Les activités de pêche ont été suspendues, or elles sont leur principale source de revenus quotidiens, ce qui rend les familles vulnérables. Les déchets représentent un danger pour les habitants car ils se pourraient qu'ils soient tentés de les collecter en raison de la famine. S'y ajoute la non potabilité de l'eau car des produits toxiques ont pu atteindre la nappe phréatique. Et ce, sans négliger la pollution de l'environnement affectant la respiration. Des scientifiques et organismes internationaux s'attellent au prélèvement et à l'analyse des produits. Outre la remise d'une enveloppe de 20 millions Ar aux victimes de la pollution, une délégation du ministère des Transports s'est rendue sur place pour résoudre le problème de l'approvisionnement en vivres. Un expert français dépêché sur place par la compagnie d'assurance déplore le manque de moyens. L'expert paie 5.000 Ar par jour aux habitants pour nettoyer les rivages. « *C'est le seul moyen pour nous de survivre, car jusqu'ici, l'aide que l'Etat nous a promise n'est toujours pas arrivée. Et pourtant, nous sommes privés de notre activité de survie, suite à l'interdiction de pêcher en mer* ». Un homme a risqué sa vie pour sauver les 14

membres d'équipage du bateau, lors de son naufrage. «Aucun médecin n'est disponible sur les lieux. L'eau manque et les habitants doivent parcourir des kilomètres avant de trouver une source d'eau potable ». Un bateau venant d'Afrique du Sud était attendu pour pomper la cuve afin d'évacuer les déchets restants. 100.000 dollars d'indemnité auraient été proposés à la partie malgache par les armateurs du Gulser Ana en contrepartie de la libération de l'équipage. Ce navire était interdit des ports et de navigation au sein de l'UE depuis 2002, indique *Midi*. Une compagnie française assure maintenant le nettoyage des plages avec la participation de la population locale, rémunérée via le système HIMO. Une autre société française viendra aussi pour effectuer des analyses sur la contamination des nappes phréatiques.

[Le cargo devait se rendre en Inde après son passage à Durban mais a échoué à près d'un kilomètre de Faux Cap].

ACTUALITE ECONOMIQUE

Impacts économiques de la crise politique

Le bilan économique des 6 mois de Transition reste mitigé, selon *L'Express*. Le plus dur est à venir pour le gouvernement de la Transition. Pour l'instant, la bonne performance du précédent régime en matière de finances publiques a beaucoup contribué à la résistance des indicateurs économiques durant les 10 mois de crise politique. Et ce, grâce à une réserve en devises exceptionnelle, des opérations douanières maîtrisées malgré un moment de flottement à la tête du pouvoir central et une administration fiscale forte. Dans les mois à venir, la tâche s'annonce plus compliquée pour le nouveau gouvernement qui doit préparer la loi de finances 2010. Il doit également renforcer la rentrée des recettes fiscales dans un contexte marqué par un ralentissement de la consommation et un contexte économique mondial difficile. « *La performance macroéconomique de Madagascar n'a jamais été aussi bonne par rapport aux crises de 1972, 1991 et 2002. Le pays, par exemple, n'avait aucune réserve en devises durant le mandat d'Albert Zafy qui avait néanmoins tenu deux ans* », remarque-t-on du côté du Club des économistes de Madagascar. Pour les 6 premiers mois de la Transition, l'appréciation « *peut mieux faire* » est beaucoup plus adaptée. La maîtrise des indicateurs des finances publiques comme l'inflation, les recettes fiscales et la politique d'austérité constituent de bons points pour le ministre des Finances et du budget. Mais la gestion de certains grands dossiers comme celui de la Nouvelle brasserie de Madagascar à Ambatolampy ou la mise en vente du riz de Tiko au port de Toamasina, a été peu convaincante. Les efforts du *task force* pour la relance économique mis en place par Monja Roindefo sont également peu ressentis sur le terrain. Monja Roindefo et son gouvernement devront convaincre dans l'amélioration des secteurs touchant de près le quotidien de la population, notamment si les sanctions des bailleurs de fonds tombent.

2009 : une inflation de 13,2% et une croissance de 2,2%. La situation politique entraînera une contraction des IDE et la dépréciation de l'Ariary qui génèrera des déficits considérables pour l'économie nationale. Au niveau des finances publiques, le gap de ressources pour 2009 s'élève à 487 milliards Ariary du fait de la suspension de certains de nos programmes avec les bailleurs de Fonds, dont les aides budgétaires d'un montant de 277 milliards Ariary. Ainsi, les dépenses publiques sont ramenées à 3 111 milliards Ariary contre 4 075 milliards initialement prévues. Toutefois, au niveau des dépenses d'investissements publics, tous les projets en cours dont le financement n'est pas suspendu, seront réalisées pour préserver la croissance. Le ministère des Finances et du Budget table sur une croissance de 2,2%, contre une prévision initiale de 7,5%. La Banque mondiale, avait prévu en mars une croissance de 6,0% pour 2009 et de 10,4% en 2010. Les recettes fiscales, sont en chute de 11,3% par rapport

à la prévision initiale. Quant à l'inflation, elle serait plus forte que prévue en glissement annuel : 13,2% contre 8,5% initialement prévue. En bref, la situation économique du pays, tant micro que macro, s'annonce très difficile pour cette année. Les observateurs avancent déjà une situation des plus difficiles en 2010 en soutenant que les résultats fiscaux de cette année sont les fruits des réalisations de l'année 2008.

Tourisme en chute libre. Le taux d'activité du secteur se situe entre 30 et 40 %, d'après le président de l'Office National du Tourisme.

Filière vanille : très forte chute des exportations. La filière est gravement compromise. La crise mondiale, associée aux événements qui se sont déroulés cette année dans le pays sont les principales causes de cet effondrement. Le prix du kilo est inférieur à 40.000 Ariary alors qu'il était à plus de 75.000 Ariary en 2006. Et pourtant, la qualité de la vanille malgache est mondialement reconnue et Madagascar est le premier pays exportateur, assurant plus de 70% de la production mondiale. Ce qui, apparemment, n'est plus le cas cette année, la Grande Ile semblant moins compétitive. Cette chute réduira de manière conséquente les rentrées en devises, amplifiant au passage le déficit de la balance de paiement et conduira à terme à la dépréciation de l'Ariary.

Dépréciation de l'Ariary : mi-septembre, l'euro a passé la barre des 2.800 Ariary. La hausse des prix des produits importés s'observe de plus en plus sur le marché des PPN depuis quelques semaines. La dépréciation progressive de la monnaie nationale risque de provoquer une réaction en chaîne sur l'économie du pays et générer de l'inflation. La chute vertigineuse de l'Ariary s'explique en partie par la baisse des exportations depuis le début de la crise et le recours massif aux importations de produits alimentaires. Des opérateurs économiques affirment que leurs activités seraient en péril si le cours de l'euro passait le cap des 3.500 Ariary. Le cap des 3.000 a été atteint le 18 septembre.

Économie de devises. Tel est actuellement le mot d'ordre du gouvernement pour résoudre le problème de la forte dépréciation de l'Ariary. Les opérateurs ont alors été sollicités pour réduire leurs importations qui se limiteront désormais au strict nécessaire. On est encore loin du «*rationnement*», mais la démarche s'inscrit déjà dans ce sens. Toutes les marchandises qui ne sont pas «*indispensables*» à la consommation ou déjà produites localement devront attendre. L'objectif consiste à réduire la demande par rapport à l'offre sur le Marché interbancaire de devises (MID). Aucune liste exhaustive des produits concernés n'a été dressée officiellement. La Banque centrale a procédé à l'injection de devises sur le marché, dans le but de stabiliser le cours de la monnaie locale, en équilibrant plus ou moins l'offre et la demande. Une mesure qui risque de renforcer le marché noir, prévient *Midi*, qui craint que cette situation ne réduise la capacité des importateurs de riz durant la période de soudure.

410 entreprises en chômage technique à Antananarivo depuis février, selon des sources officielles. 108 entreprises sont issues de la zone franche. 75 entreprises opèrent dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme. Près de 13.000 personnes sont en chômage technique, dont près de 10.000 dans les entreprises franches. Jusqu'à maintenant, aucun plan de relance des activités du secteur privé n'a été mis en œuvre malgré les rencontres organisées avec les responsables de la HAT

L'entreprise française de BTP Colas ne quittera pas Madagascar. Des rumeurs ont effet circulé ces derniers temps sur un éventuel départ de Colas. « *Ce n'est pas après cinquante ans de présence à Madagascar que nous allons partir* » affirme un responsable de l'entreprise, qui

reconnait cependant traverser des moments de difficultés en raison de l'absence de nouveaux projets.

L'état des finances publiques n'a rien d'inquiétant jusqu'à la fin de l'année, selon le ministère des Finances et du Budget. «*Les fonctionnaires n'ont absolument rien à craindre pour le paiement de leur salaire* ». Hery Rajaonarimampianina a affirmé que la situation est maîtrisée jusqu'à la fin de l'année et même jusqu'à l'année prochaine avec une réserve en devises estimée à 800 millions de dollars. L'équilibre budgétaire est également respecté. Son département s'atèle déjà à l'élaboration de la loi de finances 2010 qui consacrerait une part importante au financement des prochaines élections. Selon le ministre, la dépréciation de la monnaie nationale observée actuellement n'est qu'un simple glissement, causé par la diffusion volontaire d'information erronée, qui a créé des inquiétudes sur le marché des devises. Les importateurs n'ont rien à craindre et ont été simplement «*sensibilisés*» pour bien gérer leur stock et leurs commandes par rapport aux besoins réels du pays. Le ministre Hery estime que la création monétaire ne constitue pas une solution pour résoudre la crise. Seulement, le grand risque est qu'à chaque sortie de crise le pays a toujours connu une dévaluation de sa monnaie. Ce phénomène est souvent mis à profit par les spéculateurs qui préfèrent garder leurs devises pour les échanger quand la monnaie nationale se dépréciera sensiblement.

Relations avec les bailleurs de fonds–financements parallèles–indépendance économique

Quatre pays signent l'accord intérimaire APE. Quatre pays du groupe des pays de l'Afrique du Sud-est (Île Maurice, Madagascar, Seychelles et Zimbabwe), ont signé, le 29 août un Accord intérimaire de partenariat économique (APE) avec l'UE. Les Comores, actuellement sous contrôle du FMI, ne peut signer cet accord pour l'instant. Le ministre zambien du Commerce et de l'Industrie a annoncé que son pays signera l'accord en octobre. L'accord offre aux pays signataires de l'AfOA un accès immédiat et sans restriction aux marchés de l'UE (avec des périodes de transition pour le riz et le sucre), ainsi que des règles d'origine améliorées. Les pays de l'AfOA ouvriront progressivement leurs marchés au cours des quinze prochaines années, avec un certain nombre d'exceptions importantes qui reflètent leurs besoins de développement. Faute de délégation ministérielle en raison de la crise post Maputo II, c'est l'ambassadeur de Madagascar à Maurice, Bruno Ranarivelo, qui a défendu la cause de Madagascar auprès de l'Union européenne (UE) et signé l'accord.

L'Accord APE intérimaire signé le 29 août pourrait être remis en cause. Madagascar, avec 5 autres pays de l'Afoa et la Commissaire Européenne chargée du commerce, a signé l'accord de partenariat économique intérimaire (APE Intérimaire). Mais cette signature par la Grande Ile pourrait encore être remise sur le tapis lors de l'examen, courant septembre, du dossier Madagascar en application de l'article 96 de l'Accord de Cotonou. Pourrait être affecté également la coopération européenne entrant dans le cadre du 10ème FED.

Rupture avec les bailleurs de fonds traditionnels : «*Le FMI attend une position officielle*», selon Pierre van den Boogaerd. La tentative du pouvoir de fonctionner sans les aides des bailleurs de fonds continue d'alimenter les débats. Le représentant du FMI attend une position officielle de la HAT mais il met en garde sur les risques encourus pour l'activité économique et les conditions de vie de la population. Les incertains financements parallèles auxquels la HAT pourrait avoir recours ne pourront combler le vide et une éventuelle politique d'austérité et de contraction des dépenses courantes ne tiendrait pas compte de tous les paramètres économiques. Le financement des investissements public ne serait plus assuré et le secteur privé en ressentirait directement le contrecoup, estiment des économistes.

Sans compter que « *ce type de financement cache toujours des opérations de blanchiment d'argent. Y recourir mettrait encore plus Madagascar au ban de la société internationale* » estime le quotidien *Les Nouvelles*, qui fait par ailleurs le commentaire suivant : « *Faut-il rappeler que Didier Ratsiraka, quand il était au pouvoir avait déjà préconisé aux bailleurs de fonds traditionnels de nous accorder " des aides qui nous aideront à nous passer des aides". Mais on sait maintenant ce qu'il est advenu de ces belles idées* ».

Banque mondiale - FMI : présence non souhaitable de Madagascar aux assemblées annuelles de début octobre. Selon certaines indiscretions rapportées par *Midi*, les hautes instances du FMI considéreraient comme non souhaitable la présence de Madagascar dans ces assemblées. Il est à rappeler que lors de la réunion préparatoire de ces assemblées, il y a quelques semaines en Afrique du Sud, Madagascar était encore représenté par le Gouverneur de la Banque Centrale, alors que le ministre des Finances n'avait pas été invité.

Une décision de la Banque mondiale attendue pour les projets à caractère humanitaire. La reprise du décaissement de certains projets reste en suspens. Les responsables et bénéficiaires des projets humanitaires sont dans l'incertitude. La Banque a dépêché une mission d'évaluation début septembre, avec pour objectif d'obtenir plus d'informations sur le statut de ces projets et la capacité d'atteindre les objectifs. Le rapport est attendu avec inquiétude.

Investisseurs « saoudiens » : une ardoise de 3.000 euros de frais d'hôtel. 2 milliards de dollars. C'est le montant des investissements que des hommes d'affaires saoudiens promettaient de faire à Madagascar dans différents secteurs, de l'énergie aux télécommunications en passant par l'hôtellerie, l'électricité, la cimenterie... Ces hommes d'affaires, qui seraient en fait des « *mpibizina* » soudanais, de promettre même des PPN et du carburant 40% moins cher que les cours du marché. C'était le 2 mai à la Primature puis le 4 mai à Ambohitsorohitra, lorsqu'ils ont été reçus tour à tour par Monja Roindefo et Andry Rajoelina. Quatre mois après la visite de ces investisseurs philanthropes, les consommateurs n'ont rien vu venir. De source proche du régime, les prétendus investisseurs auraient laissé une ardoise de 3.000 euros à titre de frais d'hôtel.

« *On a encore besoin des financements internationaux* » reconnaît **Hery Rajaonarimampianina**. Le nouveau ministre des Finances et du Budget du 2^{ème} gouvernement Monja Roindefo a fait preuve de réalisme en annonçant, après la passation de service entre lui et son prédécesseur Benja Razafimahaleo, que le mieux pour Madagascar est de continuer à travailler avec les bailleurs de fonds traditionnels. Des actions seront entreprises pour convaincre ces bailleurs de fonds à maintenir leurs aides. Hery Rajaonarimampianina entend visiblement appliquer la même politique d'austérité menée par son prédécesseur qui a réussi, en pleine crise politique, à maintenir l'inflation à un taux raisonnable et à réaliser un équilibre relatif du taux de changes ainsi qu'une économie des réserves en devises. Pour le FMI, effectivement, les recettes ont permis de couvrir les dépenses de fonctionnement, l'inflation est restée sous contrôle (bonnes récoltes, surévaluation de l'Ariary), la politique monétaire a été prudente, les réserves en devises satisfaisantes jusqu'ici, mais cette situation ne saurait perdurer à cause de la crise actuelle, a mis en garde le représentant du FMI.

Le conseiller d'administrateur de la BAD en visite à Madagascar : « *Des projets sont en péril, la situation s'aggrave. Je suis donc venu pour constater de visu dans quel état se trouvent les projets financés par la BAD, et surtout voir avec les autorités des solutions pour surmonter les problèmes dus à la crise. Les projets en cours continuent. En revanche, il n'y a pas de nouveaux*

projets. [...] Il faut savoir qu'outre les projets, la BAD participe à hauteur de 60 millions de dollars à l'aide budgétaire dont la moitié a été déjà débloquée. Personnellement, je me bats pour qu'on débloque le reste, mais il faudra attendre un pouvoir accepté par le monde. Je dois reconnaître qu'il y a des problèmes et c'est pour cela que je suis venu. Des entrepreneurs ne sont pas réglés dans certains projets ».

Loi de Finances : « *la HAT risque d'être épinglée par l'UE* », titre *Midi*. La session parlementaire consacrée à l'adoption de la loi de Finances 2010 aurait dû se tenir fin octobre. L'Assemblée nationale étant suspendue, on ignore si le pouvoir va promulguer la loi par ordonnance. La question est posée également pour la Loi de Finances rectificative 2009, qui n'a pas été adoptée, alors que l'équilibre des comptes publics a été bouleversé par la suspension de l'aide internationale et l'annulation du Sommet de l'UA. La HAT risque de se faire épingler par l'UE lors de l'ultime consultation dans le cadre du dialogue politique qui aura lieu début novembre. En effet, l'autorisation législative en matière budgétaire fait partie des « *conditionnalités* » prévues dans l'Accord de Cotonou. Et ce, en plus du respect des droits de l'homme, des principes démocratiques, de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance et de la bonne gestion des finances publiques.

Une décision lourde de sens : la France appuie le secteur privé. « *Le secteur privé est la solution à la crise. L'humanitaire seul ne suffit pas car c'est le secteur privé qui apporte la vraie croissance* », a déclaré l'ambassadeur de France à l'occasion de la signature d'une aide de 1,5 million d'euros de l'AFD. L'aide porte sur 3 projets entrant dans le cadre du Programme de renforcement des capacités commerciales (PRCC2). Il s'agit du Cap Export de la CCI France-Madagascar (CCIFM), de l'Office national du tourisme (ONTM), ainsi que du Cluster Text'île Mada qui regroupe plusieurs acteurs de la filière textile. L'ONTM va pouvoir ainsi participer à des événements de promotion et à divers salons internationaux. La CCIFM pourra financer la participation des PME à des actions de promotion de leurs produits à l'extérieur. Pour la première phase du PRCC, 148 entreprises ont bénéficié de l'appui du Cap Export. Pour *Le Courrier*, la France continue ainsi de tenir un double langage face à la crise politique qui secoue la Grande Ile. Alors que le reste de la communauté internationale attend que la Transition se conforme aux Accords de Maputo, l'Hexagone continue d'appuyer le régime (dont la prise de pouvoir a été qualifiée ni plus ni moins de coup d'Etat par le Président Sarkozy).

Des investisseurs thaïs reçus par le Premier ministre. Ils appartiennent au groupe Hongguang. Leurs projets porteraient sur un montant de 10 millions de dollars sur 5 ans. Aucune information n'a été communiquée sur la nature des opérations envisagées. *Tribune* s'interroge : « *Cette visite serait-elle le résultat de la mission confiée par Andry Rajoelina à un de ses conseillers franco-malgache en Thaïlande ? Ce dernier aurait en effet pour mission de rechercher des investisseurs thaïlandais qui pourraient avancer de l'argent et en même temps exploiter les richesses minières d'Ilakaka* ». Pour *L'Express*, il pourrait s'agir d'une opération de réhabilitation des infrastructures urbaines de la capitale et *Midi* évoque des opérations dans l'exploitation minière, la micro-finance, l'agriculture, le tourisme. Le quotidien fait toutefois part de ses doutes : « *Ce n'est pas la première fois que la Primature de la HAT a reçu une délégation d'investisseurs mais jusqu'ici aucun projet n'aurait été réalisé* », citant notamment les promesses des investisseurs saoudiens et autres hommes d'affaire arabes.

Conjoncture économique : un redressement d'urgence. Olivier Raparison, docteur en économie, intervenant sur *TV Plus*, a exhorté les principaux acteurs de la crise à définir comme priorité absolue le redressement économique. La logique semble simpliste mais résume clairement la situation actuelle : « *Donnez à manger aux populations d'abord et*

demandez-leur après tout ce que vous voulez », a-t-il martelé. Il a affirmé avoir des pistes pour les futurs dirigeants de la Transition, leur permettant d'éviter la catastrophe économique qui menace. « Je connais des investisseurs qui sont prêts à venir investir à Madagascar tout de suite. Seulement, ils ont besoin des garanties pour leurs investissements. Il leur faut une personnalité ou institution de confiance pour les encourager à venir », a expliqué l'expert. Tandis que les débats de ces derniers jours soulèvent la problématique de l'indépendance économique de Madagascar, l'économiste propose l'arrivée en masse des investisseurs privés étrangers comme une alternative permettant à la Grande Ile de s'affranchir de l'assistance des bailleurs de fonds et de cheminer vers son indépendance.

Création monétaire : « Attention danger ! » titre Midi. Le placement de la surliquidité des banques pour une valeur de plus de 220 milliards d'Ariary a été proposé par des économistes de la Banque centrale, en réplique à des économistes proches de la HAT qui ont préconisé la création monétaire pour compenser la perte des aides extérieures dans le cas où la communauté internationale émettrait des sanctions à l'expiration des délais impartis pour régler la crise. Ils conseillent d'utiliser cet instrument avec une extrême prudence. Un spécialiste des finances publiques craint que cette idée de création monétaire ne serve pas à financer les dépenses courantes de l'Etat, générant ainsi une inflation incontrôlable.

Hugues Rajaonson, directeur de cabinet du ministre des Finances. On passe de la théorie à la pratique. Le patron du CREM (Cercle de réflexion des économistes de Madagascar) devient DIRCAB du ministère des Finances. La thèse de la création monétaire revient au galop, selon certains observateurs, avec pour corollaire la rupture provisoire de nos relations avec les bailleurs de fonds en attendant la reconnaissance internationale.

Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, environnement, ressources naturelles

Les bois de rose et l'ébène de la région d'Andapa, et du Menabe vont disparaître. Ce sont les conclusions d'une étude sur les stocks effectuée par une équipe mandatée par le WWF. Elles prouvent l'existence à grande échelle d'une pratique de coupe sélective illégale et ce, depuis plus d'une dizaine d'années, avec une accentuation du phénomène. Ces pratiques sont orchestrées par les barons de l'exploitation illégale et leurs acheteurs à l'étranger. Des « *bûcherons* » venus d'autres régions et qui s'adonnent à l'exploitation illégale se livrent depuis quelques mois à des manœuvres d'intimidation et sèment la terreur auprès des autorités locales et de la population. Les commanditaires et les exportateurs sont pour la plupart à Antalaha. Le travail d'acheminement jusqu'aux cours d'eau et au rivage se fait dans des conditions inhumaines et pour de salaires de misère. Une fois à Antalaha, le bois est acheminé par bateaux jusqu'à Vohémar ou Toamasina, d'où ils sont exportés vers l'étranger, principalement à destination de certains pays d'Asie. Les bois de rose et d'ébène sont commercialisés aux environs de 8,50 euros le kilo.

Cette situation catastrophique s'est étendue en toute impunité à toutes les réserves naturelles depuis le début de la crise politique. Ces zones protégées connaissent également un trafic illicite de pierres précieuses. La population locale dénonce des protections en haut lieu. La récente inscription au Patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO des parcs forestiers de Marojejy et de Masoala, à Madagascar, n'a pas suffi à dissuader les trafiquants.

Bois précieux : la société civile réclame l'arrêt des exportations. Face à la recrudescence des atteintes à l'environnement et la biodiversité, notamment dans les aires protégées, des sociétés civiles oeuvrant pour l'environnement ont mis en place une plate-forme baptisée « *Voahary gasy* ». Elle exige des autorités l'arrêt immédiat de l'exploitation et de l'exportation des bois précieux, ainsi que la fermeture de toutes les aires protégées pour éviter le pillage

des ressources forestières. Depuis 10 mois, les pertes dues aux trafics ont été évaluées à plus de 140 millions de dollars pour 28.000 m³, selon l'Association des Ingénieurs Forestiers Malagasy (AIFM). La chasse et la consommation des lémuriens se répandent, sans parler des collectes sauvages des flores protégées. Les tortues marines et terrestres et les ailerons de requins font également l'objet de trafics. Les feux de brousse sauvages et les cultures sur brûlis aggravent l'hémorragie des ressources forestières. C'est du jamais vu dans les annales de l'histoire de Madagascar, ont alerté les environnementalistes.

6999 feux de forêts ont été dénombrés à Madagascar durant le mois d'août. En espace de deux ans, les chiffres sont ahurissants : près de 107.000 feux ont été recensés sur toute la Grande Ile.

Une mission du Bianco sur l'affaire du pillage du bois de rose à Mananara : la mission est arrivée sur place pour conduire des investigations sur les pillages qui défraient la chronique. D'après les informations recueillies localement, les commanditaires de ces coupes illicites et de ces exportations illégales seraient des « *intouchables* » et entretiendraient des réseaux difficilement appréhensibles pour les forces de l'ordre locales. Les tentatives de démantèlement conduites par la gendarmerie et les directions inter-régionales des Eaux et Forêts ont toutes échoué. Le chef de Région d'Analanjirifo partage cette analyse et dénonce une véritable mafia. Actuellement, 60.000 pièces de bois sont répertoriées dans sa région et dans la région, Sava. L'exploitation et la commercialisation se font d'une manière illicite. Des forces de l'ordre seraient même impliquées. Des procédures judiciaires sont en cours auprès des tribunaux de Maroantsetra et de Toamasina. La Primature a fait état d'usage de faux de la signature du Premier ministre Monja Roindefo pour des autorisations de coupe de bois.

Environnement : un plan d'urgence annoncé. Le ministre de l'Environnement du second gouvernement Roindefo a annoncé la préparation d'un plan d'urgence destiné à faire face à deux fronts particulièrement chauds à l'heure actuelle : la pollution marine et le pillage des forêts du parc Masoala. « *Ce sont à l'évidence les priorités qui s'imposent dans l'immédiat. Nous allons élaborer dans les plus brefs délais une stratégie pour résoudre les problèmes* », a-t-il lancé.

La création d'une « *task force* » a été décidée en conseil de gouvernement. Plusieurs ministères, dont celui des Finances et de l'Environnement y seront associés.

TVM a annoncé le 20 septembre l'arrivée d'un convoi de deux camions de militaires dans les régions Sava et Analanjirifo pour appliquer les mesures décidées à l'encontre des trafiquants. Il s'agit d'arrêter la coupe de bois précieux et leur acheminement vers les ports de Sambava et de Vohémar et donc leur exportation. Une délégation interministérielle s'est rendue à Sambava.

Alliance Voahary Gasy : contre les exportations des bois précieux. Cette plate-forme des organisations de la société civile œuvrant pour l'environnement réagit à la publication de l'arrêté interministériel portant agrément d'exportation à titre exceptionnel. Elle exige leur arrêt immédiat. « *Nous sommes prêts à travailler en partenariat avec les autorités concernées pour le renforcement des contrôles et la répression dans les aires protégées et autres sites naturelles* », a souligné son président. [Les ministères de l'Environnement, des Finances et du Commerce ont publié conjointement le 21 septembre un arrêté portant agrément d'exportation à titre exceptionnel des bois précieux à l'état brut ou semi-travaillé. Cet arrêté stipule que chaque opérateur autorisé doit payer 72 millions Ar /container dont 12 millions Ar sont destinés à l'ADEF (Action contre la Dégradation de l'Environnement et des Forêts). Un quota de 25 containers est attribué à chaque exportateur et l'opération de liquidation de stocks doit se terminer le 30 novembre].

Aucune coupe de bois précieux n'est plus possible dans le parc national de Masoala depuis fin septembre. Des militaires ont quadrillé toutes les voies d'accès et de sortie. Dans le cadre de cette opération qui se poursuit, de nombreux exploitants illicites ont été arrêtés.

Pas d'argent pour les projets de lutte contre les feux de brousse et la reforestation. Les feux de brousse reprennent à grande échelle. Un véritable fléau environnemental. Un laisser-aller général se fait sentir dans les communautés de base, faute de sensibilisation. « *La population agit ainsi faute de moyens de subsistance. Comme la crise a favorisé beaucoup de pertes d'emploi, bon nombre de personnes sont retournées vivre à la campagne et se sont reconverties en charbonniers* », explique un villageois, qui précise que même le pacte communautaire [*dina*] n'est plus efficace pour arrêter cette pratique. « *La suspension des financements pénalise le suivi sur terrain. Nos agents n'ont pas les moyens d'assurer tout contrôle dans les communes rurales* », ajoute un responsable ministériel. À ce rythme, l'objectif fixé par Madagascar de réduire la superficie calcinée à moins de 680.000 ha par an est hors d'atteinte. Si aucune intervention n'est menée, un million d'ha risquent d'être détruits d'ici la fin d'année.

Mise en concession suspendue pour l'île de Sakiata (Nosy-be). Les soumissionnaires à l'appel à la manifestation d'intérêt, lancée par l'*Economic Development Board of Madagascar* devront patienter : les procédures ont été mises en suspens au dépouillement, en raison de la crise politique.

Les mines de saphir l'Ilakaka cédées aux thaïlandais ? Un franco-malgache, conseiller spécial du président de la HAT serait parti en Thaïlande avec pour mission de trouver des clients ou des investisseurs qui travailleraient en partenariat avec de gros exploitants miniers d'Ilakaka.

Bail emphytéotique écourté. Avec la suspension récemment décidée des acquisitions foncières pour les ressortissants étrangers, une nouvelle disposition stipule que les investisseurs étrangers disposeront désormais d'un bail emphytéotique raccourci. La durée de l'octroi du bail sera conditionnée par la nature du projet. Pour des projets agricoles, la durée pourrait être limitée à une vingtaine d'années mais une commission interministérielle pourra décider du renouvellement, après évaluation. La même procédure s'appliquera aux opérateurs touristiques. « *Si au bout de deux ans il n'y a aucune réalisation, nous résilions le contrat avec l'investisseur* », a précisé le ministre de l'Aménagement du territoire.

Le ministère des Mines et des hydrocarbures finalise le nouveau code pétrolier, en préparation depuis 2007. Il devra être prêt avant la fin d'année. La création d'un cadre légal vise surtout à attirer des investisseurs étrangers et répondre aux exigences du marché international.

La marge continentale de Madagascar pourrait augmenter. Le rebord externe de la marge continentale peut s'étendre à 61.265 km². Sa nouvelle superficie est estimée entre 661.265 et 833.468 km². Un projet d'établissement du tracé des limites extérieures du plateau continental est en cours de finalisation. Le dossier sera soumis dans les prochains mois aux Nations Unies. « *Ce prolongement présente divers atouts géologiques et économiques pour le pays. La partie Nord-Ouest présente notamment un intérêt pétrolier* », explique le directeur général de l'Omnis. En 2008, une procédure financière avait été engagée pour le déblocage d'un crédit d'un million de dollars pour lancer cette étude.

Revendication malgache sur les « îles éparses » : la « *Question des îles malgaches Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India* » se verra inscrite à l'ordre du jour provisoire de la 65ème-

session », a déclaré un communiqué des Nations Unies à l'ouverture de la 64^{ème} session. Largement éclipsé par celui qui oppose l'Union des Comores à la France au sujet de Mayotte, le contentieux entre Madagascar et la France à propos de ces îles, inoccupées dure lui aussi depuis de nombreuses années. Les enjeux financiers ne sont pas anodins, compte tenu des faibles revenus de la Grande Ile. Mayotte vient ainsi de récupérer 258.000 euros qui représentent une partie des revenus de sa ZEE (zone économique exclusive). On peut estimer à environ 400.000 euros, chaque année, le montant des droits qui reviendraient à Madagascar s'il venait à récupérer la souveraineté sur ces quatre îlots dont les ZEE occupent une bonne partie du Canal du Mozambique.



Les ZEE françaises dans l'Océan Indien.

Ministère des Mines : les contrats miniers à réviser. Le département Energie et Mines est maintenant scindé en deux. Le ministère de l'Énergie est dirigé par l'ancien ministre de la HAT, Rodolphe Ramanantsoa, tandis que le secteur Mines et Hydrocarbures, est confié au nouveau ministre Mamy Rатовomalala. Celui-ci s'est fixé comme objectif l'amélioration des recettes d'exportation de pierres précieuses et d'autres produits miniers dans les 15 mois à venir, afin de compenser les éventuelles pertes en devises provoquées par la chute des exportations de la zone franche. Le ministre prévoit de réviser les contrats miniers avec les grandes compagnies opérant à Madagascar, mais tout en soulignant que ce sera fait dans un climat de dialogue. Les discussions porteront ainsi sur les avantages que Madagascar peut tirer de la mise en œuvre des grands projets miniers, tout en tenant compte de la continuité de l'Etat et de la nécessité de promouvoir ces investissements étrangers, faute de moyens pour exploiter ces gisements. En outre, des brigades minières composées d'agents des Mines, des douaniers et des éléments des forces de l'ordre seront mises en place en vue de renforcer le contrôle des exportations des pierres précieuses.

Le ministre a toutefois précisé : « nous ne sommes pas obligés de réviser les contrats miniers et pétroliers », une déclaration très en retrait par rapport aux prises de position du Président de la HAT au mois de mars. Une tentative de révision des contrats avait déjà été entamée en 2004 mais n'avait pas aboutie.

Sécurité alimentaire – Relations avec le groupe Tiko

Approvisionnement en riz : vers un inventaire des stocks. Aucune concertation entre les acteurs de la filière riz n'a été réalisée jusqu'ici en vue de planifier les actions visant à assurer la meilleure disponibilité de cette denrée sur les marchés mais un inventaire des stocks est en vue. De grands collecteurs disposent encore de stocks issus de la campagne 2008, car ils refusent d'effectuer une vente à perte compte tenu de la concurrence déloyale qui règnerait sur les marchés. Il en est de même pour les importateurs du fait que les règles du jeu restent encore très floues. D'autre part, la majorité des opérateurs sont insolvable vis-à-vis de leurs banques. Selon *Midi*, le stock régulateur est entre les mains de spéculateurs, y compris des politiciens, qui n'attendent que la flambée du prix de ce produit stratégique pour l'écouler.

Hausse du prix du riz : le ministère du Commerce veut rassurer. Le prix du riz sur le marché a connu une hausse de 10%. Elle n'est pas exceptionnelle et n'est pas inquiétante en cette période, indique le ministère. Le prix reste encore inférieur à celui de l'an passé à la même époque. Des opérateurs prévoient d'importer 80.000 T de riz pour la période de soudure. Par ailleurs, poursuit le ministère, 10.000 T de riz sont déjà en cours d'importation. On prévoit également pour le Sud l'arrivée sous peu de 500 tonnes et d'une autre cargaison

de 2.000 tonnes pour la partie orientale. La production locale a été bonne cette année, il suffit d'en assurer le bon acheminement sur les centres de consommation. Mais les prix pratiqués par les collecteurs sont très bas et ne satisfont pas les producteurs qui se sont endettés et qui n'arrivent pas à rembourser leurs créanciers. Le risque est donc d'une part, la rétention des stocks jusqu'à ce que le prix à la collecte soit convenable ; d'autre part que les producteurs abandonnent la riziculture de marché pour se replier sur la riziculture de subsistance.

Main basse sur Tiko : selon *Le Courrier*, des membres de la HAT auraient fait main basse sur tous les produits stockés dans les magasins Magro implantés dans toute l'île, avec la complicité des anciens employés du groupe. Il s'agirait principalement de produits de première nécessité.

« *Affaire riz de Tiko : la honte pour la Transition* », titre *La Vérité*. Depuis mai, la vente du riz Tiko, saisi régulièrement dans le cadre des poursuites fiscales déclenchées contre l'empire agro alimentaire, n'a cessé de créer des scandales. La Présidence de la HAT a ordonné une enquête qui a abouti à l'arrestation de quelques responsables de la « *Cellule opérationnelle* ». Pourtant, alors que les résultats de cette enquête ne sont pas encore connus, voilà qu'un ministre et le PDS de la commune de Fianarantsoa se chamaillent en public sur cette même affaire. « *Le linge sale se lave en famille* », avait rappelé Andry Rajoelina pour recadrer Michèle Ratsivalaka, alors maire d'Antananarivo et les membres du Conseil municipal. Grande fut donc d'entendre le ministre du Commerce, Jean-Claude Rakotonirina, reprocher publiquement à Pety Rakotoniaina et à Jean Eugène Voninahitsy d'avoir « *trafiqué* » dans les lots de riz entreposés au port de Toamasina. Plus grave encore, non satisfait de cette accusation, le ministre a qualifié ces deux personnalités de « *détenus politiques récemment sortis de prison* ». Piqué au vif, Pety Rakotoniaina, l'« *enfant terrible* » de Fianarantsoa, a alors accusé le ministre d'avoir trempé dans cette affaire. Quoi qu'il en soit, ce litige ne serait qu'une infime partie des scandales entourant la vente de ces stocks. Des observateurs estiment que le moment est venu pour Rajoelina de mener un grand coup de balai dans sa « *cour* » où des assoiffés de gain facile commencent à ternir l'image de la Transition.

Achat du riz de Tiko : plus de 1.600 T pour Voninahitsy, selon *La Vérité* du 8 septembre. Selon des pièces justificatives qui circulent sous le manteau, Pety Rakotoniaina et Jean-Claude Rakotonirina ne seraient pas les seuls à avoir acheté du riz appartenant à Tiko, au prix de 500 Ar le kilo, au port de Toamasina. Selon des bons d'enlèvement délivrés par la « *Cellule opérationnelle* », le 24 août, Jean Eugène Voninahitsy a également acheté, au même prix, 1.611 tonnes de riz. La fameuse CNME en a également acheté 250 T. Dans la nuit du 24 août, où une file de camions (ayant à bord tous ces sacs de riz et d'autres de... farine) voulait sortir de l'enceinte du port, des altercations, enrobées de menaces avec des armes à feu, se sont produites entre les douaniers de service et des éléments de la CNME.

La fin du stock de riz de Tiko inquiète. L'épuisement des 22.000 T de riz Tiko stockées à Toamasina soulève des questions sur l'approvisionnement du marché local durant la période de soudure. Le pays importe chaque année près de 150.000 T de riz, à raison de 50.000 T tous les 3 mois à partir de novembre. Depuis la grande pénurie de 2004, le gouvernement envoie chaque année à cette période un émissaire pour rechercher et négocier du riz à bon prix dans les principaux pays producteurs. C'était le cas en 2008 lorsqu'en pleine crise alimentaire mondiale, la Grande Ile avait reçu une cargaison exceptionnelle de 50.000 T achetées à moitié prix en Inde. On ignore encore quelles mesures seront prises cette année.

Des dettes de Tiko restent impayées : les créanciers de Tiko doivent encore attendre. Seuls les crédits bancaires sur les riz stockés chez Madarail ont été payés au titre des dettes du

groupe. Ce, alors que le stock de riz de 22.000 T au port de Toamasina est presque épuisé. Près de 5 milliards Ar seulement ont été versés à la BOA par la cellule opérationnelle chargée de la vente des produits de la société. «*Pour les autres recouvrements, l'affaire est encore en cours au tribunal*», précise le ministre des Finances. Outre les banques, le port de Toamasina figure parmi les grands créanciers de Tiko. Ce dernier paie chaque mois des frais de location à la Société de gestion autonome de gestion du port (SPAT). Or cette société n'aurait pas encore reçu le montant que le groupe lui doit en guise de redevance. Le montant des cumulées depuis l'installation de la minoterie Mana dans l'enceinte du port s'élèverait à 11 milliards Ar.

L'année rizicole est compromise, selon les producteurs. Depuis le début de la crise, les paysans se trouvent dans une situation difficile, la subvention habituelle sur les engrais ayant été suspendue. La nouvelle saison culturale a débuté et le prix des engrais est devenu hors de portée. La culture de contre-saison s'en trouve compromise.

Programme américain pour la sécurité alimentaire. A travers le programme SALOHI, les Etats-Unis consacreront 85 millions de dollars pour réduire le taux de malnutrition d'un demi-million de personnes et de plus de 98.000 ménages dans les parties Est et Sud de Madagascar. Le programme se déroulera sur 5 ans, en partenariat avec le Catholic Relief Service.

Divers

Port de Toamasina : plus de 2.000 conteneurs en souffrance, 150 milliards Ar de pertes pour l'Etat. Le conflit entre la CCI de Toamasina et la société philippine MICTSL, manutentionnaire exclusif des conteneurs, se prolonge, au préjudice de l'économie nationale. Depuis plus de 2 ans, l'Etat, par l'intermédiaire de la CCIT, n'a pas pu effectuer de prélèvement sur le magasinage des marchandises stockées au port. Ce qui présenterait plus de 150 milliards d'Ariary de pertes pour le Trésor public. Du côté des opérateurs, le coût trop élevé du magasinage a fait que certains ont préféré abandonner leurs marchandises. Le personnel de la CCIT s'est mis en grève, avant qu'un accord ne soit semble-t-il trouvé.

Transport maritime : MSC menace de quitter l'île. Condamné par le tribunal de Toamasina à verser 615 millions Ar à un exportateur malgache, le géant mondial a été accusé de ne pas avoir averti le destinataire d'un conteneur de poivre appartenant à cet exportateur. L'affaire risque de créer un scandale judiciaire. La compagnie, deuxième plus grande compagnie de navigation maritime mondiale, menace de quitter Madagascar. Un éventuel départ de la MSC signifierait le chômage technique pour 1.250 marins à bord de ses cargos et bateaux de croisière, sans compter le personnel à terre. Les marins sont payés en devises, avec une moyenne de 1 200 dollars par tête. MSC verse mensuellement dans les caisses de la Banque centrale près de 1,4 million de recettes en devises. L'affaire constitue encore une mauvaise publicité pour la sécurité des investissements dans la Grande Ile.

Madagascar doit une cotisation de 1,3 millions de dollars à la SADC. Après le rejet par la l'organisation régionale de la décision de remanier le gouvernement de la HAT, la SADC a fait savoir que Madagascar n'a pas réglé sa cotisation annuelle. Rappelons que l'adhésion à la SADC n'a pas fait l'objet d'une consultation élargie avec le secteur privé et les autres acteurs concernés. Elle a été décidée d'une manière précipitée par Marc Ravalomanana, dont le groupe Tiko et ses filiales agroalimentaires auraient pu être le grand bénéficiaire.

Prix plancher de la vanille : « *un retour en arrière néfaste* » selon le FMI. Ils nuiraient aux progrès accomplis dans la libéralisation du commerce de la principale exportation du pays. [Madagascar est le premier producteur mondial de vanille]. « Nous considérons que c'est une erreur d'essayer de fixer des prix trop élevés. C'est ce qu'ils ont l'habitude de faire, comme il y a 20 ans, et il leur sera beaucoup plus difficile de vendre ces produits », a déclaré le directeur exécutif de Nielsen Massey Vanillas Inc., une des 5 plus importantes compagnies mondiales acheteuses de vanille naturelle. Ce produit représente un quart des recettes d'exportation de Madagascar. Des sociétés telles que Coca-Cola ou Danone utilisent de la vanille de Madagascar, utilisée également dans la parfumerie. Madagascar fournit plus de la moitié de la vanille naturelle du monde, avec une prévision de récolte de 1.500 T cette année. On recense près de 80.000 petits producteurs. Les États-Unis demeurent le plus gros client. Le prix minimum exigé serait d'environ 27 \$ le kilo.

Doing business 2010 : Madagascar ? au 134ème rang, gagne 10 places. Le groupe de la Banque mondiale a publié son rapport 2010. Il fait apparaître pour la Grande Ile un gain de 10 places par rapport à l'an passé ; le pays se situe au 134è rang sur 183. Deux réformes de procédures ont été réalisées entre juin 2008 et juin 2009, qui sont à l'origine de cette amélioration mais Madagascar se trouve encore loin derrière Maurice, qui occupe le 17ème rang en matière d'attractivité des affaires. Elle devance l'Afrique du Sud (34ème rang).

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Gazette de la Grande Ile, La Vérité (Madagascar), Matora (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), L'Express de Maurice,, Sobika, TopMada,, Times of Madagascar, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, PANA, APA, IPS, News Press, Les Afriques, Courrier international, RFI, TV5 Monde, Libération, Le Monde, Blog d'Alain Rajaonarivony, orange.mg, moov.mg, RTLinfo.be, Fides, Le Quotidien de La Réunion, Africa Intelligence, Malango actualité, Valeurs Actuelles
Deux nouveaux quotidiens sont en ligne : Le Courrier de Madagascar (le 1er journal du soir de la Grande Ile) et Madagascar Matin

Taux de change : au 30/09/2009, 1 euro = 2890 Ariary (cours pondéré)
Au 31/01/2009, le cours était encore inférieur à 2500 Ar pour 1 euro.

Les revues de presse des mois antérieurs sont consultables sur le Blog

<http://justmad.canalblog.com/>

DROITS DE L'HOMME à MADAGASCAR

Vous pouvez vous y abonner

Le Blog propose en outre une sélection d'analyses, des « *libres opinions* » des documents de référence parus dans la presse malgache et un recueil de dessins de presse